

Débats

CHINE

L'effet d'une culture barbare

par HUA LINSHAN (*)

UN décalage profond et évident existe entre l'ampleur de la répression gouvernementale contre le mouvement populaire de Pékin et les moyens qui étaient disponibles pour atteindre les objectifs prétendument poursuivis. Si les dirigeants chinois voulaient seulement disperser la foule et rétablir l'ordre sur la place Tiananmen, il leur était possible d'y parvenir en ayant recours à des armes n'entraînant pas la mort. D'autant plus qu'ils avaient, eux, deux semaines pour se préparer. Mais le pouvoir a fait appel aux tanks. Il a procédé au massacre.

Il ne s'agit pas, à mes yeux, d'une erreur de direction ou d'un manque d'expérience. L'offensive lancée par le gouvernement chinois est à la mesure de la pression qui pesait sur lui. Selon des témoignages téléphoniques provenant de Pékin, Deng Xiaoping aurait demandé lors du débat pré-cédat l'imposition de la loi martiale : « *Fournissons-nous encore reculer ?* ». Et le président de la République Yang Shangkun aurait répondu : « *Non, il n'y a plus de retraite possible. La loi martiale constitue le dernier barrage.* »

Sujet autonome

Comment ce mouvement populaire, qui avait pour principe d'action la non-violence, est-il parvenu à placer le pouvoir dans une telle impasse ? L'analyse de la presse officielle chinoise montre que la réponse à cette question réside dans la revendication principale du mouvement, à savoir la volonté du peuple de discuter avec le gouvernement en tant que sujet autonome. Selon les différents porte-parole du gouvernement, accepter l'ouverture d'un dialogue, c'était placer sur un pied d'égalité le pouvoir politique et la population et aboutir à la reconnaissance d'organisations illégales, à l'émergence d'une force opposée au régime. D'où l'effacement de rôle dirigeant du Parti communiste chinois !

En fait, ces porte-parole n'ont fait état que de certaines de leurs craintes. L'aspiration à un dialogue équitable procède d'un principe culturel entièrement nouveau en Chine : le peuple est un sujet autonome. Dans la culture traditionnelle du pays, et surtout dans la culture politique depuis que le Parti communiste est au pouvoir, le peuple n'est jamais considéré comme un acteur indépendant, il n'est qu'une force assujettie au pouvoir.

L'apparition de ce nouveau principe culturel a ébranlé les fondements du régime actuel. De plus, s'il venait à s'enraciner dans la société, des réactions en chaîne inévitables se produiraient, suscitant la naissance d'autres concepts nouveaux.

Face à un tel danger, le Parti communiste chinois s'est senti

dans une impasse, et il a eu pour seul recours de déclarer la loi martiale afin d'effrayer la population. Il exprimait par là son refus de considérer le peuple comme un acteur autonome. Nous avons alors assisté au spectacle de millions de Pékinois descendant dans la rue ; démonstration éclatante du fait que le principe nouveau exprimé par les étudiants était accepté par la population.

Aucune autre situation ne pouvait provoquer un tel affolement au sein du parti. Dès lors, le problème principal a cessé d'être la dispersion de la foule et la restauration de l'ordre sur la place Tiananmen. Car cette foule, même dispersée, n'allait pas abandonner ses aspirations et elle pouvait à tout moment se dresser à nouveau devant le gouvernement, forcé de rejeter la subordination.

Dès lors le parti, prisonnier de sa vieille culture politique, n'avait d'autre choix que de procéder au massacre. En lançant une attaque féroce contre le peuple, il a voulu l'obliger à se soumettre dans le sang, à abandonner l'idée de devenir un acteur autonome.

Devant un tel massacre, on a envie de pleurer mais la colère empêche les larmes de couler ! Il y a vingt et un ans, les mêmes massacres se produisaient, faisant quatre-vingt mille victimes dans la seule province du Guangxi. Le même parti et la même armée en étaient responsables. En vingt ans, ils n'ont absolument pas

changé de nature. Un gouvernement et une armée aussi barbares ne peuvent être nourris d'une culture barbare. La culture chinoise lentement façonnée depuis plus de six mille ans serait-elle animée d'une telle sauvagerie ?

Des éléments de cruauté

En tant que Chinois, je suis obligé de reconnaître avec douleur que la culture de mon pays contient des éléments de cruauté. Mais si elle n'a pas été anéantie depuis six siècles par des luttes intestines, c'est parce qu'elle est riche également de valeurs rationnelles qui sont parvenues à maîtriser les tendances à la violence, qui les ont empêchées de s'exprimer pleinement.

Alors, quelle culture guide la main des dirigeants actuels pour que ceux-ci donnent libre cours à une telle cruauté ? Pour qu'ils agissent de façon encore plus démentie de scrupules que les gouvernements chinois précédents ? Le Parti communiste aime à déclarer que les principes qui l'animent sont le fruit de la pensée marxiste-léniniste adaptée aux réalités du pays. Et il est facile de voir que certaines valeurs rationnelles de la tradition chinoise comme la bienveillance et la gra-

(*) Auteur des *Années rouges* (Ed. du Seuil, 1987), Hua Linshan, ancien garde rouge, vit à Paris.

titude ont fait l'objet de critiques de la part du parti, de même que ce dernier a rejeté les aspects humanistes du marxisme. Les valeurs les plus détestables de la culture chinoise se sont donc mélangées aux principes les plus sages à critiquer du marxisme pour donner naissance à une culture inhumaine, vieille et jeune à la fois. Elle est issue des cultures chinoise et occidentale, mais elle n'est ni la culture chinoise ni la culture occidentale. C'est elle qui a inspiré les actes d'une violence inouïe commis depuis quarante ans.

Tolérer cette culture barbare ne peut à mes yeux qu'entraîner l'humanité à sa perte. Aujourd'hui, alors que le parti et l'armée qui s'en inspirent sont relativement faibles, elle ne peut que nuire au peuple. Mais si la nation qu'elle domine parvenait à acquérir une certaine puissance, elle pourrait s'appuyer sur une population de plus de un milliard de personnes, pieux et mains liées, pour nuire à l'humanité tout entière. En réclamant la démocratie, le peuple chinois essaie de modifier cette culture et de diminuer son emprise pour trouver le salut.

Quels que soient les événements futurs, qu'un coup d'État militaire soit accompli ou pas, le peuple chinois doit poursuivre l'action entamée : créer de nouvelles valeurs culturelles qui s'opposent à la culture née avec l'avènement du Parti communiste chinois. C'est la seule issue.

L'esprit du 4 mai

par TRINH VAN THAO (*)

Dans tous les courants de pensée qui se réclament de la doctrine confucéenne, il n'y en a que deux qui comptent historiquement : le confucianisme d'Etat fondé par les Han (deux siècles avant l'ère chrétienne) et qui a régi, à l'exception de brèves éclipse, jusqu'à l'instauration du régime communiste — et qui perdure encore aujourd'hui dans le monde sinisé non communiste de l'Asie (Taïwan, Corée du Sud, Singapour) — et sa variante populaire, qui se présente à la fois comme son *alter ego* et sa critique interne.

La modernité et l'actualité du confucianisme à travers une histoire tumultueuse et sa sortie des crises successives tiennent justement de son archaïsme d'être ; fondement moral du pouvoir politique, même quand il emprunte à l'Occident son langage juridique, et primauté du pouvoir moral dont l'exercice relève de la vocation (au sens webérien du terme) lettrée, de l'intellectuel. Elles reposent pour l'essentiel, et au fil des siècles, sur les relations complexes mais parfaitement « codées » entre le pouvoir d'Etat et le savoir lettré.

Même aux heures les plus sombres de la contestation anti-confucéenne, du mouvement du 4 mai 1919 — que la jeunesse étudiante chinoise a commémoré avec une ferveur et un sens de la fidélité exemplaires — les dirigeants intellectuels modernistes formés à l'école occidentale et imbus d'idées démocratiques et radicales comme Chen Duxiu (doyen de la faculté des lettres de Pékin et l'âme de ce premier « printemps de Pékin » du vingtième siècle) ne pouvaient faire autrement que de recourir au canal

classique de la contestation interne du pouvoir politique : la critique moralisatrice d'un pouvoir accusé (justement) d'avoir cédé devant les intérêts étrangers lors des négociations de Versailles.

Cette forme de recours à la tradition ancienne de l'interpellation de l'Etat ne s'explique que dans la mesure où elle aménage le seul « espace de dialogue » entre l'Etat confucéen et son contrepoint dans le monde sinisé. Elle constitue le dénominateur commun de la culture confucéenne à travers l'Asie orientale. En Corée du Sud comme au Japon, à Singapour comme à Taïwan, ce ne sont pas les mécanismes juridiques, constitutionnels, qui associent les « fantômes » politiques et condamnent les hommes d'Etat à la retraite, mais la morale politique qui reste juge en dernière instance de la légitimité du pouvoir.

Le cheminement des intellectuels

Certes, il est malaisé de rendre compte avec rigueur du cheminement accompli par les intellectuels chinois depuis leur apparition spectaculaire sur la scène politique mondiale de 1919 jusqu'à leur effacement social de 1949 au service de la révolution maoïste : la trahison de l'Occident qui a montré, en 1919, ses préférences pour un Japon impérialiste et une Chine assoiffée de démocratie et des droits de l'homme, le soutien de Tchang Kaï-chek par toutes les puissances occidentales (URSS comprise), l'invasion japonaise et la résistance chinoise.

Il suffit, toutefois, de se pencher sur le destin d'un Chen Duxiu, un des fondateurs du PCC, ou de l'écrivain Lu Xun pour se rendre à l'évidence d'une situation d'otage obligé de l'intellectuel pris entre l'alignement et la soumission à l'hégémonie du PCC au nom du patriotisme et la dévotion politique au nom de la liberté de pensée.

Pourtant en dépit de son aversion déclarée à l'égard du confucianisme, le maoïsme s'accommode et tire sa légitimité historique de la convergence totale confucéenne entre l'adhésion paysanne et la soumission intellectuelle attachée à la faveur de la guerre de résistance anti-japonaise. Si bien qu'en 1966, pour affronter la bureaucratie politique militaire et syndicale du pouvoir d'Etat, Mao n'a pas hésité à recourir à la fois aux intellectuels et aux paysans-soldats de l'armée populaire pour se maintenir au pouvoir.

Plus d'une décennie après la chute de la « bande des quatre » et soixante-dix ans après le 4 mai 1919, le pouvoir a été de nouveau interrompu par la jeunesse étudiante et par ses intellectuels (que l'on croyait apprivoisés et soumis) devant les mêmes exigences de liberté et de démocratie. Privés du charisme du Grand Timonier et des mythes révolutionnaires réduits aux lambeaux rhétoriques sous les effets de nouveaux courants économiques, les dirigeants chinois n'ont pas su résister à la tentation de la répression.

(*) Enseignant à Aix-en-Provence.

Durs renouvellements...

par DANIEL SIBONY (*)

Si encore le pouvoir qui réprime en Chine se réclame d'autre chose que du peuple qu'il réprime — par exemple de la Vérité, de la Chine éternelle, de Dieu, du Progrès... — mais non, il se réclame de ces mêmes masses qu'il écrase.

Et si encore le pouvoir qui, en Pologne, a dû se faire à comprendre par le peuple, s'il se réclame d'autre chose, par exemple de la Pologne éternelle, du Passé vénérable... (ce serait pas mal, ça : notre Parti a dirigé le pays depuis longtemps, et il doit donc continuer...). Mais non, il se réclame de ceux-là mêmes qui le refusent. Il dément leur désaveu... C'est la confiscation pure et simple de la parole : le « peuple » devient un mot fétiche ; on est en pleine perversion, de plein-pied. Il y a les pouvoirs fétichistes et il y a ceux qui ne le sont pas, et qui lésent à la parole vive un peu de place.

En Iran aussi, dans un tout autre esprit qu'en Pologne ou en Chine, l'enterrement du Guide fut une scène fétichiste : la masse se mourait le corps pour intégrer une

part de mort, pour y faire entrer une part du corps sacré qui lui-même s'incarnait comme présence divine. Encore un peu, c'était le bon repas totémique : mise en morceaux non du loup mais du corps lui-même.

Dans les trois cas, donc, le rapport entre peuple et pouvoir est fétichiste. Ça dépasse nos vieux clichés gauche-droite ; à ces deux extrêmes, il n'y a pas les gens de gauche ou de droite, il y a des gens qui craquent devant le pouvoir et qui, quand le font, ne passent pas à l'acte. Ça dépasse nos vieux clichés gauche-droite ; à ces deux extrêmes, il n'y a pas les gens de gauche ou de droite, il y a des gens qui craquent devant le pouvoir et qui, quand le font, ne passent pas à l'acte.

Du coup, la vie se trouve d'autres issues : par exemple, plutôt que gauche-droite, elle peut être : forces contre vie ; c'est-à-dire forces de renouvellement contre forces du crampement. A Pékin, d'affreux gérontes font tirer des jeunes sur les jeunes ; ils font donner copieusement la mort qui les guette, ils le désignent ; y compris sous forme de peur.

Exemples, ils font verser le sang, mais ce ne laisse tout aussi vieux et pâle, à peine rassuré de faire pâir les autres... de peur, de leur peur qu'ils font partager. Faire une petite révolution, c'est rompre avec cette habitude où chacun a peur... de la peur de l'autre, jusqu'à être fasciné.

Même en URSS, le perestroïka fut d'abord un point de jeunesse : depuis longtemps, le pays n'avait pas eu de chef aussi jeune (rappelez-vous les obscures succées des gérontes soviétiques). Et puis en voilà un nettement plus jeune, une autre génération : ce n'est pas une affaire d'âge et réel, c'est une manière de consentir à ce que le temps se renouvelle. Certains en veulent à mort à la jeunesse d'être aux trop les pour laisser leur temps se renouveler ; pour supporter leurs points de jeunesse ; trop les ou trop installés.

Ce sont ceux-là les « vieux », c'est dans le marais. Les cadres en Pologne ne sont pas âgés, mais leur pouvoir n'est pas renouvelable par les voix du peuple. La

petit bout de pouvoir qu'ils ont risqué, qu'ils ont mis aux voix, en le leur a coupé net.

Un peu partout, donc, les peuples sont en proie à leur symptôme devenu Pouvoir, pouvoir « corrompu ». Par quoi peut-on être corrompu sinon par le refus de laisser le temps se renouveler ? Par des enlacements de mort ? Littéralement, un symptôme, c'est un bout de mort ou de cadavre ; c'est aussi une horloge immobile mais qui a l'air de marcher ; c'est un point de surdité.

Or que demandent ces jeunes en Chine ? Rien d'autre que d'être entendus, de parler. Que le refus d'entendre et de dire devienne un symptôme planétaire, voilà qui n'est pas banal.

Mais qu'on ne se laisse pas : ici aussi, les corifas et les tentatives tournent souvent très vite à la haine — au sans-recours — faute d'un partage de la parole ; faute d'un consentement à ce qu'il manque un haut lieu de la Parole d'où la Vérité enfin dite régulerait tous les conflits ; consentement à ce que le Père soit mort, ou en manque ; consentement du Père à mourir... et à passer le main.

(*) Ecrivain, psychanalyste.

SECTEURS DE POINTE

**INGÉNIEURS !
INFORMATICIENS !**

**DEUX RENDEZ-VOUS
EMPLOI
EXCEPTIONNELS**

Dans le Monde du :
LUNDI 12 JUIN daté mardi 13
MARDI 13 JUIN daté mercredi 14

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wertz
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sauter

ABONNEMENTS
PAR MINTEL
36-15 - TAPES LEMONDE
code d'accès ABO

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx : MONDUPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	RUSSIE	AUTRES PAYS
3 ans	365 F	399 F	504 F	700 F
6 ans	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 ans	1 080 F	1 095 F	1 458 F	2 100 F
1 an	1 300 F	1 300 F	1 300 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse effectués en préavis : un abonné qui change de domicile doit adresser son nouveau domicile à l'adresse ci-dessus avant son départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer vos sous-payés en espèces à l'impression.

La crise en Chine et les conséquences de la répression

La menace d'arrestations chez les contestataires et de purges dans l'appareil se précise

PÉKIN

de notre correspondant

Six jours après l'écrasement de l'insurrection de Pékin, M. Deng Xiaoping est réapparu en public vendredi 9 juin, après vingt-quatre jours de disparition de la scène politique. Le numéro un chinois, que l'on avait dit mourant, voire mort, a été filmé par la télévision au siège du PCC et du gouvernement chinois, à Zhongnanhai, recevant les généraux dont les troupes sont intervenues à Pékin pour appliquer la loi martiale, et les « camarades de la commission militaire » du parti dont il est le président. M. Deng a félicité les officiers en grand uniforme. Il était entouré du premier ministre, M. Li Peng, qui siègeait à sa droite, d'éléments de la vieille garde conservatrice comme le président de la République Yang Shangkun et le vice-président Wang Zhaohui.

Trois des cinq membres du comité permanent du bureau politique du PCC étaient présents : en plus de M. Li Peng, la télévision a montré le vice-premier ministre Yao Yilin et M. Qiao Shi, qui pourrait remplacer le secrétaire général du parti, M. Zhao Ziyang, absent et qui avait été écarté de ses fonctions il y a trois semaines. D'autres membres de la vieille garde ultra-conservatrice étaient également à cette réunion, dont l'ancien chef de l'État Li Xiangshan, l'ancien président de l'Assemblée Peng Zhen, l'ex-chef de la commission de discipline du PCC Bo Yibo, ainsi que le président en titre du Parlement, rallié tardivement à la loi martiale, M. Wan Li.

Appels à la délation

La veille, la télévision avait déjà montré M. Li Peng rendant visite à des représentants des forces armées qui ont pénétré dans la ville pour faire appliquer cette loi martiale qu'il avait décrétée le 20 mai. Vêtus en costume Sun Yat-sen (appelé aussi costume mao), il leur a lancé un tonitruant : « Camarades, vous avez fait un rude travail ! » avant de leur remettre des médailles. Les soldats ont répondu par des applaudissements et des cris de « camarades ! ». On se serait cru revenu, à voir la scène à la télévision, vingt ans en arrière. Les soldats répondaient en chœur à un homme planté à plusieurs mètres de distance, sans microphone, qui s'adressait à eux d'une voix de fausset, concluant ses propos saccadés par des mots que les Chinois ont appris à avoir en horreur : « ... et continuer énergiquement la lutte ! »

M. Li Peng était accompagné dans cette visite aux troupes par le vice-président M. Wang Zhen, vieux général à la retraite, dont la réputation est particulièrement éblouissante dans les milieux intellectuels. Tous deux font partie d'une sorte de directeur de la loi martiale composé de quatre membres, les deux autres étant, à l'arrivée des troupes à Pékin le 3 juin en tout cas, le chef de l'État, M. Yang Shangkun, et M. Bo Yibo, M. Li Peng s'est contenté de quelques phrases, à la différence de sa dernière intervention télévisée, après une semaine de loi martiale inappliquée, lorsqu'il avait longuement

exposé à trois ambassadeurs les raisons de son action. On attendait un discours politique, on n'a eu droit qu'à une courte démonstration de slogans. Plus bizarre encore, le reportage sur l'apparition du premier ministre avait disparu du journal télévisé de mi-journée vendredi, et aucun autre dirigeant n'y a montré son visage.

La menace d'une nouvelle, gigantesque, purge dans les milieux contestataires et dans l'appareil s'est encore précisée avec un des commu-

nis depuis jeudi soir des émissaires de Shanghai. On a ainsi vu des extraits de reportages des télévisions occidentales montrant les cadavres de soldats brûlés vifs par les insurgés de Pékin, l'un pendu, l'estomac ouvert, le quartier d'incinération - l'un entre plusieurs encadrés dans la nuit du 3 au 4 juin - veut que l'homme ait ouvert le feu sur des femmes et des enfants.

Est-ce pour tenter de dégrader l'armée des obligations morales dont

elle se sent réfugiée l'astrophysicien M. Fang Lizi et son épouse M. Li Shuxian. Un vice-ministre des affaires étrangères, a présenté, jeudi, à l'ambassadeur des États-Unis, M. James Lilley, une « énergique protestation » contre l'action de la mission qu'il a qualifiée de « violation des lois internationales et des lois chinoises ». En milieu de journée vendredi, aucun dispositif particulier de sécurité, en particulier de la part des troupes chargées d'écarter les ordres de la loi martiale,



niqués émis par le commandement de la loi martiale jeudi soir, qui appelle ouvertement la population à la délation de tous les citoyens qui auraient participé à l'insurrection. La télévision a obligamment fourni les numéros de téléphone de chaque quartier de Pékin où l'on peut s'adresser pour dénoncer son voisin ou toute autre connaissance. Là aussi, on n'avait pas vu de telles méthodes aussi énergiquement déployées depuis la révolution culturelle.

Le mystère s'étend aussi sur les raisons qui font montrer à la télévision - toujours elle, en l'absence d'une presse écrite parvenant à ses lecteurs, et du fait que l'agence Chine nouvelle ignore totalement la situation intérieure - une abondance tout à fait inattendue d'images de l'insurrection pékinoise.

elle se sent encore prisonnière envers la population, même contestataire, en vertu de la tradition d'armée populaire qui fonde son unité, que l'on diffuse de telles images ? On bien, comme le suggèrent certains analystes, faut-il y voir une contre-offensive des libéraux voulant provoquer un choc psychologique pour susciter un sursaut national face à la tragédie dans laquelle la Chine s'est replongée ? Le fait est que plus ces reportages sont diffusés, plus la province chinoise a les moyens de se rendre compte que, loin d'être un incident sans raison profonde, l'insurrection de Pékin résultait de l'incapacité du pouvoir à traduire dans l'action les leçons de la révolution pacifique d'avril-mai.

S'il fallait une image pour se convaincre de la vacance du pouvoir, on la trouverait à l'ambassade des États-Unis, dans l'est de la ville,

n'était visible autour de l'ambassade américaine, entourée depuis deux jours, comme les autres missions et résidences diplomatiques, par une garde policière renforcée mais très symbolique.

Il y a vingt ans, dans des circonstances analogues à celles d'aujourd'hui, en pleine lutte pour le pouvoir au sein des organes dirigeants du régime, les ambassadeurs de pays occidentaux désignés par la vindicte maoïste étaient assésés l'objet de manifestations hostiles de la part des gardes rouges manipulés. Aujourd'hui, les imprécations anti-étrangères des tenants de la ligne dure laissent pour le moment la population, dégoûtée par le comportement du régime, totalement indifférente.

F. D.

Pékin : des soldats partout

(Suite de la première page.)

La fonction visuelle de ce brasard était de dire à la population : Pas de mépris, nous ne sommes pas de la même unité que « les autres », ceux que les petites gens n'hésitent pas à qualifier d'« assassins ».

La rotation de troupes a pris une forme mystérieuse, bien dans le style qui sied à cette « grande muette » chinoise : un tour de passe-passe dans lequel personne n'a vraiment rien vu, si ce n'est que, d'un seul coup, les « mauvais » n'étaient plus là, les « gentils » - ou, du moins, pas trop méchants - les ayant remplacés.

La ville avait, vendredi matin, toutes les allures d'une capitale sous dictature militaire. Soldats en armes à tous les grands carrefours, certaines de blindés et de camions de troupes parqués sur la place Tiananmen, toujours interdite au public. Les militaires et leurs engins sont regroupés autour du mausolée de Mao Zedong. La foule passe au sud de la place en jetant des coups d'œil furtifs.

A travers tout Pékin, les soldats sont à l'œuvre pour dégrader les avenues, redresser les glissières de circulation, débayer les tas de ordeaux brûlés le long des avenues. Le service postal n'a pas repris, quoi qu'en disent les autorités. La plupart des grands chantiers sont au point mort. Dans de nombreux quartiers, toute activité marchande, même d'État, avait cessé. Sur la route des universités, la « Silk Road Valley de Pékin », du fait que le secteur industriel de pointe électronique en particulier s'y est installé, on ne voit que des radeaux de fer balaies. La population active n'a pas les moyens de faire connaître son immense amertume autrement que par cette nonchalance caractéristique de l'ère d'avant les réformes. Ça et là, pourtant, on lit sur les murs l'expression de la colère que les Pékinois s'efforcent de retenir : « A mort Li Peng. Le sang pour le sang. Grève générale dans toute la municipalité ».

Les grilles de certaines universités sont closes. A l'université de Pékin, une grande banderole noire, en signe de deuil, encadre le portail. Ailleurs, on a accroché des gerbes de fleurs. Le petit peuple n'en veut toujours pas aux étudiants d'avoir provoqué ce mouvement qui tourne au drame. Il n'est que d'entendre les sarcasmes accueillant les informations télévisées : « Vingt-trois étudiants tués ? Mais qui va les croire, à part leurs enfants, et encore... »

Le petit peuple de Pékin retrouve des habitudes qu'il n'avait pas totalement oubliées mais qui commencent à s'estomper : faire des stocks alimentaires. Les paysans reviennent en charrette des campagnes environnantes pour y vendre légumes et volaille, supplier au service d'État, encore paralysé. Une petite foule s'agglutine autour de l'acheteur à la pelle, le prix grimpe de façon vertigineuse.

Mais le retour des paysans fait que, outre les gens qui circulent, il y a maintenant deux catégories d'atrouppements dans toute la capitale : les particuliers, qui font les courses en prévision d'une prolongation indéfinie de la crise ; et ceux qui continuent, envers et contre tout, à s'agglutiner autour des affichettes et tracts politiques apposés un peu partout pour dénoncer le régime. L'erreur historique des responsables de la situation actuelle est de n'avoir pas compris que les premiers et les seconds sont les mêmes.

Certains quartiers et secteurs d'activités, en particulier ceux qui symbolisent le dynamisme économique qu'on commençait à constater dans la capitale chinoise avant le coup de force de M. Li Peng, jouent la politique de la grève non déclarée.

Un casse-tête chinois...

La ve-et-vient militaire qui a suivi les massacres de la place Tiananmen, la quasi-absence des dirigeants depuis des semaines, soulèvent bien des questions sur ce qui se passe en Chine. La décalage est grand entre ces images terribles transmises en direct par la télévision et l'absence d'informations sur les querelles de détail. Des bribes de nouvelles, des confirmations ou des démentis des multiples rumeurs qui ont remplacé l'information ne permettent de donner que des éléments de réponse.

La Chine nous a habitués à tant de volte-face imprévisibles qu'il n'est pas aisé de percevoir l'opacité de ce qui se passe. Il faut se contenter de poser quelques questions et de tenter d'y apporter des éléments de réponse :

● **Que se passe-t-il ?**
Derrière les manifestations étudiantes et populaires qui ont suivi le mort de l'ancien secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, le 15 mai, se déroule la dernière phase d'une longue lutte pour le pouvoir entre les partisans de la poursuite des réformes et de l'ouverture d'un dialogue avec la population, regroupés autour de M. Zhao Ziyang, et ceux de la répression, les vieux dignitaires conservateurs du régime et le premier ministre Li Peng, auxquels s'est rallié M. Deng Xiaoping. Cette lutte aboutit à la décision de M. Zhao de son poste de chef du parti et à la victoire des durs qui, après deux semaines d'attente, ont envoyé des unités fidèles noyer la contestation pékinoise dans le sang. La répression va-t-elle s'étendre aux campus universitaires, aux villes de province ?

● **Qui gouverne en Chine ?**
Législatif, M. Zhao Ziyang dirige toujours le PCC, le comité central n'ayant pas été réuni pour le révoquer. Le général Yang Shangkun, proche de M. Deng, est chef de l'État. M. Li Peng, premier ministre, M. Wan Li, président du Parlement. La seule, mais importante fonction de M. Deng, reste la présidence de la commission militaire du parti.

En fait, M. Deng a conservé la haute main sur le régime : il aurait décidé seul avec M. Yang de l'imposition de la loi martiale, à laquelle s'opposent M. Zhao et le ministre de la Défense, et donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants. Aujourd'hui, le pouvoir de fait contrôle Pékin, coalition d'une demi-douzaine de gérontes, de M. Li Peng, de généraux proches du chef de l'État, et de M. Qiao Shi, responsable de la sécurité, qu'un communiqué officiel a présenté comme le remplaçant de M. Zhao.

Mais le fait qu'aucun de ces dirigeants ne soit apparu en public depuis plus de deux semaines - seul M. Li Peng a été brièvement vu à la télévision, mais est-il le véritable patron ou seulement un homme de paille ? - qu'ils n'aient fait aucune déclaration politique et qu'ils ne parviennent pas à faire paraître la presse officielle a longtemps paru indiquer que leur emprise demeure fragile et leur base étroite.

Les rumeurs les plus contradictoires ont couru jusqu'à sa réapparition ce vendredi 9 juin, sur le sort de M. Deng. Agé de quatre-vingt-cinq ans et qui l'on avait vu pour la dernière fois très affaibli lors de la visite de M. Gorbatchev à la mi-mai : était-il mort, dans le coma, atteint d'un cancer de la prostate, frappé par plusieurs attaques ou, au contraire, s'accrochant aux commandes ?

● **La crise va-t-elle durer et, oui, des modérés ou des durs, risque de l'emporter ?**
Pour le moment, tout indique que la balance a penché du côté des durs : ce sont leurs troupes qui ont occupé Pékin ; ils monopolisent les rares communications et apparitions télévisées, tandis que l'on ne parle plus de M. Zhao. Cependant, ce dernier, qui, répétons-le, n'a pas officiellement été révoqué, compte des partisans dans le parti, l'administration et l'armée, et reste la seule personnalité populaire du régime. Sa défaite ne signifierait pas nécessairement la victoire définitive des durs : ceux-ci sont divisés, leurs chefs âgés et très impopulaires.

● **Les événements actuels rassemblent-ils à la révolution culturelle ?**
Rien de comparable à première vue entre les millions de gardes rouges rassemblés sur la place Tiananmen pour vénérer le Grand Timonier et les manifestants réunis sur cette même place au nom de la liberté. Cependant, ces deux évé-

nements, bien que très différents, ont donné lieu à une sanglante répression (des millions de morts pour la révolution culturelle), ils traduisent l'imprévisibilité de la situation politique en Chine, régulièrement déchirée par des soubresauts violents.

On assiste d'autre part au retour de phénomènes rappelant - sur une échelle encore limitée - les mauvais aspects des dernières années du règne de Mao Zedong : pouvoir autocratique d'un vieillard, propagande extrémiste et xénophobe, appels à la délation des « contre-révolutionnaires », purges. Banni pendant des années du vocabulaire politique, le terme de « lutte de classes » a fait sa réapparition, tandis que les vieux clichés de la langue de bois refont surface.

● **Quel est le rôle de l'armée, est-elle divisée ?**
Bien contrôlée par Mao et M. Deng Xiaoping, l'armée a pris ces dernières semaines une place déterminante dans la vie politique. Sans elle le pouvoir aurait été incapable de réprimer le mouvement démocratique. Mais ce soutien à un prix, et ce sont les tractations sur ce dernier au moins autant que les réticences de certains officiers qui expliqueraient que l'armée ait attendu deux semaines avant d'intervenir. Le groupe dominant dans l'armée populaire de libération (APL) semble être celui formé autour du général Yang Shangkun et des membres de sa famille.

Ses divisions sont apparues au grand jour avec l'opposition du ministre de la Défense et de son prédécesseur, ainsi que de celle des deux derniers maréchaux et d'officiers à la loi martiale. On a parlé de combats entre unités. On ignore toutefois l'ampleur de ces affrontements de même que le rapport des forces, qui seraient au nombre de 300 000 dans la région de Pékin.

● **L'unité de la Chine est-elle menacée ?**

Dans l'Histoire de la Chine, à chaque période de faiblesse du pouvoir central a correspondu un éclatement du pays en provinces ou principautés autonomes. C'était le cas au début du siècle avec les seigneurs de la guerre. Le centralisme communiste a été entamé par plusieurs années de décentralisation économique. En plus, de nombreuses villes connaissent à leur tour une agitation caractérisée par des manifestations, des grèves, l'interruption de la circulation ferroviaire et, dans certains cas, par une répression brutale. Si la crise devait durer, si les rivalités entre militaires s'étendaient aux unités cantonnées en province, certaines régions pourraient être tentées d'en profiter pour prendre leurs distances avec le pouvoir central.

● **La politique de réformes de M. Deng Xiaoping va-t-elle se poursuivre ?**

Officiellement, rien n'est changé dans cette politique. Cependant, les réformes économiques de M. Zhao Ziyang avaient déjà été bloquées en 1988 par MM. Deng et Li Peng. Ce dernier est partisan d'un système plus centralisé qui pourrait entraver la libéralisation économique entreprise depuis cinq ans. D'autre part, de telles réformes reposent avant tout sur la confiance et la stabilité, qui ne peuvent pas exister ces derniers jours. Il faudra du temps pour qu'elles reviennent, tant parmi les couches les plus dynamiques (entrepreneurs, secteur privé) que chez les partenaires étrangers, qui fuient actuellement le pays.

● **La Chine va-t-elle se fermer au monde extérieur ?**

Officiellement aussi, la politique d'ouverture vieille de dix ans sera poursuivie. Mais les déclarations xénophobes, les brutalités exercées à l'égard des étrangers pour les inciter à partir indiquent un changement d'attitude. De même que les propos selon lesquels la Chine est tout à fait capable de se développer sans aide étrangère contrastent avec ceux tenus il y a encore quelques semaines sur la nécessité de la coopération étrangère pour développer le pays.

On peut craindre que la poursuite de la crise n'incite le pouvoir à s'isoler pour remettre de l'ordre loin des caméras de télévision. Cette fermeture pourrait coûter à la Chine la technologie, les capitaux et les marchés extérieurs dont elle a besoin. Si les dirigeants actuels s'engagent sur cette voie, la Chine pourrait reculer de vingt ans, au risque de susciter de nouveaux mécontentements.

PATRICE DE BEER.

L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-05-25

L'éditeur juridique depuis bientôt 20 ans

préparations aux B.T.S. 100 publications :

manuels, outils de... annales thématiques : énoncés et corrigés. droit, économie, gestion, comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite Diffusion exclusive : MEDILIS SA, 9, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-07-70 EDILIS SARL, 29, rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

مكتبة العدل

La crise en Chine et les conséquences de la répression

Les réactions à travers le monde

« L'utilisation de la force pour maintenir l'ordre est une mesure aussi extrême que l'impunité d'une faute (...). Ça fait toujours mal, c'est toujours indésirable, mais c'est parfois nécessaire pour sauver une vie humaine. » Telle est l'opinion de l'éditorialiste de la Pravda après les « événements dramatiques » qui se sont produits en Chine. Le journal du Parti communiste d'Union soviétique souligne toutefois, dans son édition du jeudi 8 juin, que « la question de la nécessité [de l'impunité] reste sur la conscience du chirurgien ».

Mardi, le Congrès des députés du peuple avait voté un texte s'abstenant de toute condamnation de l'intervention militaire à Pékin, les députés soviétiques estimant qu'il s'agit d'une affaire intérieure de la Chine.

L'Allemagne de l'Est a, pour sa part, réitéré son approbation de la répression. La Chambre du peuple (Assemblée) a protesté jeudi à Berlin-Est « contre toute ingérence

étrangère ». Selon une déclaration diffusée par l'agence de presse officielle ADN, le gouvernement chinois s'est opposé à « des actions violentes et sanglantes d'éléments hostiles à la Constitution. (...) Le pouvoir populaire a été contraint de faire appel aux forces armées pour rétablir l'ordre et la sécurité ».

Avant que le président Bush ne fasse part de son point de vue au cours d'une conférence de presse (voir ci-dessous), le secrétaire d'Etat, M. James Baker, avait écarté jeudi l'éventualité de sanctions économiques contre la Chine dans la situation actuelle, en soulignant l'importance des relations des Etats-Unis avec ce pays. « Il est important que nous maintenions, si nous le pouvons, en fonction de l'évolution future des événements en Chine, ces liens économiques qui existent (...) parce que ce sont ces choses qui, en grande partie, ont conduit à

un mouvement vers l'ouverture en République populaire de Chine », a déclaré M. Baker devant le National Press Club à Washington.

Le nouveau premier ministre japonais, M. Sosuke Uno, a déclaré, jeudi, devant la Chambre des représentants à Tokyo, que son pays ne prendrait pas de sanctions contre la Chine. Dix-sept députés d'extrême droite, jadis, au cabinet de M. Uno une lettre demandant des sanctions économiques contre la Chine et le gel des relations diplomatiques avec Pékin.

« Le fait de prendre des sanctions serait contraire aux relations de bon voisinage », a déclaré M. Uno lors d'une session plénière du Parlement. « Je souhaite que la situation [à Pékin] revienne à la normale aussi vite que possible », a-t-il déclaré, ajoutant : « Nous n'élèverons pas de protestation. »

Shanghai : fragile détente

(Suite de la première page.)

« Quelque vingt-trois mille militaires ont été chargés de rétablir la circulation et de nettoyer la ville. »

La manifestation qui se déroulait vendredi en milieu de journée sur la place du Peuple, où s'étaient regroupés plusieurs dizaines de milliers de personnes, est un test : un dérapage du processus de reprise en main en faveur du maire n'est pas à exclure. L'arrivée des camions de militaires sur la place a été accueillie par les sifflets des étudiants et des badauds qui y sont assemblés.

Prudence de la population

Tout semble dépendre moins de facteurs locaux que de la lutte pour le pouvoir au sommet. Les « durs » ont-ils intérêt à laisser le maire calmer le jeu ou bien chercheront-ils à provoquer des incidents justifiant une reprise en main par la force, à la faveur de laquelle seraient éliminés leurs opposants ? L'absence de tout commentaire de M. Zhu sur les événements de Pékin — « l'histoire jugera », s'est-il contenté de déclarer — laisse supposer qu'il n'est pas en plein accord avec le secrétaire du PC de Shanghai, sans doute plus enclin au recours à la force. Beaucoup pensent que c'est à Pékin que se joue l'épilogue du mouvement de protestation de Shanghai. D'où le sentiment d'inquiétude diffuse qui pèse sur la ville.

Si, dans le centre, les activités ont repris, dans le nord, aux alentours de l'université Jiaotong notamment, les rues restent bloquées par des autobus placés en travers des carrefours par les étudiants. Jeudi, peu après le discours du maire sur le Bund, le long du fleuve, des foules de badauds, le vélo à la main, s'agglutinaient autour d'étudiants qui liaient aux micros les informations diffusées par les radios étrangères. D'autres, comme toujours, étaient les événements des derniers jours. Autour des « barricades » dans le nord, les rassemblements de foule avaient un caractère bon enfant, les marchands de glaces faisaient fortune.

Mais personne ne sait ce qui peut se produire. Pas plus les ressortissants étrangers, dont beaucoup, sur les conseils de leur consulat, évacuent la ville, que la population, qui, le soir, prend le frais sur le pas des portes. La télévision locale multiplie les

images en garde des autorités contre les étudiants « fauteurs de troubles », tandis que ceux-ci s'emploient à diffuser des informations de source étrangère sur la situation à Pékin.

La politique modérée de M. Zhu Rongji visant à rétablir progressivement un semblant d'ordre afin de ne pas donner un prétexte aux partisans du recours à la force, ses appels à une reprise du travail, la discrétion des forces de l'ordre, pratiquement absentes de la ville, qui défilent la nuit certaines rues bloquées à nouveau dans la journée par les étudiants, semblent avoir déstabilisé le climat de tension. Une reprise partielle du fonctionnement des transports est un premier pas dans ce sens.

L'objectif des étudiants était d'inciter les ouvriers à la grève. La population était certes sympathisante, mais son soutien n'était guère actif. « Le peuple de Pékin a versé son sang, les Shanghaiens doivent être prêts à faire de même », peut-on lire par endroits sur les murs.

Ce slogan des étudiants ne semble pas avoir eu jusqu'à présent un grand écho, même si certains d'entre eux affirment que « 99 % de la population » est avec eux. Assurément, ils ont été aidés par les chauffeurs de bus par exemple, pour bloquer les rues. « Nous savons bien que les étudiants ne déserteront jamais une grève, nous dit un étudiant de doctorat en science, mais en bloquant les transports nous contribuons à un absentéisme qui paralyse la ville comme une grève quasi générale ».

Armée volontaire pour la justice

Bien que la mort de plusieurs personnes mardi dans la banlieue de Shanghai (six selon les autorités, vingt-sept selon les étudiants), lorsqu'un train entra en collision avec un barrage de manifestants, ait fait craindre une confrontation, celle-ci n'a pas eu lieu. Selon notre interlocuteur étudiant, « nous sommes arrivés à une situation dans laquelle ni les étudiants ni les autorités ne peuvent reculer sans perdre la partie ». Tout en ajoutant : « Si le cœur de la population est du côté des étudiants, nous savons bien qu'il est difficile qu'elle nous soutienne activement. »

Le mouvement étudiant à Shanghai est relativement affaibli. Après l'instauration de la loi martiale, beaucoup ont quitté la ville dans un mouvement de « résistance passive », et de grève des cours. Mais ils ont été bloqués dans leur province par la paralysie des transports. A l'université de Jiaotong par exemple, 40 % des étudiants sont rentrés chez eux, nous dit notre interlocuteur. Les chefs du mouvement étudiant de Shanghai sont en contact par télex (les téléphones étant éteints, disent-ils) avec leurs homologues de Pékin, dont certains sont en outre arrivés de la capitale.

Qu'entendent-ils par « réformes démocratiques » ? Ce sont davantage des exigences de base de droits de l'homme plus qu'une démocratie dans le sens occidental du terme qu'ils demandent. « La question de la nature du système, socialiste ou non, n'est pas le fond du problème. D'abord, ce que le gouvernement de Pékin a fait est inadmissible ; ensuite, la question essentielle est d'enrichir le pays, quels que soient les moyens. Voilà ce que nous voulons. »

Tandis que des étudiants, portant un drapeau rouge sur lequel on peut lire « Armée volontaire pour la justice », haranguent les passants au micro d'un garde-barrière à un passage à niveau et que les enfants jouent dans un autobus aux pneus dégonflés barrant la rue, à l'entrée bondée de la ville, sur le Bund, des « volontaires » effacent des slogans inscrits sur les murs. Veillée d'armes ou pourrissement de la situation ?

PHILIPPE PONS.

La conférence de presse du président des Etats-Unis

M. Bush a tenté en vain de joindre par téléphone les dirigeants de Pékin

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président des Etats-Unis a tenté de joindre par téléphone les dirigeants chinois, jeudi 8 juin, mais il n'y est pas parvenu. C'est M. Bush lui-même qui a fait part de cette tentative infructueuse, au cours d'une conférence de presse télévisée donnée jeudi soir à la Maison Blanche. « Je n'ai pas réussi à passer », a-t-il simplement déclaré, sans dire qui précisément il avait tenté de contacter.

Les satellites américains touchés par les sanctions

La suspension des exportations militaires américaines à destination de la Chine, décidée par le président Bush, touche aussi la mise sur orbite de satellites américains par la fusée chinoise Longue Marche II, à indiqué le département d'Etat.

Les premiers de ces lancements, prévue à partir de 1991, doivent faire de Longue Marche II une concurrente potentielle de la fusée européenne Ariane (le Monde du 9 juin). Ils concernent notamment des satellites de télécommunications fabriqués par la firme américaine Hughes Aircraft : deux pour le groupe australien Austel, et un pour le consortium Aisaset basé à Hong-kong. — (AFP).

ter. Pour M. Bush, la situation à Pékin est toujours « obscure », et il est « extraordinairement difficile » de savoir quels sont les rapports de force au sein de la hiérarchie chinoise. « Je ne sais pas qui tire les ficelles, et vous non plus. Personne ne sait. »

Mais, tout en condamnant clairement les dirigeants responsables « des événements », le président américain a surtout frappé ses auditeurs par le soin qu'il a pris de ne pas désigner de coupable précis. Il a en particulier évité de faire porter la responsabilité de la tragédie à M. Deng Xiaoping — soulignant que dans le passé M. Deng avait par deux fois été chassé du pouvoir pour avoir adopté une attitude réformatrice. Plus tôt dans la journée, le secrétaire d'Etat, M. Baker, avait expliqué que la lutte pour le pouvoir semblait se poursuivre à Pékin. Dans le même esprit, le président a tenu à souligner qu'il ne fallait pas juger toute l'armée chinoise sur le comportement du seul 27^e corps d'armée, qui a commis les massacres de Pékin.

Un « équilibre approprié »

Pour le reste, M. Bush a répété ce qu'il avait dit lundi 5 juin en annonçant sa décision de suspendre les ventes d'armes à la Chine, mais de ne pas rappeler l'ambassadeur américain à Pékin et de ne pas prendre de sanctions économiques : « J'essaie de trouver l'équilibre approprié, prudent. » M. Bush per-

siste à penser que les Etats-Unis doivent à la fois exprimer leur condamnation, mais préserver autant que possible leurs relations avec la Chine — et cela en dépit des pressions qui s'exercent sur lui pour qu'il exprime plus fortement l'indignation américaine.

En fait, et même si M. Bush ne l'a pas dit explicitement, il semble se comporter comme s'il ne se faisait guère d'illusion sur l'issue des événements à court terme à Pékin, mais pariait plutôt sur le moyen ou le long terme.

L'Iran, l'URSS et Panama

L'essentiel des questions posées par la presse à la Maison-Blanche portaient sur la Chine. Sur la Chine, M. Bush n'a rien dit de neuf. Il a répété qu'une amélioration des rapports entre Washington et Téhéran passait par une reconnaissance de l'Iran au terrorisme et une contribution iranienne à la libération des otages américains détenus au Liban. Il a également redit qu'il souhaitait le succès de la perestroïka engagée par M. Gorbatchev, qu'il espérait que l'URSS répondrait de « bonne foi » aux propositions de désarmement conventionnel en Europe avancées par l'OTAN, et que les changements en cours en Pologne étaient « absolument fascinants ».

Le Panama a été mentionné pour mémoire : le général Noriega doit renoncer au pouvoir. Mais M. Bush n'a laissé entrevoir aucune action nouvelle des Etats-Unis pour obtenir

le départ du dictateur, semblant au contraire s'en remettre à l'Organisation des Etats américains. Par contre, le Proche-Orient a été totalement passé sous silence, alors qu'une nouvelle rencontre entre les représentants des Etats-Unis et ceux de l'OLP avait eu lieu le jour même à Tunis.

Depuis le début de son mandat, le président Bush s'est prêt à de très nombreuses reprises (pratiquement toutes les semaines) au jeu des questions et des réponses avec les journalistes. Mais c'était la première fois qu'il donnait une conférence de presse télévisée à une heure de grande écoute, dans le cadre solennel d'une salle d'apparat de la Maison-Blanche. Une conférence de presse « à la Reagan », mais dont la mise en scène a été simplifiée : M. Bush entre par une porte de côté, alors que son prédécesseur s'avancait majestueusement dans l'enfilade d'une autre salle, un moment découvert derrière un rideau. Et puis M. Bush s'est abstenu de lier le présent à la question de la Chine, ce qui n'aurait pas été étonnant de la part d'un président qui aime commencer une conférence de presse.

Autre différence : M. Bush semblait à son aise, serein et naturel, alors que, derrière la bonne humeur et le regard brillant de M. Reagan, perçait l'appréhension de se laisser piéger par une question difficile. Le style Bush est plus dégonflé, plus rassurant peut-être : tout s'est bien passé, mais il ne s'est pas passé grand-chose.

JAN KRAUZE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INVITATION



CGE

La CGE donne rendez-vous à ses actionnaires le 20 juin 1989

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, de la CGE aura lieu le 20 juin 1989 à 14 h 30, au Théâtre de l'Empire, 41, avenue de Wagram, à Paris. Les actionnaires souhaitant assister à cette Assemblée peuvent le faire en demandant, s'ils ne l'ont déjà fait, avant le 15 juin 1989, une carte d'admission à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées leurs actions. Les actionnaires préférant voter par correspondance ou par procuration peuvent, s'ils ne les ont déjà reçus, demander les documents nécessaires également à leur intermédiaire financier, à qui ils devront les renvoyer au plus tard le 15 juin 1989. Dans tous les cas, les actionnaires doivent immobiliser leurs titres au plus tard le 15 juin et jusqu'au 20 juin 1989 inclus auprès de leur intermédiaire financier. Au cours de cette Assemblée générale, les actionnaires

seront amenés à approuver les comptes de l'exercice 1988 et la distribution correspondante, le renouvellement de mandats et la nomination d'administrateurs, les fusions de la CGE avec ses filiales Alstom et la Compagnie Financière Alcatel, diverses modifications statutaires ainsi que des autorisations d'émission de valeurs mobilières à conférer au Conseil d'administration. Pour les actionnaires qui ne peuvent assister à l'Assemblée générale, la CGE publiera des comptes rendus dans la presse dans les jours qui suivront.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ - CGE
Service de l'Information Financière
et des Relations avec les Actionnaires
Minitel : 3615 CGE - Téléphone : (1) 42 561 561

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

هكذا من الأصل

INFORMATIQUE DE GESTION

... NOUS
AVONS TOUT
REPENSÉ.

GROUPE CONCEPT
LA NOUVELLE DONNE

DE VÉRITABLES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Notre vocation est de mettre l'informatique et les prestations associées au service des métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion. Notre spécialisation nous permet chaque jour de créer de nouvelles références technologiques: du premier logiciel de trésorerie sur micro au premier robot cambiste, du premier serveur bancaire sur micro au partage des centres de calcul pour PME/PMI, nous n'avons jamais cessé d'innover.

UNE OFFRE GLOBALE

La maîtrise de chacun des maillons de la chaîne nous permet aujourd'hui de répondre par une offre complète et cohérente à l'inté-

gralité des besoins exprimés par nos clients: progiciels, logiciels sur mesure, installation de systèmes clés en main, conseil, formation, assistance... Rompant avec les approches parcellaires d'hier, la gestionique est née.

UNE CLIENTÈLE DIVERSIFIÉE

Cette logique nouvelle de l'offre apporte à nos clients un choix de solutions rationnelles et sécurisantes. Déjà, 250 000 PME/PMI, 2 800 grandes entreprises, 300 banques et institutions financières, 5 000 cabinets d'expertise comptable nous ont accordé leur confiance et ont fait du Groupe Concept le leader européen en informatique de gestion. Avancées technologiques, redéfinition de l'informatique de gestion: la nouvelle donne.



35-37, RUE DES ABONDANCES

92100 BOULOGNE TÉL: (1) 46.84.80.00

مكتبة امنه الأصل

Proche-Orient

IRAN : Confirmant sa candidature à l'élection présidentielle

M. Rafsadjani brandit la menace d'un rapprochement avec l'URSS

Téhéran
de notre envoyé spécial

« Je suis l'un des serviteurs de ce pays » : c'est avec une rare modestie que l'homme d'État Ali Akbar Rafsadjani, le président du Parlement, s'est affirmé jeudi 8 juin, cinq jours après la mort de l'imam Khomeiny, comme le véritable homme fort de l'Iran. Confirmant devant un parterre de journalistes étrangers sa candidature à l'élection présidentielle d'août prochain, il a insisté sur la préparation en cours, décidée du vivant de l'imam, d'une réforme de la Constitution destinée à renforcer et surtout à concentrer l'exécutif dans les mains du chef de l'État, afin, a-t-il dit, de mieux faire face aux difficultés que rencontre le pays. Selon les solutions envisagées, le poste de premier ministre serait purement et simplement supprimé ou transformé en une vice-présidence.

Homme d'une grande adresse, M. Rafsadjani suit en même temps définir très clairement la politique à venir de l'Iran et éviter soigneusement tout impasse sur le plan intérieur. C'est ainsi qu'il est élu — et comme il l'a lui-même souligné il n'y a pas pour l'instant du moins d'autre candidat — le « premier rôle » n'en revient pas moins, a-t-il assuré, au successeur de l'imam, c'est-à-dire à l'ayatollah Khomeiny (dont le mandat expire en octobre). M. Ali Khamenei, qui, bodjatoleslam avant sa désignation dimanche dernier, est désormais appelé ayatollah, suit une nette promotion dans la

La Maison Blanche a demandé jeudi 8 juin à l'Iran de tout faire pour obtenir la libération des otages américains au Liban et a estimé que les dernières propositions iraniennes formulées par M. Rafsadjani n'apportent rien de neuf. « Nous avons déjà entendu ce type de déclaration », a dit le porte-parole de la Maison Blanche Martin Fitzwater.

Le président Bush a rappelé que les États-Unis avaient répondu positivement à une demande d'informations de Téhéran concernant quatre Iraniens enlevés dans le secteur chrétien du Liban en 1982. Il a réitéré son offre d'amélioration des relations avec Téhéran, à la condition que l'Iran « renonce au terrorisme ».

hiérarchie chiite. Mais ce premier rôle risque fort de devenir surtout symbolique si on met en balance la personnalité de chacun des deux hommes.

Un fait est, à cet égard, significatif. Mercredi, au lendemain des obsèques de l'imam, se tenait à l'université de Téhéran une cérémonie en hommage au « guide de la révolution » disparu. Or, dans la tribune d'honneur, l'ayatollah Khomeiny était assis au centre des personnalités religieuses présentes avec à sa droite l'ayatollah Khamenei. Celui-ci est d'ailleurs appelé « guide de la République islamique » et non pas comme son prédécesseur « guide de la révolution ».

Fort, adroit, M. Rafsadjani a également voulu offrir une image d'homme ouvert tant sur le plan intérieur qu'en politique étrangère. A l'heure où le problème numéro un de tous les Iraniens, une fois les dangers de la guerre écartés, réside dans les difficultés économiques extrêmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, le futur président a mis l'accent sur la nécessité de développer l'économie. « Nous devons travailler à créer un boom dans le pays », et à « améliorer les conditions de vie économiques » de tous, a-t-il déclaré, qui « ont beaucoup souffert à cause de la guerre ». Les moyens de ce développement ? M. Rafsadjani n'en a pas parlé, se bornant à évoquer un « plan » à l'examen du Parlement. Mais il s'est déclaré optimiste quant à l'avenir économique du pays, estimant qu'il existait de « bonnes conditions ».

Coincidence, au même moment l'ayatollah Khamenei adressait un message à la nation dans lequel il faisait lui aussi la part belle au développement nécessaire pour faire échec aux « ennemis de la révolution », qui désirent la stagnation de l'économie.

En politique étrangère, le message de M. Rafsadjani, qui s'exprimait devant des journalistes étrangers presque totalement occidentaux, peut se résumer ainsi : l'Iran est désireux d'entretenir de bonnes relations avec tout le monde, mais ce sont certains pays qui ne le veulent pas. Le président du Parlement a en outre soigneusement agité le « chiffon rouge » soviétique en vantant la coopération avec Moscou. Une coopération dont il a pris soin de dire qu'elle avait été recommandée par l'imam Khomeiny lui-même. M. Rafsadjani s'est ainsi longuement étendu sur le prochain voyage qu'il doit effectuer — à une date qu'il n'a pas précisée — en Union soviétique et au cours duquel seront

à agir pour améliorer les relations entre les deux pays.

Concernant les otages américains au Liban, M. Rafsadjani a repris un thème développé depuis déjà un certain temps par les dirigeants iraniens : si les États-Unis, qui entretiennent des relations avec la milice chrétienne — les Forces libanaises — font pression sur ces derniers pour qu'ils libèrent les Iraniens qu'ils ont capturés en 1982, alors l'Iran pourrait tenter d'exercer son influence sur les groupes extrémistes qui retiennent les otages américains.

Quant aux relations avec la France, M. Rafsadjani les envisage avec pessimisme, ne croyant pas, à court terme, que leur avenir soit « bon ». Le président du Parlement a rejeté la responsabilité de cet état de choses sur les « courants anti-islamiques » qui, en France, s'ingénient à « saboter » tous les efforts de normalisation. Des courants, a-t-il encore dit, qui se manifestent à chaque fois qu'un rapprochement est en vue.

On était loin jeudi des appels au meurtre d'Américains, de Britanniques et de Français que l'ayatollah Khomeiny avait lancés dans la presse et à des observateurs étrangers et enroulés la plus large participation possible. C'est, selon M. Rafsadjani, par le biais des élections que les négociations ont le plus de chances de progresser vers une « solution globale, basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le principe de l'échange des territoires contre la paix et sur la sécurité et la reconnaissance d'Israël contre les droits politiques des Palestiniens ».

Mais pour l'OLP, dont la position a été approuvée par le récent

Après une troisième rencontre en Tunisie

Aucun progrès dans le dialogue américano-palestinien

TUNIS
de notre correspondant

La troisième rencontre américano-palestinienne, qui s'est déroulée jeudi 8 juin à Carthage, n'a apparemment pas fait progresser le dialogue engagé le 16 décembre dernier.

Au terme de plus de quatre heures de discussions, qui ont essentiellement porté sur les récentes propositions du premier ministre israélien, M. Shamir, les déclarations faites par les chefs des deux délégations — l'ambassadeur américain Robert Pelletreau et M. Yasser Abd Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP — ont révélé que leurs conceptions du processus de paix au Proche-Orient demeurent toujours fort éloignées.

Pour le représentant de Washington, le projet israélien, axé sur l'organisation d'élections dans les territoires occupés, est « constructif et réalisable » et « mérite une réaction palestinienne positive ». Ces élections, a-t-il ajouté, devront toutefois être « libres et justes, ouvertes à la presse et à des observateurs étrangers et entourées la plus large participation possible ». C'est, selon M. Pelletreau, par le biais des élections que les négociations ont le plus de chances de progresser vers une « solution globale, basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le principe de l'échange des territoires contre la paix et sur la sécurité et la reconnaissance d'Israël contre les droits politiques des Palestiniens ».

Mais pour l'OLP, dont la position a été approuvée par le récent

mot arabe de Camille, le plan de M. Shamir demeure inacceptable. M. Abd Rabbo la répète devant la presse : « Des élections pourrai-je organiser uniquement après le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés et sous la supervision de forces internationales de paix ? Le gouvernement israélien et les armées d'occupation, qui assassinent tous les jours des civils palestiniens, ne peuvent être garants d'un quelconque processus démocratique », a-t-il estimé.

M. Abd Rabbo a insisté, une nouvelle fois, sur le fait qu'un règlement politique passe par des « négociations substantielles, dans le cadre d'une conférence internationale ». Or, comme lui, des deux précédentes rencontres, l'ambassadeur américain a soigneusement évité de se référer à la perspective d'une telle conférence, ne pouvant à cet égard « des négociations », qu'il ne qualifie toutefois plus de « négociations substantielles », de « directes ». De même, il est demeuré vague sur la notion des « droits politiques palestiniens », alors que l'OLP insiste depuis plusieurs semaines pour que Washington soit plus précis. « Nous considérons », a-t-il souligné, « que les États-Unis ont l'obligation d'admettre que les droits politiques légitimes du peuple palestinien signifient une autodétermination, sans interférence extérieure, sous la direction de l'OLP ».

Ruffin, le dirigeant palestinien a demandé à l'administration américaine de prendre « une position plus stricte à l'égard du terrorisme israélien », qui aurait provoqué, selon lui, durant le seul mois de mai, la mort de cinquante-sept Palestiniens, dont la moitié étaient des enfants. Ce à quoi M. Pelletreau a indirectement répondu en estimant que les incursions israéliennes en Israël, par le Liban Sud, « devraient être condamnées » par l'OLP.

Bien que les tables des deux délégations, séparées en décembre par un bon mois, puis rapprochées en mai, lors de la seconde rencontre, se touchent maintenant, le fossé paraît encore bien profond. En dépit de ce pessimisme, Américains et Palestiniens sont convenus de se retrouver prochainement à Carthage.

MICHEL DEURÉ

● Un jeune Palestinien tué par balles à Naplouse. — Un jeune Palestinien de douze ans a été tué par balles, jeudi 8 juin, au cours d'un affrontement entre manifestants palestiniens et forces de l'ordre israéliennes à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. Dans la matinée, un « volontaire », Taleb Yamine (seize ans), avait été tué d'un coup de « collobar » à Naplouse, après avoir été blessé par un tir d'obus, également à Naplouse, tandis qu'un autre Palestinien était blessé dans cette ville par des tirs de snipers. Un autre jeune homme, âgé de seize ans, a été blessé par des tirs de snipers. (AFP.)

Les « iranologues » israéliens demeurent partagés sur l'après-Khomeiny

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'espoir de renouer avec la République islamique de l'après-Khomeiny les liens privilégiés qui existaient entre Israël et l'Iran du Shah est à coup sûr causé dans certains milieux à Jérusalem — mais sans grande illusion.

L'expérience de l'irangisme — ces ventes d'armes israéliennes à l'Iran pour le compte des États-Unis — a laissé de mauvais souvenirs. Elle a terni un peu plus encore l'image d'Israël, l'État hébreu dans le monde arabe, notamment auprès de l'Égypte et de la Jordanie. Elle a aussi appris aux Israéliens à se méfier des subtils distinctions d'experts entre « modérés » et « durs » chez les ayatollahs : le classement s'est révélé particulièrement mouvant et aléatoire. Les milieux officiels s'attendent d'ailleurs que les nouveaux dirigeants, rivalisant dans le défilé de se montrer fidèles à l'imam, maintiendront dans un premier temps au moins, la ligne radicale du « combat contre l'impérialisme et le sionisme ».

Si l'on trouve toujours des responsables israéliens pour vanter les mérites d'une alliance « naturelle » entre les deux pays non arabes du Proche-Orient, le ministère des Affaires étrangères s'est borné à un commentaire prudent au lendemain de la mort de Khomeiny : « Nous pouvons seulement espérer que la nouvelle direction iranienne adoptera une position plus positive dans son attitude à l'égard du monde ».

occidentale et d'Israël. C'est dire que les espoirs de voir l'Iran changer brutalement d'orientations diplomatiques sont des plus limités.

Au-delà du conflit irano-iraquien, qui avait apporté aux militaires israéliens un incontestable « répit stratégique » sur leur front oriental, l'influence de la République islamique s'est surtout fait sentir à la frontière nord du pays par Hezbollah intercepté. Depuis quelques années, les extrémistes chiites libanais pro-iraniens sont venus ajouter leurs forces à celles des Palestiniens dans les attaques et tentatives d'infatuation contre Israël à partir du Sud Libanais. Certaines quotidiennes ont avancé l'opinion que la mort de l'imam allait porter un coup à Hezbollah et entraver la menace qu'il représente à la frontière nord. Ce n'est ni l'avis des milieux de la défense ni celui de nombreux experts qui ne s'attendent à aucun changement immédiat de ce côté-ci.

Spécialiste de l'Iran, le professeur Jacob Goldberg, un des chercheurs du centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, estime qu'il n'y aura pas de déclin à court terme des activités de Hezbollah. « L'Iran, explique-t-il, va maintenir son soutien — 100 millions de dollars par an — à ses alliés libanais pour manifester la continuité de sa politique, donc la solidité du régime, et parce qu'ils représentent le seul succès à l'exportation » qu'il n'a jamais obtenu la République islamique dans son prosélytisme révolutionnaire. » Depuis quelques

jours, les milieux militaires affirment que le Hezbollah apporte son aide à tous les groupes palestiniens, ou à peu près, qui multiplient les opérations contre la frontière nord d'Israël.

Dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, où la population est musulmane sunnite, l'influence du chiisme révolutionnaire iranien n'a jamais été grande. Il a sans doute marginalement inspiré ou encouragé certains groupes islamistes, mais ceux-ci se situent d'abord dans la tradition — sunnite — des Frères musulmans égyptiens. Ce sont des références, une tradition et une symbolique bien différentes. Les territoires ont connu cette semaine plusieurs journées de grève générale en signe de deuil. Il s'agissait de célébrer la mémoire d'un combattant palestinien décédé en prison, non celle de l'imam Khomeiny, dont la mort a été accueillie avec une relative indifférence.

ALAIN FRACHON

LIBAN Le Comité arabe tripartite a commencé ses travaux

BEYROUTH
de notre correspondant

Le Comité arabe tripartite (Maroc, Arabie saoudite, Algérie) pour le Liban a commencé des travaux à Damas : les ministres des Affaires étrangères des trois pays chargés par la Ligue arabe de rechercher un règlement, après s'être concertés à Riyad et avoir mis au point leur plan de travail, se sont rendus dans la capitale syrienne, où ils ont été reçus par le président Assad, à qui ils ont remis une lettre conjointe de leurs chefs d'État. Celui-ci leur a réitéré sa promesse de coopération et l'a fait annoncer officiellement.

De Damas, les émissaires du Comité doivent se rendre à Bagdad. Étape délicate, la Syrie étant susceptible d'y voir aussi bien un geste positif visant à modifier l'appui du président Saddam Hussein aux chiites libanais — notamment en l'invi-

tant à suspendre ses livraisons d'armes durant les six mois du mandat du Comité — qu'une intolérable façon d'introduire un tiers — pis, son ennemi juré — sur sa scène gardée libanaise et de reconnaître ainsi à ce dernier une sorte de droit de regard. On devrait savoir rapidement, au nombre d'obus sur le terrain à Beyrouth, la signification que Damas veut bien donner à cette démarche.

L'étape suivante des trois ministres arabes sera Moscou, premier des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à être consulté. Priorité doublement significative, estime-t-on à Beyrouth. En effet, des Deux Grands, l'URSS a paru plus active — ou plutôt moins inactive — que les États-Unis dans la présente phase de la crise libanaise, et elle est le pays le mieux placé pour influencer ses deux protagonistes directs, dont elle est le fournisseur en armes.

LUCIEN GEORGE

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.

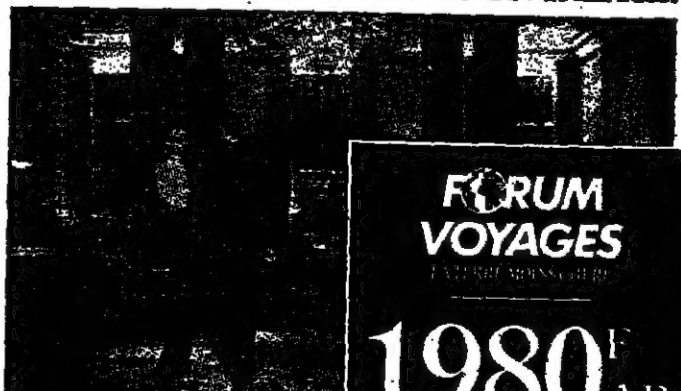


FORUM VOYAGES
11980
15 JOURS
CIRCUIT INDE

SEJOURS ET CIRCUITS
NEW YORK : séjour au Waldorf Astoria 8 jours (détail) : 4380F
LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français : 12875F
A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours, Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français : 13985F
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour 16 jours : 9460F
* Séjours circuits en départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.
* Séjour circuit individuel au départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.
A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.85.97.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 43.74.39.38 / Line Centre (télé 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minisélect 36.15 code PV.
Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre magique d'Inde et le bon temps d'Inde.
☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Asie. ☐ Forum Russie méditerranéenne, Afrique.
J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,00 F en timbres.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
* Collez la liste des brochures à vous être envoyées.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER, L'ART DE VIVRE.

PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALAIS.



FORUM VOYAGES
1980
15 JOURS
NEW-YORK

VOLS ALLER RETOUR
• MONTREAL : 1980F
• MIAMI ou ORLANDO : 2580F
• LOS ANGELES ou SAN F. : 3180F
• MEXICO : 5380F
• LIMA : 5710F
• RIO : 6590F
• DELHI ou CALCUTTA : 6590F
• COLOMBO : 6590F
• BANGKOK : 6590F
* Au départ de Paris, dates fixes, prix à partir de.
A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.85.97.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 43.74.39.38 / Line Centre (télé 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minisélect 36.15 code PV.
Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre magique d'Inde et le bon temps d'Inde.
☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Asie. ☐ Forum Russie méditerranéenne, Afrique.
J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,00 F en timbres.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
* Collez la liste des brochures à vous être envoyées.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER, L'ART DE VIVRE.

IL N'EST PAS A NEW YORK.

© AT&T 1989.



MAIS IL NE PERD PAS LE FIL A MANHATTAN.

"Je viens à l'instant de voir les collections de cette saison."

"Toujours le premier à avoir les infos maison. Alors nous avions raison?"

"Comme toujours. Votre choix de coloris était le bon."

"Donc, si je comprends bien, je vais devoir commander plus de soie."

"C'est bien ce que je disais, Brad, vous avez toujours raison."

Avec AT&T et France Télécom, leaders mondiaux des télécommunications, les lignes entre la France

et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



FRANCE
TELECOM



مكة امنه الاصل

Europe

URSS : débat à huis clos au Congrès des députés

Les troubles en Ouzbékistan inquiètent de plus en plus Moscou

MOSCOU
de notre correspondant

Après une violente passe d'armes, jeudi 8 juin en fin de soirée, autour de l'élection du procureur général de l'URSS, M. Gorbatchev a soudainement décrété le huis clos. Journalistes et invités ont été priés de quitter les tribunes du Congrès des députés du peuple, et la télévision a interrompu au quart de tour cette retransmission au rythme de laquelle l'URSS vit depuis quinze jours.

Est-ce M. Ligatchev qui se décidait à répondre aux accusations des députés Gdikan et Ivanov — ces deux juges d'instruction qui venaient de répéter à la tribune que le chef de file des conservateurs avait couvert des dignitaires corrompus ? Est-ce l'affaire des Lituaniens qui avaient un peu plus tôt fait scandale en quittant la salle pour protester contre un vote limitant, estimait-il, la souveraineté des Républiques ? Est-ce plus grave encore ?

D'une certaine manière, oui, ce l'était, car ce huis clos avait été décidé pour débattre de la persistance des troubles en Ouzbékistan. Une déclaration du Congrès devait être prochainement publiée à ce sujet, mais la seule lecture du dernier numéro des *Izvestia* fait comprendre que M. Gorbatchev ait souhaité « informer en détail » les députés pour pouvoir les associer aux nouvelles décisions qui seraient à prendre.

Attaque d'un commissariat

Car, sous le titre « Une nouvelle vague d'excès », le quotidien du gouvernement écrivait, jeudi soir, que « les actions des éléments enragés deviennent de plus en plus agressives » et qu'« on organise de plus en plus souvent des attaques contre les administrations du ministère de l'intérieur et les fonctionnaires de la

milice ». « Dans quel but ? », demandent alors rétoriquement les *Izvestia*, avant de répondre : « S'emparer d'armes à feu ».

A en croire l'*Etoile rouge*, le quotidien de l'armée, près de dix mille hommes des unités anti-émeutes du ministère de l'intérieur ont été dépêchés sur place pour renforcer la milice locale, mais cela n'a pas empêché « des milliers » de personnes d'attaquer, mercredi, un commissariat de la ville de Kokand, où étaient détenus douze manifestants. Le siège a duré sept heures. On a relevé six morts et quatre-vingt-dix blessés, et ce que ne dit pas l'agence Tass mais que révèle les *Izvestia*, c'est que les assaillants ont finalement gagné.

La milice a dû libérer les douze détenus et céder au passage trois pistolets aux assaillants. Désormais, les forces de l'ordre sont armées. Très variable selon les sources, le bilan s'alourdit chaque jour, et tout indique qu'on a déjà passé le cap de la centaine de morts. La terreur dans laquelle vivent les gens après la lapidation, et l'immolation de familles entières dans l'incendie de leur maison est telle que toute la vie économique s'est arrêtée.

Quant à la situation dans le camp où ont été regroupés quelques dix mille *Meshiks* pour les faire échapper aux violences, elle est, disent pudiquement les *Izvestia*, « complexe ». Presque une semaine après le début des incidents, la crise, loin de s'apaiser, s'approfondit, et le premier secrétaire du parti pour la région de Fargana vient de prendre position pour une solution politique. « Je suis personnellement convaincu », a-t-il déclaré aux *Izvestia*, que ce n'est pas seulement la question de quelques hooligans. Compte tenu de la gravité de la situation, nous ne disposons pas de suffisamment de forces pour la stabiliser. Nous aurons besoin de mesures plus résolues. Il est indispensable, j'en suis certain, de donner aussi vite que possible des

réponses au problème de fond posé par les Turcs *Meshiks*, de nous occuper réellement de leur retour chez eux ».

Le premier secrétaire de la région considère autrement dit qu'il n'y a pas d'autre solution que d'organiser le retour en Géorgie de cette population déportée de force, sous Staline, en Ouzbékistan. C'est aussi le souhait des *Meshiks*, mais le problème n'est pas pour autant résolu. Car, outre que la Géorgie, déjà secouée par la vague nationaliste que l'on connaît, ne veut pas d'eux, si Moscou acceptait dans ce cas de revenir sur les injustices de l'histoire, les Arméniens du Haut-Karabakh, les Tatars de Crimée et combien d'autres s'engouffreraient immédiatement dans la brèche.

Débat sur l'économie

C'est le choix entre deux maux — choix qu'il faudra inévitablement trancher un jour, et le problème valait bien un huis clos. Anxieux, l'académicien et député de Moscou Emeljanov avait frappé les esprits en énonçant une évidence révolutionnaire. « Maintenant, avait-il dit, que nous nous orientons vers la souveraineté populaire, il faut redéfinir la place du parti dans les institutions. (...) Le Soviet suprême est plus haut placé que le parti, la Constitution plus haut placée que les statuts du parti. (...) Chacun de nous est avant tout député et ensuite membre du parti. Cela doit déterminer notre attitude, et cette corrélation entre instances du parti et instances du peuple doit trouver son reflet dans la Constitution, dans les statuts du parti et les documents adoptés par notre Congrès ».

Avec une conviction très communisante, l'économiste et député Chmelov avait, lui, tranquillement pris le contre-pied des propositions que venait de faire le premier ministre. Il ne faut pas craindre, a-t-il dit, de faire comme tout le monde en

POLOGNE

Accord sur un « repêchage » des candidats du pouvoir au second tour des élections

Les représentants de l'opposition et du pouvoir polonais se sont mis d'accord jeudi 8 juin, au terme de huit heures de discussion, sur une formule permettant au Parti communiste (POUP) de pourvoir les 33 sièges pour lesquels ces candidats ont été massivement rejetés par les électeurs au premier tour du scrutin, le 4 juin.

La publication des résultats officiels a confirmé la tendance annoncée dès le début de la semaine par Solidarité : le mouvement de Lech Walesa dispose dès le premier tour de 92 élus au Sénat, pour 100 sièges ; sur les huit candidats restants, sept sont en ballottage favorable, ce qui veut dire que Solidarité peut très bien se retrouver avec 99 élus sur 100 au Sénat. A la Diète, 160 des 161 candidats de Solidarité sont confortablement élus dès le premier tour, et le cent soixante et unième est en ballottage favorable pour le second tour, le 18 juin. En vertu des accords de la table ronde, l'opposition ne pouvait pas prétendre à plus de 161 sièges sur 460 à la Diète, soit 35 % des mandats.

Dans les 65 % de mandats réservés à la coalition du pouvoir (POUP, Parti paysan, Parti démocratique et divers catholiques), seuls cinq candidats ont recueilli les 50 % des voix nécessaires pour être élus à la Diète dès le premier tour ; les deux candidats les mieux placés pour chaque mandat devront donc se représenter au second tour, où l'élection se fera cette fois à la majorité simple. Des trente-cinq personnalités présentées sur la « liste nationale », liste bloquée de candidatures uniques pour trente-cinq mandats pour laquelle aucune seconde tour n'était prévue, seules deux sont élues : M. Mikolaj Koszkievicz, l'un des dirigeants du Parti paysan, et M. Adam Zieliński, un magistrat non inscrit. Tous les candidats du bureau politique du POUP qui figuraient sur cette liste nationale, parmi lesquels le premier ministre,

Mieczyslaw Rakowski, et les négociateurs de la table ronde, MM. Stanislaw Ciosek, Jozef Czyrek, le général Kiszczak, sont donc en principe éliminés.

L'un des principaux sujets de la rencontre pouvoir-opposition de jeudi, à laquelle participait Lech Walesa, a évidemment été le moyen de sauver ces responsables du parti qui se trouvent être les principaux adversaires de Solidarité. En fin de soirée, on s'est mis d'accord sur le principe d'un compromis qui permettrait à plusieurs candidats de la liste nationale de se représenter au second tour sur d'autres mandats. Il appartenait maintenant au Conseil d'Etat de trouver la formule juridique *ad hoc* pour cette innovation électorale, ce qui ne devrait pas poser trop de problèmes. De nouvelles candidatures pourraient être introduites car, selon des informations qui ont filtré de la réunion de jeudi, plusieurs personnalités sont réticentes à affronter une seconde fois le verdict des urnes.

Onde de choc au parti

Solidarité aurait préféré débattre de ces modalités de « repêchage » une fois le Parlement réuni. Mais, compte tenu de la crise ainsi ouverte et des « perturbations » qu'elle pourrait provoquer dans la mise en œuvre des réformes, Lech Walesa et ses alliés ne se sont finalement pas opposés à la proposition gouvernementale. « Quand des Polonais se mettent à table, ils finissent toujours par tomber d'accord », a conclu philosophiquement Lech Walesa en sortant, tandis que le général Kiszczak qualifiait l'atmosphère des entretiens d'« agréable et sympathique », en dépit de leur « difficulté ».

Déjà naturellement enclins au compromis, les dirigeants de Solidarité sont d'autant plus prudents qu'ils ont à affronter la contre-offensive de leur adversaire — que les impitoyables résultats de dimanche ont visiblement envoyé une onde de choc qui secoue le parti de l'intérieur. Des « consultations » sont prévues lundi et mardi au comité central avant un plénum, le 28 juin, qui promet d'être, pour reprendre l'expression d'un des interlocuteurs du pouvoir, « un joli champ de bataille ». Déjà, des rumeurs d'éclatement du parti circulent allégrement à Varsovie, alimentées par l'attitude des membres des syndicats officiels OPZZ, qui sont en train de faire corps avec les « dur » du parti.

Des responsables anonymes du POUP ont confié jeudi à deux agences de presse occidentales, Reuters et UPI, que la création d'un nouveau parti communiste, regroupant tous les réformateurs, était désormais possible, voire nécessaire. « Une démocratisation plus rapide rend éminemment nécessaire la préparation de mesures historiques pour mettre un point final au chapitre du POUP et lancer un nouveau parti de gauche en Pologne, un parti de gauche moderne, à l'instar d'un de ces responsables. Nous devons essayer de mettre sur pied un parti réunissant des socialistes-démocrates et des libéraux de gauche. Un tel parti peut avoir de grandes chances lors de futures élections démocratiques. Et, si les tenants de la ligne dure ne sont pas d'accord avec nous, ce sera l'occasion pour eux de prendre congé ».

S.K.

ESPAGNE : la préparation des élections au Parlement de Strasbourg

Les socialistes appellent à choisir entre « l'Europe de la señora Thatcher et celle de Felipe Gonzalez »

MADRID
de notre correspondant

L'Espagne, dernier membre, avec le Portugal, du club des Douze, et qui assure actuellement pour la première fois la présidence de la Communauté, n'est pas épargnée par la difficulté de mobiliser les foules pour l'élection du Parlement européen. Comme dans la plupart des autres pays de la CEE, les grands enjeux font l'objet d'un relatif consensus, du moins entre les principaux partis.

A moins d'un an des législatives prévues pour le printemps 1990, la consultation servira surtout, là aussi, de test du rapport de forces politique national.

Ce test devrait permettre de répondre à quelques questions décisives : soumis depuis plusieurs mois au travail de sapes des syndicats, les socialistes conserveront-ils encore cette majorité qu'ils ont jusqu'ici réussi à maintenir sans discontinuer depuis leur arrivée au gouvernement en décembre 1982 ? Pourront-ils être inquiétés dans les urnes par l'opposition de centre droit, après la tentative de « recentrage » de la principale composante, le Parti populaire (PP) de M. Fraga, et son allié au niveau municipal avec le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président du conseil Adolfo Suarez (le Monde du 10 mai) ?

Si l'on en croit les sondages, la consultation du 15 juin ne devrait toutefois pas apporter de réponses spectaculaires à ces interrogations. Une fois de plus, la stabilité semble de mise au sein de l'électorat espagnol : les pronostics laissent prévoir un léger recul des socialistes, une stagnation de l'opposition conservatrice, un léger progrès des communistes. Avec une seule tendance en nette progression : celle... des abstentionnistes, qui pourraient cette fois dépasser 50 % du corps électoral, niveau sans précédent au sud des Pyrénées.

Un thème porteur

N'ayant rien à gagner à centrer le débat électoral sur les questions de politique intérieure, les socialistes sont les seuls à axer leur campagne sur les thèmes européens. Leur tête de liste, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, invite les électeurs à choisir entre « l'Europe de la señora Thatcher et celle de Felipe Gonzalez ». C'est-à-dire, précise-t-il, entre une Europe qui soit simplement celle du marché unique et une Europe préoccupée de réduire les inéga-

lités entre ses membres. Un thème « porteur » dans un pays toujours séparé de la moyenne communautaire par un sérieux « différentiel social ».

Le Parti populaire et le CDS, de leur côté, évitent soigneusement les attaques réciproques et concentrent toute leur artilerie contre les socialistes. Tête de liste du PP, le démocrate-chrétien Marcelino Oreja, qui vient de quitter la tête du Conseil de l'Europe, effectue sa « rentrée » sur la scène politique espagnole. Il évoque la nécessité pour l'Espagne de rejoindre « l'Europe qui fonctionne » — c'est-à-dire, à l'entendre, celle des régimes conservateurs.

Sans l'appui du « syndicat-frère »

Dans l'élan de sa récente opération de « virage au centre », le PP s'affirme désormais parfaitement assimilable à ces gouvernements de centre droit aujourd'hui majoritaires au sein des Douze. Le CDS, de son côté, qui présente comme tête de liste son numéro deux, M. José Ramon Caso, centre ses critiques sur l'un des talons d'Achille du gouvernement : l'insuffisance des infrastructures et des services publics, qui sont encore, proclament les centristes, « indignes d'un pays européen ».

Quant aux communistes de la formation Gauche unie, ils espèrent recueillir les dividendes électoraux d'une agitation sociale devenue endémique. Aussi invitent-ils les électeurs à voter « en accord avec la grève générale du 14 décembre dernier », c'est-à-dire à la gauche du Parti socialiste. Pour la première fois d'ailleurs, ce dernier se présentera aux urnes sans avoir reçu l'appui de ce qui fut le « syndicat-frère », l'Union générale des travailleurs (UGT).

Les socialistes affectent de ne pas s'en préoccuper outre mesure, persuadés que l'indéniable climat de morosité sociale que connaît le pays ne se traduira guère par de grands chambardements électoraux.

THIERRY MALINIAK

Diplomatie

L'URSS et trois autres pays de l'Est siègeront comme « invités spéciaux » à l'Assemblée du Conseil de l'Europe

La Hongrie, la Pologne, l'Union soviétique et la Yougoslavie seront les premiers pays à bénéficier du statut d'invité spécial — auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a-t-on appris jeudi 8 juin à Paris.

Cette décision, prise à l'unanimité par le bureau élargi de l'Assemblée des vingt-trois pays membres réuni à Paris, fait suite à la résolution adoptée en mai par l'Assemblée plénière établissant ce statut d'invité spécial, destiné à intensifier les relations de l'Europe occidentale avec les Assemblées de certains pays de l'Europe de l'Est : ceux qui appliquent les accords sur les droits de l'homme adoptés dans le cadre de la CSCE et des Nations unies.

Les quatre Parlements bénéficiant du statut d'invité spécial pourront se faire représenter à la session d'été de l'Assemblée. Ce statut accorde le droit à la parole en Assemblée plénière

ainsi que dans les commissions, mais pas le droit de vote.

D'autre part, une délégation de l'Assemblée dirigée par son président, M. Björck (Suède), se rendra à Moscou à l'invitation du Soviet suprême à partir du 26 juin, soit quelques jours avant la venue à Strasbourg de M. Gorbatchev, premier chef d'Etat soviétique jamais invité par le Conseil de l'Europe.

M. Nougarede nommé ambassadeur au Pérou

M. Jean-François Nougarede a été nommé ambassadeur de France au Pérou, en remplacement de M. Michel Rougagnon, a annoncé jeudi 8 juin le Quai d'Orsay.

[Né en 1934, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales (chi-nois, birman, et admis au concours d'Orient en 1967, M. Nougarede a été en poste à Manille (1962-1965), Phnom-Penh (1967-1969) et à Rangon (1969-1971). Il fut ensuite conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (1975-1976) et chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (1976-1979), puis conseiller à Peking (1979-1982) et à Stockholm (1983-1986). Il était, depuis juin 1986, délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Europe au Quai d'Orsay, chargé de l'Europe méditerranéenne.]

A TRAVERS LE MONDE

Surinam

Accord entre le gouvernement et les rebelles

Un accord de cessez-le-feu a été conclu, jeudi 8 juin, entre le gouvernement et les forces rebelles du Surinam afin de mettre un terme à trois ans de guerre civile. Les entretiens, engagés avec la médiation de la France, entre le chef de la délégation gouvernementale, M. Jaggermath Lechman, président de l'Assemblée nationale, et M. Roroy Brunschwijck, chef de la rébellion, se sont déroulés en Guyane française, dans la région du Maroni, près de la frontière du Surinam. Depuis l'élection, en janvier 1988, d'un gouvernement civil — après huit ans de pouvoir militaire — les tentatives de médiation s'étaient soldées par un échec. Le Surinam, ancienne colonie néerlandaise indépendante depuis 1975, était en proie depuis 1986 à une rébellion populaire noire dirigée par un ancien sergent de l'armée. A la suite des combats, des milliers de Surinamiens avaient fui leur pays pour trouver refuge dans la Guyane française voisine. Près de sept mille réfugiés se trouvent toujours dans des camps, non loin de la frontière. L'accord signé, jeudi, prévoit qu'une commission pour les « personnes déplacées », comprenant des délégations française, surinamienne et de l'ONU, étudie le retour de cette population dans son pays d'origine. Le texte signé par les deux parties, qui doit encore être approuvé par l'Assem-

blée nationale surinamienne, prévoit aussi la levée de l'état d'urgence dans le pays, et le retrait immédiat de l'armée dans les zones d'affrontements. — (AFP, Reuters).

Ethiopie

Les maquisards rejettent l'offre de « discussions sans conditions »

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) a rejeté, jeudi 8 juin, dans un communiqué publié à Londres, la proposition d'ouverture de « discussions sans conditions préalables » avec les indépendantistes érythréens faite, lundi dernier, par le Parlement éthiopien. Mardi, le président Mengistu avait écarté la possibilité d'une discussion sur la sécession de la province. « L'unité de l'Ethiopie n'est pas négociable », avait-il déclaré.

Dans son communiqué, le mouvement indépendantiste estime que l'initiative gouvernementale s'inscrit dans une « stratégie transparente » visant à « enrayer les pressions croissantes du peuple, de l'armée et de la communauté internationale, de façon à gagner du temps sur le plan militaire ». La FPL laisse, cependant, la porte ouverte à une négociation avec le régime éthiopien en affirmant, sans autres précisions, qu'il est disposé à ouvrir des négociations sans conditions en présence d'une tierce partie appropriée, choisie d'un commun accord. — (AFP.)

UN LIVRE D'ACTUALITE

DROIT DES ELECTIONS

par Claude FRANCK

Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux 1988, 288 pages, 280 F

par poste TTC et ST.M.R.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES

OLOGNE

un « repêchage »
des candidats du pouvoir
pour des élections

Le ministre de l'Énergie, Christian Poncelet, a annoncé hier que le groupe Framatome, leader mondial des réacteurs nucléaires, allait être racheté par la société publique d'électricité, EDF. Cette opération, qui sera financée par l'État, vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité.

Le ministre de l'Énergie, Christian Poncelet, a annoncé hier que le groupe Framatome, leader mondial des réacteurs nucléaires, allait être racheté par la société publique d'électricité, EDF. Cette opération, qui sera financée par l'État, vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité.

Le ministre de l'Énergie, Christian Poncelet, a annoncé hier que le groupe Framatome, leader mondial des réacteurs nucléaires, allait être racheté par la société publique d'électricité, EDF. Cette opération, qui sera financée par l'État, vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité.

Le ministre de l'Énergie, Christian Poncelet, a annoncé hier que le groupe Framatome, leader mondial des réacteurs nucléaires, allait être racheté par la société publique d'électricité, EDF. Cette opération, qui sera financée par l'État, vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité.

Le ministre de l'Énergie, Christian Poncelet, a annoncé hier que le groupe Framatome, leader mondial des réacteurs nucléaires, allait être racheté par la société publique d'électricité, EDF. Cette opération, qui sera financée par l'État, vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité.

La conquête des activités industrielles les plus en pointe implique une grande ampleur de moyens. Numéro 1 des constructeurs de réacteurs nucléaires; numéro 3 de la connectique, le groupe Framatome doit d'abord sa réussite à la qua-



lité de ses équipes. Rompus au métier de base le plus exigeant de tous, le nucléaire, les hommes de Framatome font preuve de talents variés :

puissance de réflexion, sens aigu de la sécurité, esprit d'innovation, enthousiasme, goût du défi. La vitalité de Framatome, c'est la maîtrise des techniques de pointe et l'exploitation de leurs synergies : neutronique, thermohydraulique, informatique industrielle, intelligence artificielle, électronique, robotique, mécanique avancée... Des compétences reconnues par une vaste clientèle industrielle (production d'électricité, aéronautique, espace, défense, pétrochimie, agro-alimentaire, automobile, etc.). Aujourd'hui, les forces du groupe Framatome le portent haut et loin : une présence sur les 5 continents, 14 000 personnes dont 4 000 à l'étranger, un chiffre d'affaires prévisible d'environ 15 milliards de francs en France et à l'export, un effort soutenu dans le domaine de la recherche



et des investissements, une ouverture sur tous les marchés porteurs de l'industrie. Groupe Framatome : une envergure et l'ambition d'entreprendre - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense, Tél. 47 96 14 14.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

L'ENVERGURE

BELIER ENTREPRISES

ملکة امنه الأصل

Politique

Le débat télévisé des principaux chefs de file avant le scrutin du 18 juin

Duels à six

Le débat exceptionnel organisé par TF1, jeudi 8 juin, a permis de confronter, à dix jours du scrutin européen, les conceptions des dirigeants des six principales listes en compétition — avec neuf autres — pour désigner les quatre-vingt députés français au Parlement européen. Le débat animé par Michelle Cotta et Gérard Carayon a duré deux heures. Il s'est déroulé sans incident et il a connu parfois une certaine vivacité.

L'émission était, à son annonce, l'estée de lourds handicaps : ne serait-elle pas un pastiche guidé du Bébête Show ? Tombait-elle dans le piège de la langue de bois ? Tourna-t-elle, à l'inverse, en pugilat de champ de foire ?

L'apparition des six concurrents dans un décor à la fois pompeux et hollywoodien n'annonçait-elle pas un nouveau jeu télévisé, avec questions pièges et récompenses à la clé distribuées par de complaisants animateurs sous les vivats du public ?

Tous ces dangers ont été peu à peu conjurés. Et après un débat bref, les six candidats, figés derrière leurs pupitres, se sont peu à peu animés. Ils ont, en définitive, réussi à la fois à conserver à cette émission, originale mais périlleuse, sa dignité et à faire passer quelques moments de vivacité voire de passion contenue. La confusion aussi a été évitée au prix d'une « noria » un peu trop contraignante mais équilibrée.

Chacun, au total, a pu délivrer son message, montrer son originalité, se révéler enfin tel qu'en lui-même. M. Giscard d'Estaing, ancien président de la République, semblait interloqué de se retrouver dans cet aréopage de manants ; M. Laurent Fabius, descendu de son « peychoir » de l'Assemblée nationale, effacé dans ce singulier bémicycle ; M. Jean-Marie Le Pen, au visage mobile et impatient ; M. Simone Veil, à la fois impassible et agacée ; M. Philippe Herzig, retranché dans ses certitudes et ses formules et M. Antoine Waechter, lisse et candide.

Ces contenance affectées n'ont pu résister bien longtemps ; si elle fut toujours retenue, la confrontation a bien eu lieu et le choc des idées s'est suffisamment produit pour que les différences apparaissent ; clairement entre M. Fabius, attaché à se comporter en député porte-parole de « M. Mitterrand », comme s'il se s'adressait qu'à un électeur socialiste à remobiliser, et M. Herzig, seullement préoccupé de dénoncer l'Europe « des financiers, des spéculateurs et des affairistes ». Là, le dialogue a vite tourné court lorsque le candidat communiste a, par un humour bien involontaire, traité celui de PS de « totalitaire ».

Tous deux se sont cependant efforcés, avec le concours de M. Le Pen, de démontrer que M. Giscard d'Estaing et M. Veil, c'était en somme « bonnet blanc, blanc bonnet ».

Les deux candidats de l'opposition ont en partie convaincus puisqu'ils ont obtenu le soutien de M. Le Pen, de démontrer que M. Giscard d'Estaing et M. Veil, c'était en somme « bonnet blanc, blanc bonnet ».

Branchant sous l'ouvrage, l'ancien chef de l'Etat a tout crûment reproché à son ancien ministre de faire le jeu des socialistes en divisant l'opposition, ce qui offre, selon lui, une

chance à M. Fabius d'arriver en tête le 18 juin, alors, a-t-il affirmé, que toute l'opposition partage les mêmes convictions.

M. Herzig s'étant aventuré à condamner les massacres de Pékin, M. Le Pen lui a reproché ceux de Staline et du communisme en général puisqu'il est « une machine à tuer ». Mais le président du Front national a surtout profité de son temps de parole pour rappeler les dangers apocalyptiques que l'immigration fait courir non seulement à la France mais à l'Europe. Dangers que M. Waechter voit, en revanche, mais plus menaçants encore, dans les atteintes à l'écologie avec la multiplication des armes nucléaires, des autoroutes et de l'industrialisation généralisée de chômage.

Pendant deux heures, les téléspectateurs ont pu ainsi faire leur choix. Les produits offerts dans ce marché politique n'étaient sans doute pas nouveaux. Les vendeurs, comme c'est la règle, vantaient les qualités de leur état en dénigrant ceux des concurrents qu'ils ont, à l'entendre, cherchaient à tromper sur la fraîcheur de leur marchandise.

La clarté des options offertes a cependant été tout de même grande que ne l'a jugé M. Claude Lelièvre, tête de liste des rénovateurs communistes qui, jouant du paradoxe, a trouvé droliquement « Waechter plus à droite que Veil, Giscard plus social que Fabius et Herzig plus anti-européen que Le Pen ».

ANDRÉ PASSERON.

Florilège

Préoccupations et valeurs. — M. Giscard d'Estaing partage « certaines préoccupations » mais n'a « pas les mêmes valeurs » que M. Le Pen. Les soucis communs aux deux hommes sont l'immigration, la défense et le rôle de la France.

Once et kilo. — « Il n'y a pas une once de racisme dans ce que je dis », prétend M. Le Pen. « Pas une once, non, mais un bon kilo », rétorque M. Fabius.

Giscard et Fabius. — M. Le Pen se montre « frappé de la ressemblance physique entre M. Fabius et M. Giscard d'Estaing ».

Suffrage universel. — M. Le Pen se prononce contre l'éventuelle élection d'un président de l'Europe au suffrage universel car il est contre la « supranationalité ». M. Herzig est du même avis car il est contre l'Europe qui se construit avec « les affaires et les technologies ». Les autres sont pour, avec des nuances.

Aligre et douze. — Selon M. Giscard d'Estaing, « il y aurait eu une explosion de joie dans l'opposition » si une fusion des listes UDF-RPR et centristes avait été annoncée. Selon M. Veil, « beaucoup de gens auraient été déçus par une fusion ».

Aligre et douze (suite). — « Nos positions sont les mêmes, nous siégeons dans le même groupe. Le seul résultat de la liste de M. Veil, c'est de donner une chance à M. Fabius d'être en tête », indique l'ancien président de la République. « Vous savez bien que votre liste a laissé beaucoup de points de côté et que vous êtes très loin de la position de certains UDF. En tous les cas, vous aurez à faire beaucoup de concessions quand vous siégerez au groupe libéral », lui rétorque son ancien ministre de la santé.

Pastèque et poivron. — M. Le Pen accuse M. Waechter d'être comme « une pastèque », c'est-à-dire vert à l'extérieur et rouge à l'intérieur. M. Waechter estime que cette appellation est « aussi creuse qu'un poivron ».

Paquet et mala. — M. Herzig « tend la main » aux socialistes, en particulier en matière de chômage. M. Waechter maintient sa position « ni droite ni gauche », en réclamant « un nouveau modèle de développement pour l'Europe ».

Finances et travailleurs. — M. Herzig indique qu'il a « deux problèmes » avec M. Giscard d'Estaing : l'Europe de la finance contre l'Europe des travailleurs, les abois de la France. M. Giscard d'Estaing souligne qu'il n'est pas pour la « même Europe que M. Herzig ».

Communisme et rentre. — « Le communisme reste une machine à tuer », selon M. Le Pen. « La politique de Le Pen, c'est celle d'un ultra qui s'infiltre dans les quartiers populaires », selon M. Herzig. « C'est bien ce qui nous fait mal au ventre », estime M. Le Pen.

Totalitaire et mégalomane. — M. Fabius est « totalitaire » et « mégalomane » pour M. Herzig, qui trouve « mégalomane » de prendre prétexte des événements de Chine pour condamner le communisme.

Selon la SOFRES

La liste de M. Giscard d'Estaing en hausse

Le dernier sondage publié de la SOFRES et publié vendredi 9 juin par les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et la *Nouvelle République du Centre Ouest* accordent 28 % des intentions de vote à la liste de M. Giscard d'Estaing (contre 25 % il y a quinze jours) tandis que celle de M. Fabius perd un point avec 25 %. M. Veil et la liste des Verts sont au même niveau (11 %).

M. Le Pen est stable à 10,5 % tandis que M. Herzig atteint 7 %.

L'une des raisons de la progression de M. Giscard d'Estaing tient sans doute à sa prise de position en faveur d'une armée de métier qui impliquerait la suppression du service national, réforme approuvée par 53 % des personnes interrogées (59 % chez les gens âgés de dix-huit à vingt-quatre ans) contre 36 % qui y sont opposés.

Le débat sur l'éducation à l'Assemblée nationale

M. Jospin « bon garçon »

Les députés ont continué, jeudi 8 juin, l'examen du projet de loi d'orientation de l'éducation présenté par M. Lionel Jospin, ministre chargé de l'éducation, de la jeunesse et des sports, et M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique. Après la discussion générale, commencée mercredi 7 juin, et pour laquelle une cinquantaine d'orateurs se sont succédé à la tribune, les députés ont abordé l'examen de l'article premier du projet de loi.

M. Lionel Jospin a dit, et l'a prouvé : il est « bon garçon ». Aussi a-t-il tenu à répondre très longuement — pendant une heure trois quart — et individuellement aux cinquante orateurs qui sont intervenus depuis mercredi dans le débat. Avec soin, il a séparé les participations « constructives » de celles jugées « idéologiques », les « esprits libres » des « esprits partisans », tout en se félicitant de la grande diversité des premiers et de la rareté des seconds.

Rarement, il est vrai, un débat sur l'éducation aura été aussi serré. Seuls deux orateurs sont parvenus à révéler un peu le polémiste chez le ministre : M. Michel Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques), qui avait dénoncé dans ce projet de loi « le résultat bâtarde de compromissions successives et de conformisme intellectuel », et M. Michel Noir (RPR, Rhône) qui avait considéré M. Jospin comme « l'un des ministres de l'éducation les plus conservateurs ». L'une fut renvoyée au souvenir de la manifestation estudiantine de décembre 1986 et l'autre à sa conscience de « rénovateur », dont le ministre observa qu'il attendait « autre chose ».

Mais sérénité du débat ne signifiait pas pour autant consensus sur le texte, et, sur les bancs de l'opposition, nombreux furent les députés qui expliquèrent leur modération par « l'inconstance » du projet qui leur était soumis. On gratifia le ministre de l'éducation de « bonnes et généreuses intentions ». M. René Conanan (UDC, Ile-et-Vilaine) alla même jusqu'à se déclarer « sensible » à la « foi » qui animait M. Jospin. M. Jean-Yves Chassagnat (RPR, Vienne) le félicita de sa « volonté de concertation, en dépit d'un reste d'idéologie », mais M. Rudy Salles (UDF, Alpes-Maritimes) fit amèrement observer : « Ce que vous nous proposez est si peu enthousiasmant que cela va se solder par une démobilitation générale ».

Point par point, le ministre de l'éducation s'acharna donc à défendre son projet : s'il n'est pas « révolutionnaire » comme le lui avait curieusement reproché certains députés RPR, c'est qu'il « a tiré les enseignements du passé ». « Les projets à grand souffle, on a vu ce que ça donnait. Certes, ça déçoit, mais c'était surtout le souffle de l'explosion », répondit-il afin de rafraîchir les mémoires sur tous les bancs. « Nous avons eu juillet 1984 [la querelle sur l'enseignement privé] vous avez eu décembre 1986, nous sommes quittes », ajouta M. Jospin, qui demanda aux députés de « faire confiance » à sa « méthode » pour « sortir l'école des champs partisans ».

Liberté de choix

On faillit toutefois s'y embourber dès la discussion du premier article. Comme le souligna M. Bruno Bourg-Broc au nom de son groupe, le RPR n'a déposé sur ce projet que quelques amendements (moins d'une dizaine), mais qui portent sur « des principes fondamentaux ». Premier d'entre eux, la liberté du choix de l'école. M. Alain Juppé (RPR, Paris) et plusieurs de ses collègues avaient ainsi proposé d'introduire un article additionnel avant l'article premier, disposant que cette liberté était garantie par l'Etat au même titre que l'égalité des chances. Signe des temps, nulle voix ne s'éleva cette fois sur les bancs socialistes pour défendre solennellement « un grand service public laïc unifié ». M. Jospin, toujours « bon garçon », jugea la précision superflue puisque cette garantie figurait à l'article 27 de son projet, qui précise — comme le faisait la « loi Haby » de 1975 — que toutes les dispositions relatives à l'enseignement sont applicables aux établissements privés sous contrat avec l'Etat.

Cette référence à la loi de 1975 sembla d'ailleurs attendre sincèrement M. Jean-Yves Haby (UDF, Hauts-de-Seine), fils de l'ancien ministre de l'éducation de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui fut gré au ministre « d'avoir tempéré certaines ardeurs et d'avoir recherché le compromis ». « Vous avez vous-même souligné qu'il n'y a pas de rupture avec la loi de 1975 », poursuivit M. Haby. Je vous en remercie pour les raisons personnelles que vous savez et parce que je pense que votre loi va utilement contribuer à faire évoluer le système éducatif français ». L'esprit filial a parfois ses raisons que l'opposition ne doit pas connaître.

PASCAL ROBERT-DIARD.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

La France chinoise. D'un bord à l'autre de l'échiquier politique, de Matignon au RPR, de Dunkerque à Menneton, les hommes politiques ont les yeux bridés. Et avec ceux-là les intellectuels pétitionnaires qui se sentent pousser des ailes d'avocat nouvelles âmes à protéger.

Face à la férocité de la répression, hélas point dépourvue de présidents, y compris de plus sanglants, plus étonnants cependant par son ampleur que dans son principe, même le Parti communiste français a perdu sa fâcheuse habitude d'être du parti des tanks plutôt que des citoyens. L'humanité d'abord, un porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale ensuite, ont fait des commentaires qui n'allaient nul « mais » intempestif et de compréhension. Gageons même qu'il n'ait été aucune dépravation, de quelque côté qu'elle soit venue, qu'il n'ait été sincère. Remarquons aussi, fût-ce au nom du cynisme, que cela ne coûte pas cher et que c'était la moindre des choses.

La presse, dans cette affaire, comme cela a été déjà relevé, joue sans l'avoir voulu, mais parce que c'est sa nature, le double rôle, successivement, du pompier et de l'incendiaire. Si les journaux n'étaient pas là pour raconter, ainsi que les radios, et les télévisions pour montrer, ces fusillades auraient eu lieu sans témoins. Certes, les faits auraient cependant été connus, mais bien plus lentement. Ils auraient été interprétés, l'opinion plus qu'ils n'aurait été instantanément connue d'elle. La vivacité des réactions d'Etat en aurait probablement été tempérée. Les Etats ont de ces indulgences mutuelles lorsqu'il s'agit de leur existence. La presse n'est sans doute pas sans reproche, mais sans elle ?

La paradoxe, c'est qu'elle fut aussi l'incendiaire, ou du moins l'un d'eux. Même dans un pays aussi étroitement encadré que la Chine, les nouvelles ont circulé, y compris par des voies chinoises, pour faire connaître qu'il y avait des nouvelles de la prospérité et de la démocratie. Ces informations ont évidemment joué d'un poids considérable. Qui sait même si la résistance à l'armée serait ce qu'elle est si les manifestants ne savaient pas qu'ils se débattaient sous les yeux du monde entier, dont ils attendent secours ? L'espoir, pour les révoltés, tient aussi au fil d'un téléphone ou d'une télévision pour qu'ils ne jouent pas devant un théâtre vide la parade de la liberté.

De ce désastre accueilli et momentanément à la fois (sur sortira-t-il des manifestations populaires et des affrontements au sein de l'armée ? L'avènement d'un autre dictateur ou l'établissement progressif d'une démocratie ? Aucun pari ne serait, pour l'heure, sérieux sur ce point), la France tire une apparence d'animation et un souffle d'air. A quelque chose (grand) malheur est bon.

Elle en tire aussi une unanimité qui ne paraît pas de façade et ne se traduit pas par un dépitement de la vie publique, à l'instar de celui vers lequel nous entraîne la recherche du consensus et d'une paix civile qui s'apparente, démocratiquement parlant, à la paix des cimetières.

Ce drame suscite un intérêt que l'élection européenne, pourtant plus lourde de conséquences pour nos contrées, est bien en peine de susciter. Au point que l'on se sent zombie ou vaguement dérangé de ne pas changer de chaîne quand, par hasard (tout de même...),

la campagne officielle fait irruption sur l'écran de télévision.

Il faut cependant avoir le cœur bien accroché pour ne pas tomber de son fauteuil et d'annuler quand M. Juppé proclame son amour pour M. Giscard d'Estaing, ou devant les laborieuses démonstrations de M. Herzig et de ses invités. C'est peut-être un bon homme de cabinet que ce polytechnicien, mais il s'en fait de beaucoup qu'il fasse un homme politique.

C'est toute la différence avec M. Simone Veil, qui, révérence faite, pète le feu. Pas seulement parce qu'elle a (un peu) l'expérience des tréneaux. Lui voir afficher une telle jubilation alors qu'elle a dû se lever à point d'heure pour être sur le pont, à 6 heures et demie du matin, dans une crise au poisson, en dit long sur le plaisir qu'elle éprouve à mener campagne et que confirment tous les témoignages directs.

Si elle ne raffie pas des voix pour son camp, c'est que la démocratie (la vraie, celle dont on parle et non pas celle qui étouffe dans les livres) pique gravement du nez. Cela n'étant pas, ipso facto, une invitation à voter pour ses amis démocrates-chrétiens.

Sisyphes

Mais enfin, si on ne sait pas le talent, l'ardeur et, tout accessoirement, encore qu'il tient sa place dans le tableau, le charme, ce serait à désespérer de vouloir être libre. (La liberté n'est pas un état donné une fois pour toutes à un pays ou à un citoyen, c'est une volonté chaque jour renouvelée ; le symbole de la liberté, c'est évidemment Sisyphes.)

USSI est-ce une triste chose de lire un peu partout que les Français ne souhaitent pas désintéresser du scrutin européen, mais qu'ils n'ont guère voté. Un moindre vote national, c'est un moindre poids européen.

Encore que l'on puisse suspecter que l'abstention ne dérange pas tout le monde et qu'elle convient (aussi) aux partis politiques. Une faible participation électorale permet, venu le moment des commentaires, d'amoindrir le résultat de l'adversaire si l'on est soi-même surpassé et de minimiser sa propre défaite.

Du temps où la droite l'emportait systématiquement à chaque consultation, on trouvait, à gauche, de quoi diminuer la portée de sa victoire en soulignant que « par rapport aux inscrits... », bref, que le vainqueur ne l'était que par une minorité de faveur. Cette chanson-là, il n'y a pas à douter qu'on l'entendra le 18 juin au soir. Si, pour leur débat hexagonal, puisqu'ils étaient abs, jeudi soir sur TF 1, les chefs des grandes listes avaient lancé un appel vraiment commun contre l'abstention, cela aurait eu bonne allure. Le combat contre l'abstention est le premier de ceux que commande la démocratie. A preuve que les Polonais ont encore des progrès à faire puisqu'ils n'ont voté le 11 juin qu'à 62 %. Mais il y avait peut-être d'autres motifs que la paresse civique...

Ces listes de liste françaises ne seraient pas mal venues non plus, encore qu'il ne faille s'y attendre ni de M. Herzig ni de M. Le Pen, de lancer un autre appel commun, en faveur de l'Europe. Afin, par cette solidarité, de faire comprendre à leurs électeurs, dans leur diversité, leurs différences, et même leurs antagonismes, que ce choix est celui de la vie et de la survie.

On ne va pas citer ici pour la cinquième fois le propos du président de la République : « La France est ma patrie, l'Europe est son avenir ». Et pourtant... D'autant que, comme un écho, lui répète un slogan officiel des Douze : « Le Parlement européen, c'est plusieurs langues qui parlent d'une seule voix ».

On peut avoir de l'Europe bien des conceptions, regretter même qu'il faille en passer par là, se lamenter des inévitables abandons de souveraineté que doit consentir la France (les autres pays aussi, faut-il le rappeler, et d'identiques), gémir que la France ne soit plus un village, mais quelle autre solution ? Si les Français ne sont pas européens, ne risquent-ils pas d'être américains, ou japonais, ou soviétiques, si réussit l'entreprise de M. Gorbatchev ? Au temps des empires, comment résister autrement que dans un empire ? Paranoïaque ou client, est-ce un vrai choix ?

Entre pays industrialisés, autrement dit riches, la politique de paix n'est qu'apparence. Les guerres de conquête n'ont pas cessé. Elles ont un autre visage. Les pays gourmands ne font plus déferler des fantassins, mais des VRP. Cela fait moins de morts, mais toujours des victimes. Il n'est pas tout à fait innocent que le vocabulaire commercial se soit approprié celui des militaires, à commencer par le mot « stratégie ».

L'Europe, ce n'est pas seulement la paix entre les pays qui la composent, alors que l'histoire de cette partie du monde n'était faite jusqu'alors que de leurs guerres, c'est aussi un bloc de liberté. Voudrait-on à la place un avenir de protectorat en demeurant chacun chez soi, indépendant mais subjugué ?

L'Europe est, certes, une dépendance, mais elle est consentie, et dans l'égalité. La France y joue un rôle qui n'est pas indigne de son passé. Réconcilier l'Europe, c'est douter que la France y ait un poids ; d'est croire que, recluse dans ses frontières, elle serait plus entendue qu'au sein d'un ensemble puissant et respecté où elle est la plus vaste nation. Sans l'Europe, elle ne serait plus mesurée qu'à l'aune de la planète : petite.

P.S. — Pour décrire sa spontanéité, Edith Chénat se dit « pulsionnaire » ; puis sachant le mauvais caractère de son interlocuteur sur le terrain de la langue française, se reprend : « Ce mot n'existe pas ? C'est une faute ? » En effet, mais superbe, car ce néologisme ajoute au langage et exprime davantage que le régulier « impulsive ». Au même titre que « convulsionnaire » (ceux du cinéaste Saint-Médard au dix-huitième siècle) en disent plus que « convulsifs ». « Pulsionnaire », ce chapitre de l'enrichissement des mots, c'est tout de même autre chose que l'imbécilité « générale » qui fait fuir ces temps-ci, au point de figurer dans un titre sur quatre colonnes présentant un entretien accordé au *Monde* par M. Henri Emmanuelli, ou d'avoir été employé par M. Roland Dumas, mercredi à l'Assemblée. Un néologisme n'est pas a priori condamnable, mais à condition qu'il... génère du naufrage.

LE DÉPLOIEMENT

Riche en ressources humaines et technologiques, déjà présente sur le marché de l'énergie, Framatome

était destinée à déployer largement ses



savoir-faire. Les compétences du nucléaire l'ont

tout naturellement portée vers d'autres secteurs

d'activités exigeant sophistication, rigueur et fiabilité.

Comme l'aéronautique, l'espace, la

défense ou la marine. Et aussi la

connectique avec

laquelle

Fra-

matome

accède au 3^e rang

mondial, s'ouvrant ainsi

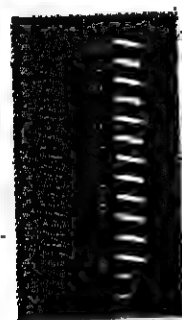
à d'autres grands marchés

industriels : informatique, télécom-

munications, automobile, instrumentation.

Les réalisations hors nucléaire du groupe sont

à l'image de la diversité de ses talents : compres-



seurs, turbines à va-

peur, extru-

deurs, systèmes

experts, tunneliers, ro-

bots, grands télescopes du futur, composants élec-

triques et électroniques. Le premier constructeur

de réacteurs nucléaires,

grâce à l'ampleur de ses

compétences et à l'énergie

de ses forces vives, déploie aujourd'hui toute

sa puissance. Groupe Framatome :

la dynamique de la diversité - Tour Fiat,

Cedex 16, 92084 Paris-La Défense, Tél. 47961414.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

BELIER ENTREPRISES

مكتبة الامن الاصل

Politique

Les principaux thèmes de la campagne pour le scrutin du 18 juin

Elaborés de longue date ou préparés plus hâtivement comme un exercice rituel de circonstances, les programmes politiques et économiques, plus ou moins détaillés, ont fleuri à l'approche de la troisième élection au suffrage universel de l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg.

Nous publions, classées par thèmes, les analyses des propositions d'un certain nombre de formations. Les programmes du Parti communiste, du Parti socialiste, de la liste centriste, de la liste dite d'union UDF-RPR, du Front national et des Verts ont servi de base à cette sélection.

Indépendamment de leurs similitudes et de leurs divergences, ces divers programmes sont caractérisés par une grande diversité de ton. Celui du Parti communiste et les entretiens-programme récemment publiés par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, font les références les plus constantes et les plus insistantes aux divers aspects d'une réalité nationale souvent opposée à la réalité européenne telle qu'elle est crainte ou espérée par ces formations.

Le programme centriste, émanation de la plate-forme du courant démocrate-chrétien euro-

péen, fait la plus large part, conformément à une tradition maintenant historique, à l'expression d'une foi pro-européenne ardente. Il contient aussi nombre de propositions précises.

Plusieurs de ces propositions sont proches ou identiques d'un certain nombre de points du manifeste socialiste lui aussi élaboré avec un grand luxe de détails.

Fruit d'un compromis qui n'allait pas de soi entre deux formations souvent concurrentes pour l'hégémonie à droite, la plate-forme de la liste UDF-RPR, moins développée, se contente souvent d'évoquer avec une sobre concision un cer-

tain nombre de thèmes comme pour éviter d'avoir à les approfondir avec une hypothétique cohésion.

Le programme des Verts s'efforce de replacer dans la logique du concept dominant d'écologie un certain nombre de préoccupations politiques et économiques afin de se donner une consistance moins exclusive.

Certains thèmes, qui ne figurent pas dans cette sélection (défense et sécurité, outre-mer), feront l'objet de publications ultérieures à l'occasion d'articles de synthèse consacrés à ces questions.

Dossier réalisé par MICHEL KAJMAN

Le poids des institutions

Le Parti communiste prône « une coopération constructive et mutuellement avantageuse entre pays européens », qui est à ses yeux « parfaitement possible sans que soit portée atteinte aux souverainetés nationales. A l'inverse, avec le marché unique et l'Acte unique européens, la liberté de la France est entravée. Des décisions néfastes lui sont imposées avec l'accord des dirigeants français qui proposent de plus en plus d'abandons de souveraineté et renoncent au droit de veto de notre pays dans les instances de Bruxelles ».

Certains préconisent, affirme le PC, d'accélérer l'intégration politique dans la CEE. Un super-Etat communautaire accentuerait au contraire la crise de la vie démocratique, l'éloignement des gens par rapport aux choix politiques multilatéraux les obstacles à leur intervention. Nous lui disons non.

Partisan résolu d'une « Europe de pays souverains », le PC affirme que « l'appareil bureaucratique de la Commission de Bruxelles et ses pouvoirs doivent être réduits. L'Assemblée européenne doit devenir un lieu de concertation internationale des élus des différents pays de la CEE pour favoriser des coopérations toujours plus larges. Les Parlements nationaux prenant souverainement leurs décisions ».

Pour le Parti socialiste au contraire tout milite en faveur de « la seule voie qui nous est offerte : une coopération forte avec nos voisins, incluant des délégations de souveraineté à des institutions communes adoptées aux objectifs à atteindre ». Cette voie « conduit à terme à une forme originale d'organisation politique : l'Union européenne ».

Contradiction ou complémentarité

Il n'y a pas contradiction, pour le PS, mais complémentarité entre le renforcement des institutions politiques européennes et « le maintien des identités nationales ».

En termes d'efficacité, le PS juge que « le vieux et stérile débat sur fédération ou confédération, vote à la majorité ou vote à l'unanimité, doit aujourd'hui être dépassé. Il l'est d'ailleurs déjà dans les faits ». Il convient pour le Parti socialiste de « systématiser » une démarche prévue par l'Acte unique pour la réalisation du marché intérieur : « Une fois que les Etats se sont mis d'accord sur un grand objectif ils acceptent la décision à la majorité quant aux chemins à emprunter pour l'atteindre ».

L'avenir et le fonctionnement institutionnels de l'Europe ainsi que la place et le degré d'intégration de la France dans cet ensemble retiennent plus que jamais l'attention des formations à la veille de la troisième élection au suffrage universel du Parlement européen. L'adoption de l'Acte unique, la relative montée en puissance de l'Assemblée des Communautés européennes, l'indéfectible et hâlé progression dans les droits et les pratiques des divers Etats de comportements et de contraintes dictés par la mise en place d'un ensemble maintenant considérable et toujours en expansion de prescriptions communautaires : tout incite à la relance d'un débat institutionnel qui touche au cœur des convictions ou des craintes européennes des uns et des autres.

S'agissant de l'exercice de la démocratie le PS fait l'analyse suivante : « Aujourd'hui nombre de décisions sont prises par les ministres des Douze sans que subsiste un réel contrôle des Parlements nationaux et que soit encore suffisant celui du Parlement européen ». De cette analyse il tire la proposition suivante : le Parlement européen « doit se voir confier un droit de contrôle et d'initiative sur tous les sujets qui échappent aujourd'hui aux Parlements nationaux. Concrètement la procédure de coopération aujourd'hui prévue dans l'Acte unique pour l'achèvement des objectifs liés à la réalisation du marché intérieur doit être progressivement étendue aux autres domaines. Et le Par-

lement européen doit se voir reconnaître le droit de soumettre au Conseil les propositions de lois ».

Les centristes affirment que « seuls les Etats-Unis d'Europe permettront à chacun de nos pays de retrouver ensemble la souveraineté qu'ils ne peuvent plus exercer séparément dans un monde en pleine mutation ».

Il est estimé que « le Parlement élu le 18 juin doit être chargé d'une mission : proposer à nos Etats un projet de traité qui organisera l'Europe politique de demain. Il appartiendra à chacun d'enrichir ce projet et de le défendre ».

La plate-forme de l'Union UDF-RPR, tout en proposant « d'aller

au-delà du marché unique et de construire l'Union européenne », se montre dans le détail beaucoup plus réservée. UDF et RPR notent avec insistance « qu'il faut tout particulièrement dans ce domaine demeurer réaliste et se garder de toute approche institutionnelle, dogmatique qui mènerait la construction de l'Europe à l'impasse ».

Centre contre droite

Si l'UDF et le RPR proposent aussi un nouveau traité, c'est pour : « mieux définir et mieux délimiter les pouvoirs du Conseil, de la Commission et du Parlement » ; « stabiliser le Conseil européen et donner un rôle accru à sa présidence » ; « préciser et renforcer les pouvoirs législatifs et de contrôle du Parlement européen, notamment dans le domaine budgétaire » ; enfin « renforcer la coopération entre le Parlement et la Commission ».

C'est sur ces questions institutionnelles qu'apparaissent de la manière la plus accusée les divergences entre la liste centriste et l'Union UDF-RPR, en dépit d'une certaine communauté de termes. Les centristes, fidèles interprètes de la tradition démocrate-chrétienne européenne, toujours en pointe en la matière,

accusent la liste UDF-RPR de n'avoir retenu qu'une version minimalist et trop laide (à l'inspiration du RPR) d'une plate-forme initiale de l'UDF qui était à l'origine proche du décalque de leurs propres propositions.

Le débat jugé obsolète par le PS ne l'est pas pour le Front national qui en tient pour une Europe politique, au-delà de l'étape du grand marché, « confédérale ». M. Le Pen se déclare partisan, d'autre part, de l'application au fonctionnement de l'Europe du « principe de subsidiarité. Ne confier à l'Europe que ce que chacun des pays ne peut pas faire seul ».

Les Verts se proposent, quant à eux, de « renforcer le Parlement européen » en la dotant de « pouvoirs réels », c'est-à-dire législatifs, « garantissant à la fois l'expression et le contrôle des populations européennes sur les décisions, règlements et autres décisions de la Commission européenne ».

Enfin socialistes et centristes proposent d'instaurer un nouveau mode de scrutin pour les élections européennes. Ce nouveau mode de scrutin serait régional. Le Parti socialiste précise qu'il pourrait être régi par le principe de la proportionnalité.

M. K.

Marché unique et espace social

« La France, affirme le PC, doit refuser de laisser sacrifier son économie au nom du marché unique » qui avec le grand marché financier aboutirait à « accentuer encore » la « domination économique de la RFA ».

Si le PS met en garde contre « les dangers du libéralisme » et la réduction mutilante du programme de l'Acte unique au seul marché unique, il n'en souligne pas moins les nombreux avantages du grand marché intérieur. Les socialistes ne séparent pas le développement du grand marché intérieur du déploiement d'un espace social européen, démarche partagée par les centristes. « Il doit être clair, proclame le manifeste du PS, que le rapprochement indispensable des législations sociales et du travail ne saurait être synonyme de dérégulation sauvage et d'alignement vers le bas ».

Pour les centristes, « sans sa dimension sociale, la Communauté européenne risque d'imploser. Nous attendons du grand marché de 1993 un surplus de croissance permettant l'amélioration sensible du marché de l'emploi ». Le même espoir est caressé par le Parti socialiste.

Les centristes exigent aussi que « l'Europe des Douze adopte, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, une charte communautaire des droits sociaux fondamen-

taux qui les engage solennellement devant leurs opinions publiques ».

« Ambition sociale », « charte européenne des droits sociaux » sont aussi au nombre des finalités qu'assignent au marché unique UDF et RPR, qui soulignent fortement d'autre part leur volonté de voir « respectées deux échéances décisives : le 1^{er} juillet 1990 pour la liberté des mouvements de capitaux, le 1^{er} janvier 1993 pour la suppression des frontières intérieures de l'Europe ».

M. Le Pen, est à replacer dans son contexte. C'est une simple pièce de la construction européenne.

Les Verts « ne veulent pas opposer » au marché unique « un quelconque dirigisme d'Etat qui a fait faillite ». Mais ils « refusent ce type de marché qui broie les personnes, les économies locales, les régions entières ». Pour les Verts le Marché unique « risque de se révéler une entrave à la construction européenne ». Il est « un symbole perverti » à cause duquel « l'Europe risque de devenir le bouc émissaire contre lequel s'élèveront toutes les frustrations, toutes les rancunes ». Les écologistes opposent eux aussi à cette vision le projet d'un espace social européen sous forme d'« harmonisation des protections sociales sur la base des réalisations les plus avancées en Europe ».

Identité nationale et citoyenneté européenne

Le PC dénonce le poids grandissant de grands groupes financiers européens et estime qu'« appliqué à la culture et à la télévision cet accroissement des pouvoirs des groupes financiers ne peut qu'accentuer le processus d'américanisation déjà en cours et la mise en cause des identités culturelles, sociales et nationales comme en témoigne l'inadmissible directive européenne — que le gouvernement français veut imposer — « Télévision sans frontières ».

Même préoccupation au PS où l'on estime que le « véritable risque » d'atteinte à l'identité nationale est « qu'un quasi-monopole technologique des Américains et des Japonais dans le domaine de l'information et de l'espace puisse les mettre en position d'imposer leur culture au monde (...). L'Europe doit absolument coopérer pour acquérir une pleine maîtrise de technologies qui dépassent la capacité de chacun de ces pays et organiser à son échelle les productions et les diffusions culturelles qui pourront rivaliser avec l'extérieur. Le maintien, demain, de l'identité de la France passe par l'affirmation aujourd'hui de l'identité de l'Europe ».

Parti socialiste et centristes insistent d'autre part sur la nécessité du développement d'une « citoyenneté européenne ». Le PS appelle de ses vœux « le développement du tourisme intra-européen, la multiplication de rendez-vous culturels, la présence d'équipes communautaires à certains rendez-vous sportifs, la création d'un statut d'association de droit européen ».

Les centristes veulent « multiplier les symboles concrets, hymnes, drapeaux, passeports et permis de conduire européens, qui frappent l'imagination et donnent à tous ces citoyens de l'Europe le sentiment et la fierté d'appartenir à la même communauté ».

Autre élément de cette nouvelle citoyenneté, le droit de vote aux élections locales pour tous les citoyens de la Communauté. « moyennant une certaine durée de séjour », précise ce manifeste du PS qui se contente du reste de mentionner le droit de vote municipal.

Le Front national réaffirme de son côté que « l'Europe des paires postule que chaque nation conserve son identité. Elle est une notion de complément et pas de substitution ».

« L'Europe écologique » consigne notamment dans le domaine de la répartition de l'eau, de la production et du transport d'énergie, des grands chantiers ».

Selon lui, « la défense et la promotion de l'environnement exigent que l'on ne se contente plus de réagir au coup par coup aux catastrophes écologiques, mais qu'on les prévienne. Cela passe par des programmes de coopération associant les populations, aux plans européen et mondial, en ce qui concerne la préservation des ressources naturelles, de l'industrie, la nature et la société, telle est notre volonté. L'Europe est l'espace où les activités polluantes sont les plus dangereusement concentrées ».

« Il ne peut y avoir de société juste qui ne soit d'abord écologique » : pour y parvenir, les Verts estiment que « toute l'organisation économique est à revoir. L'Europe dispose de la marge d'autonomie indispensable pour réaliser ce nouveau type de développement. Elle doit en prendre la responsabilité : le Parlement européen doit fixer le cadre global c'est-à-dire éthique, réglementaire, économique, tarifaire, au sein duquel devront s'exercer les différentes activités. Les industriels devront garantir que les techniques et les productions soient compatibles avec ces exigences ». Ils assurent qu'« en ressortiront de profondes modifications de nos habitudes, avec assurément une réduction des gaspillages et l'abandon de consommations préjudiciables à l'environnement et trop exigeantes en travail pénible. Mais, parallèlement, s'ouvre une nouvelle frontière pour notre société : le développement de la communication, de la culture peu dévorateurs quant à elles d'espace et de ressources ».

Pour le PC, l'environnement serait dans l'Europe telle qu'il la réclame « encore plus sacrifié au profit. Le marché unique, c'est la libre circu-

Environnement

tion des déchets toxiques, la dégradation dans le domaine de la répartition de l'eau, de la production et du transport d'énergie, des grands chantiers ».

Selon lui, « la défense et la promotion de l'environnement exigent que l'on ne se contente plus de réagir au coup par coup aux catastrophes écologiques, mais qu'on les prévienne. Cela passe par des programmes de coopération associant les populations, aux plans européen et mondial, en ce qui concerne la préservation des ressources naturelles, de l'industrie, la nature et la société, telle est notre volonté. L'Europe est l'espace où les activités polluantes sont les plus dangereusement concentrées ».

« Il ne peut y avoir de société juste qui ne soit d'abord écologique » : pour y parvenir, les Verts estiment que « toute l'organisation économique est à revoir. L'Europe dispose de la marge d'autonomie indispensable pour réaliser ce nouveau type de développement. Elle doit en prendre la responsabilité : le Parlement européen doit fixer le cadre global c'est-à-dire éthique, réglementaire, économique, tarifaire, au sein duquel devront s'exercer les différentes activités. Les industriels devront garantir que les techniques et les productions soient compatibles avec ces exigences ». Ils assurent qu'« en ressortiront de profondes modifications de nos habitudes, avec assurément une réduction des gaspillages et l'abandon de consommations préjudiciables à l'environnement et trop exigeantes en travail pénible. Mais, parallèlement, s'ouvre une nouvelle frontière pour notre société : le développement de la communication, de la culture peu dévorateurs quant à elles d'espace et de ressources ».

La préférence des centristes, partisans d'un contrôle sévère de l'application des directives européennes protégeant l'environnement, va à la création d'une agence communautaire, dotée de pouvoirs d'investigation autonomes et placée sous l'autorité politique du Parlement européen ». Selon eux,

« les pouvoirs publics nationaux ont jusqu'à présent prouvé de beaucoup d'apathie et d'inconscience en matière d'environnement. Dans chaque gouvernement des Douze, il faut désigner un ministre d'Etat pour l'environnement capable d'imposer son point de vue à ses collègues ».

La déclaration d'union UDF-RPR proclame qu'« il s'agit de développer la coopération internationale en matière de défense de l'environnement et de lutte contre la pollution. Nous souhaitons que de nouveaux progrès soient faits en ce sens dans le cadre offert par l'Acte unique, notamment en matière de protection des ressources naturelles, de stockage et de recyclage de déchets, de la lutte contre la pollution chimique et de la prévention des accidents graves ».

Pour M. Le Pen, qui souhaite s'exprimer, non en écologiste, mais en « écologue » car « l'écologie n'est pas une idéologie de plus, mais une science, en l'occurrence la science de l'harmonie qui existe ou devrait exister entre l'homme et son environnement naturel », la situation actuelle est « grave » mais « le pire malheureusement est encore à venir ». S'il partage avec les Verts l'idée que l'écologie « devrait constituer un chapitre de tous les programmes politiques, le dira-t-il même le premier », M. Le Pen affirme que « ce n'est que par un paradoxe subversif qu'on laisse croire que l'écologie est « une valeur de la gauche » alors qu'il y voit « un phénomène conservateur ».

Chasse et pêche

Si la défense et l'illustration de la chasse et de la pêche telles que les conçoivent leurs adeptes suscitent cette année une liste d'un genre inédit entièrement consacrée à la sauvegarde dans le cadre français de ces activités, le Parti communiste révoque la création d'un institut communautaire pour l'environnement, organisme de surveillance indépendant.

Se penchant d'un autre point de vue sur le sort de la pêche, en mer, le Manifeste socialiste explique : « La création de l'Europe bleue » a constitué une avancée positive pour le monde de la pêche. Aujourd'hui, l'Europe se trouve confrontée au difficile problème de la gestion de la ressource. Les mesures restrictives nécessaires, doivent prendre en compte non seulement les données biologiques mais aussi l'importance socio-économique de la pêche dans les régions concernées ».

ECU

Pour le PC, « la monnaie commune européenne signifierait de nouvelles prestations sur les salaires en France et l'abandon d'une politique monétaire nationale au profit de l'hégémonie du mark dans la CEE, exerçant conjointement avec les privilèges du dollar ». Le PC estime encore que le système monétaire européen doit être réorganisé « pour combattre les privilèges du dollar, du mark, et pour favoriser le financement de la croissance des richesses et des emplois ».

Les socialistes considèrent, eux, que « l'ECU doit devenir à terme la véritable monnaie de la Communauté et servir de base à la constitution, avec le dollar et le yen, d'un système mondial rénové. Les pressions pour la faire consacrer la question commune des réserves et l'élargissement du rôle de l'ECU. L'institution monétaire communautaire qu'il faudra mettre en place aura pour mission, sous contrôle de l'autorité politique appropriée, d'équilibrer dans ses interventions le soul de la stabilité monétaire et l'accompagnement du dynamisme économique ».

Aux yeux des centristes, « des ECU dans le portefeuille des Européens : c'est à cette condition que ceux-ci croiront réellement en l'Europe et c'est ce que nous voulons obtenir pour la prochaine décennie ». L'union monétaire « exige l'adoption d'un nouveau traité qui transfèrera à une banque centrale européenne l'autonomie le pouvoir de battre la monnaie et de fixer les taux d'intérêt ».

L'UDF et le RPR souhaitent que « l'écu devienne une véritable monnaie commune gérée comme une monnaie optionnelle, par rapport aux monnaies nationales » et grâce à « une banque centrale autonome ». Dans ce cheminement vers « une véritable union monétaire », « la réforme du statut de la Banque de France vers une véritable autonomie constituera un test de la volonté européenne du gouvernement ».

Pour le Front national, « l'institution d'une monnaie européenne, même si ce doit être en parallèle avec les monnaies déjà existantes, est chose positive parce qu'elle favorisera les échanges. Encore faut-il que cette nouvelle institution réponde à des conditions de sécurité et de garantie ». Sous la plume de M. Le Pen, l'extrême-droite se déclare encore « favorable à la création d'un institut d'émission et d'un institut central de régulation qui pourrait présider des conseils assez semblables au Federal Reserve Board des Etats-Unis ». « Le SME n'est qu'un système transitoire affirme encore le président du Front national, qui devra être abandonné le jour où il y aura une monnaie commune, et l'Europe économique ne pourra se faire sur un tel mécanisme ».

Les municipales du 19 mars dernier

L'élection de M. Maurice Faure à Cahors est annulée

Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, jeudi 8 juin, les résultats de l'élection municipale de Cahors (Lot), qui avait vu le 19 mars la courte victoire de la liste conduite par M. Maurice Faure (MRG) et sa réélection comme maire de cette ville. La liste conduite par M. Faure l'avait, le 19 mars, emporté de quatorze suffrages sur celle de son adversaire, M. Pierre Mas (UDF), auteur du recours.

Le tribunal administratif de Toulouse a établi que plusieurs irrégularités conduisant à retrancher deux cent vingt-cinq suffrages des suffrages exprimés de ceux (3809) obtenus par la liste de M. Maurice Faure. La plupart des suffrages

retranchés ont été annulés parce qu'ils avaient été établis sous le contrôle d'un sous-brigadier de police à la retraite qui ne disposait pas, comme l'exige le code électoral, de la qualité d'officier de police judiciaire indispensable pour viser les actes de recensement établis par une personne désignée.

M. Faure a confirmé, vendredi 9 juin, qu'il ne ferait pas appel du jugement du tribunal administratif de Toulouse devant le Conseil d'Etat et qu'il ne se représenterait pas au suffrage des électeurs de Cahors lors de l'élection municipale partielle à venir. Il s'est déclaré désireux de ne se prêter à aucune polémique en regard à ses fonctions de membres du Conseil constitutionnel.

L'ENVOL



Les grands espaces industriels appartiennent aux technologies les plus en pointe. Celles qui peuvent aller loin. Grâce à sa contribution à la réalisation du programme nucléaire français, Framatome a rapidement porté ses savoir-faire vers différents horizons: Europe, Afrique, Asie, Etats-Unis. Avec des prestations impliquant un souci d'exigence, d'anticipation, de sécurité intégrale. Et des compétences l'amenant tout naturellement à s'investir encore plus loin dans l'univers de la haute technologie. Ses filiales et ses divisions spécialisées exportent dans les domaines de la mécanique, de l'informatique, de l'intelligence artificielle et de l'aéronautique. Ses récentes acquisitions en connectique lui ont ouvert tous les grands marchés industriels de l'Europe, des USA, de l'Amérique Latine et du Japon. Aujourd'hui, le groupe Framatome s'affirme sur les 5 continents: numéro 1 des constructeurs de réacteurs nucléaires, numéro 3 de la

connectique, grâce à ses 14 000 spécialistes dont la moitié en connectique et 4 000 à

l'étranger. Synergie d'intelligence et d'implantations géographiques, volonté d'excellence, esprit d'ouverture, stratégie d'alliances. Groupe Framatome: un formidable élan international - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense, Tél. 47 96 14 14.

G GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

مكتبة امنه الأصل

Politique

Le projet de loi sur la transparence financière

Les sénateurs suppriment l'autocontrôle du capital

Le dialogue a décidément bien du mal à se nouer entre le gouvernement et les sénateurs à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence des marchés financiers. M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et du budget, était venu au palais du Luxembourg avec la « volonté d'aboutir à un texte de compromis ». La poursuite de l'examen, jeudi 8 juin, des articles du projet consacrés tant aux compétences de la COB qu'à la réglementation des OPA, a consacré des divergences de fond.

Ainsi les sénateurs ont voulu faire obligation aux initiateurs d'une offre publique d'achat, de racheter la totalité des titres en circulation et non plus les deux tiers comme le prévoyait le texte initialement déposé. M. Edouard Dailly (RDE, Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, a justifié le dépôt de cet amendement par son souci de clarté et de protection des petits actionnaires.

Ceux-ci verront ainsi, selon lui, leur part de capital rachetée à un prix garanti par la loi et « ne pouvant être inférieure à la moyenne des cours de l'action constatés à la clôture des vingt derniers jours de Bourse ». En outre, les porteurs minoritaires, « capifs », dans la formule à 66,66 %, ne risquent pas, a renchérit M. Raymond Bourguin (app. RPR, Paris), rapporteur pour avis de la commission des finances, de voir leur pouvoir se « diluer » dans une éventuelle augmentation de capital.

Une seule dérogation à ce principe a toutefois été admise lorsqu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir « de façon accidentelle » plus du tiers du capital d'une société - seuil à partir duquel le déclenchement d'une OPA est obligatoire - dans la mesure où ce franchissement n'exécute pas 39,99 % du capital. Il revient alors au Conseil des Bourses de valeurs, sous réserve de l'agrément du ministre de l'économie, de dispenser ce(s) détenteur(s) de l'obligation de déposer un projet d'OPA.

M. Bérégovoy était, pour sa part, partisan, « au nom du bon sens », de préserver un seuil de quotité fixé à deux tiers.

En revanche, le gouvernement a approuvé l'amendement déposé par M. Dailly visant à supprimer l'autocontrôle du capital au sein d'un groupe de sociétés cotées. Depuis la législation adoptée en 1985, une filiale d'une compagnie financière avait le droit de détenir jusqu'à 10 % des droits de vote d'une filiale-sœur.

Selon le rapporteur de la commission des lois, cette disposition n'assurait pas la transparence du marché financier et entravait le renouvellement des équipes dirigeantes même lorsque celui-ci se révélait nécessaire.

De son côté, M. Bourguin a critiqué le caractère « réfaste et immorale » de ces prises de participation croisées, même si elles constituent « un moyen de se défendre contre les OPA étrangères ». « Vous voulez châtier, je veux moraliser », a répondu, aux rapporteurs, M. Bérégovoy, qui reconnaît que ces mécanismes d'autocontrôle « faussent le jeu du marché ». Afin de laisser les entreprises « se défendre », le ministre d'Etat a souhaité que cette suppression n'intervienne qu'au 1^{er} juillet 1990.

D'autre part, le ministre d'Etat n'a pu empêcher l'adoption d'un amendement de la commission des finances permettant aux opérateurs des sociétés privées du secteur audiovisuel de faire passer leur part de capital de 25 % (comme le prévoit la loi Létard de 1986) à 33 %.

Auparavant le Sénat avait terminé l'examen des articles du projet relatif à la Commission des opérations de Bourse.

M. Charles Jolibert (ratt. adm. RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, s'est inquiété de la prolifération des organismes administratifs et para-administratifs auxquels est délégué le pouvoir de juger.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

La préparation des élections du 11 juin en Nouvelle-Calédonie

Les provinciales en « Caldochie »

NOUMÉA
de nos envoyés spéciaux

Sacré Jacques Laffleur ! Voilà qu'il recommence : il laisse entendre qu'il pourrait se retirer de la scène calédonienne si la liste du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), qu'il conduit aux élections du 11 juin, ne remporterait pas, dans le Sud, la majorité absolue des sièges de la future assemblée provinciale. Mais les électeurs de « Caldochie » ont l'habitude : à chaque échéance électorale déterminante le député RPR leur joue cet air du « dis-moi-que-tu-m'aimes-sinon-je-te-quitte ». Ils savent, dès à présent, que si Jacques Laffleur quittait l'Assemblée nationale, ce serait sans doute pour aller... au Sénat, en septembre, poursuivant ainsi sa carrière parlementaire sur les traces de feu son père.

Tout le monde assure même, à Nouméa, que c'est la seule explication véritable de la présence du sénateur Dick Ukeiwé, en position d'éligible, sur la liste d'union UDF-RPR aux élections européennes du 18 juin. Bonne pâte, l'ancien président du congrès, qui figure en dernière position, cette fois, sur la liste du RPCR, s'efforcerait devant son chef de file. Sans lui tenir rigueur de l'avoir envoyé au « casse-pipe » aux élections municipales dans la commune de Dumbéa, en banlieue de Nouméa, où il a été battu à plates coutures, dès le premier tour, par le maire sortant, M. Bernard Marant, un métropolitain réfractaire au système clanique contrôlé par Jacques Laffleur.

Sacré Bernard Marant ! Voilà un élu qui n'a pas froid aux yeux. Peu de Calédoniens ont tenu tête au président du RPCR. Cet ancien sous-officier de quarante-huit ans, comptable de formation, arrivé en Nouvelle-Calédonie en 1961, a commencé à froisser la susceptibilité de Jacques Laffleur lorsqu'il a prétendu, en 1986, avec l'appui moral de son ami Bernard Pons, constituer à Dumbéa une section locale du RPR sans l'autorisation du RPCR. Depuis, c'est la guerre à outrance.

Une guerre politico-chinoise dans laquelle Bernard Marant ne cesse de marquer des points grâce à sa bonne gestion des affaires municipales. La

Si le FLNKS est assuré de remporter la majorité des sièges dans les assemblées des deux futures provinces du Nord et des Îles Loyauté, à l'issue du scrutin qui aura lieu dimanche 11 juin en Nouvelle-Calédonie (le Monde du 9 juin), la compétition est beaucoup plus ouverte dans le sud du territoire, où la liste du RPCR, conduite par M. Laffleur, est concurrencée par neuf autres listes.

cote de cet homme est à la hausse, dans les milieux européens, depuis que sa réélection a infligé un camouflet à Jacques Laffleur. Ce dernier avait, en effet, affirmé qu'il interpréterait une défaite de Dick Ukeiwé comme un désaveu personnel. Dans la compétition des provinciales, l'association de Bernard Marant avec l'impétueux porte-parole des broussards de Bourail, Justin Guillemard, et avec plusieurs dissidents du Front national, fera donc assurément perdre des voix aux listes de Jacques Laffleur.

Le discours du maire de Dumbéa porte par conséquent, sans hausser le ton, des choses fortes qui correspondent à un sentiment assez répandu dans le camp anti-indépendantiste : « Les dernières années ont vu le chaos, la peur, la mort, hélas ! être les compagnons de la politique qu'on mène nos dirigeants. Je leur reproche un manque d'imagination et de générosité. Par une politique au coup par coup, jetant les uns contre les autres, occupant le pouvoir, par les lois et les actes outranciers, ils ont poussé les formations politiques, puis les groupes humains à des affrontements. Qui en a gagné cette terre que nous aimons, où nous vivons, sinon l'iniquité pour tous, la peur et les larmes pour d'autres ? »

En attendant, c'est surtout le Front national qui pait de la constitution de la liste de Bernard Marant. En proie à d'homériques querelles intestines, les partisans locaux de Jean-Marie Le Pen ne sont pas parvenus à présenter une liste dans chaque province. Leur porte-parole, le romancier Camille Bourcier, alias ADG, a bien essayé, l'autre jour, de porter la contradiction à « Mateko Dubois », le dissident du FN qui conduisait la liste « Calédonie demain » dans la province du Nord, mais il y a perdu une dent au cours d'une bousculade. « J'espère », a dit Bernard Marant, que c'était la dent qu'il avait contre nous.

Gare aussi aux états d'âme qui agitent la communauté wallisienne et futunienne ! Ils pourraient réserver, à l'avenir, de cruelles déconvenues à ceux qui persistent à traiter avec condescendance ces quinze mille Polynésiens (10 % de la population) drainés en Nouvelle-Calédonie par l'aventure du nickel dans les années 60.

Coup de semence

Ce message en forme de coup de semence, c'est une nouvelle génération de Wallisiens et Futuniens qui le délivre. En lançant un nouveau parti, l'Union océanienne, qui défendra leurs propres couleurs, le 11 juin, dans le sud du territoire, ces autres trouble-fête savent qu'ils ont un précédent. C'est le premier, en Nouvelle-Calédonie, que des Wallisiens et des Futuniens se rassemblent en une formation « communautaire » et s'affranchissent de la tutelle du RPCR.

Décomplexés par la récente élection, à Wallis-et-Futuna, d'un député appartenant à la majorité présidentielle, Gamito Gato (MRG), ces contestataires en sont arrivés à franchir le Rubicon après avoir fait le constat que le sort de leur communauté « n'a pas avancé d'un pouce depuis dix ans. Nous sommes aussi marginalisés que les Canaques », regrettent-ils en faisant leurs comptes : deux cadres dans l'administration ; un seul dans le secteur privé ; un chômage chronique affectant la moitié des actifs ; des emplois à 90 % situés au bas de l'échelle sociale.

Concentrées dans les banlieues populaires du Mont-Dore, Païta et Dumbéa, des familles entières s'entassent toujours dans des logements vétustes. Encore plus préoccupant : 70 % des Wallisiens et des Futuniens ont moins de trente ans et la quasi-totalité d'entre eux sont nés en Nouvelle-Calédonie, ignorant

tout de l'archipel de leurs parents, ainsi à deux mille kilomètres, répartis par trois rois et un évêque omnipotents. Désorientés, gagnés par le désespoir, cette jeunesse s'adonne à la délinquance. Elle y côtoie les lourds canques des mêmes quartiers.

Ce réquisitoire, les animateurs de l'Union océanienne, que préside un homme sans histoire, Kalépo Maliva, l'accompagnent d'une critique sans détour du RPCR. Ils lui reprochent son clientélisme électoral et l'embarquement passé des jeunes chômeurs dans ses troupes de choc anti-FLNKS. Ils déplorent surtout que le parti de Jacques Laffleur ait cherché à « assurer la docilité de leur communauté en flattant les autorités coutumières, tout en faisant l'impasse sur la génération montante ».

Cette prise de distance des Wallisiens et des Futuniens vis-à-vis du RPCR est, en tout cas, inédite. Tout comme l'est la ferveur océanienne affichée par ces transfuges en quête d'un nouvel ancrage. Leur profession de foi est ponctuée de références appuyées au « patrimoine culturel des Canaques ». On y glisse qu'« il y aura forcément un rapprochement » entre les deux communautés jusque-là séparées par un mur d'incompréhension. Les Wallisiens et les Futuniens redoutent la « xénophobie » des indépendantistes canaques, tandis que ceux-ci les traitent, jusqu'ici, avec mépris, de « mercenaires des îles ».

Le RPCR a flairé le danger. Il allume des contre-feux. Son organe, les *Nouvelles hebdomadaires*, s'est chargé d'insinuer le procès de l'Union océanienne. « Liste marquée, selon ce magazine au ton d'extrême droite, par son caractère raciste ». « Les retombées négatives risquent d'affecter injustement tous les Wallisiens et Futuniens de Nouvelle-Calédonie », ajoute cette publication. La menace de représailles est à peine voilée. Pour être porteurs de leurs fruits en intimidant une frange indécise. Mais qui peut exclure que ce nouveau parti devienne un jour un port d'attache pour ces Polynésiens dont Jean-Marie Tjibaou disait, l'air entendu, qu'ils étaient d'« excellents navigateurs » ?

FREDERIC BOBIN
et ALAIN ROLLAT.

AVANT LE FILM AVANT LES AFFICHES EN AVANT PREMIERE LE 9 JUIN

DÉCOUVREZ LES NOUVELLES RENAULT 21 DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT



Nouvelles Renault 21, 14 versions à partir de 75.200F* (version TL).

- Nouvelle ligne : Capot plongeant • Projecteurs profilés
- Becquet arrière intégré à la porte du coffre
- Feux arrière : fumés en partie basse • Nouveaux enjoliveurs, nouvelles jantes
- Nouvel intérieur : Nouvelle planche de bord • Nouveaux sièges ergonomiques, nouvelle sellerie • Habitabilité record
- Nouvelles motorisations, nouvelles versions : • Nouveau moteur 2 litres 12 soupapes pour la nouvelle sportive TXI
- Nouveau moteur Diesel équipant les 2 nouvelles versions SD et GSD.

RENAULT présente ELF



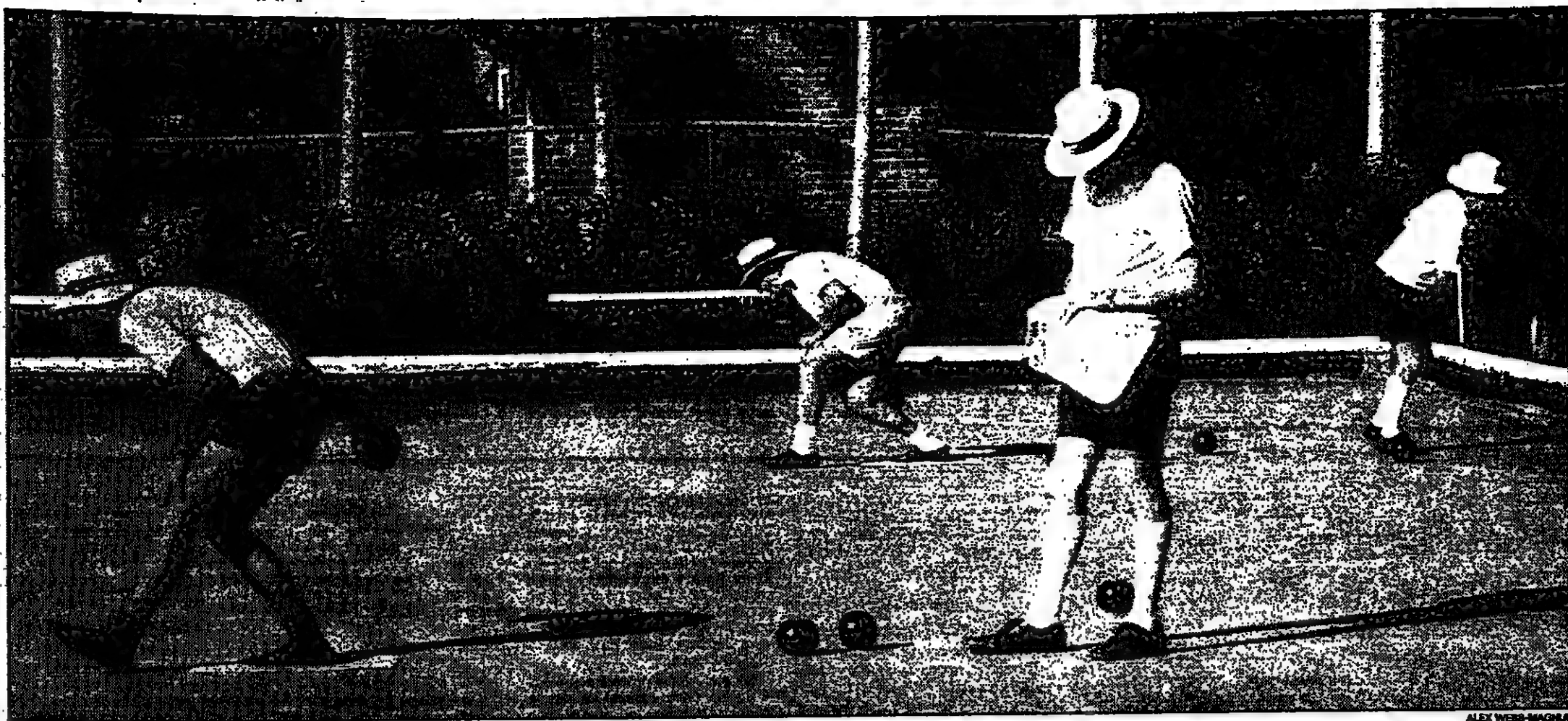
* Modèle présenté Renault 21TXI avec options. Prix clés en main, hors option, au 15/06/89 : 107.500F. Millésime 89. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

Par Jean-Pierre Barol

G

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Le Monde SANS VISA



ALEX WEBB-MAGNAN

Darwin



L'Australie vue de Darwin

Par Jean-Pierre Barou

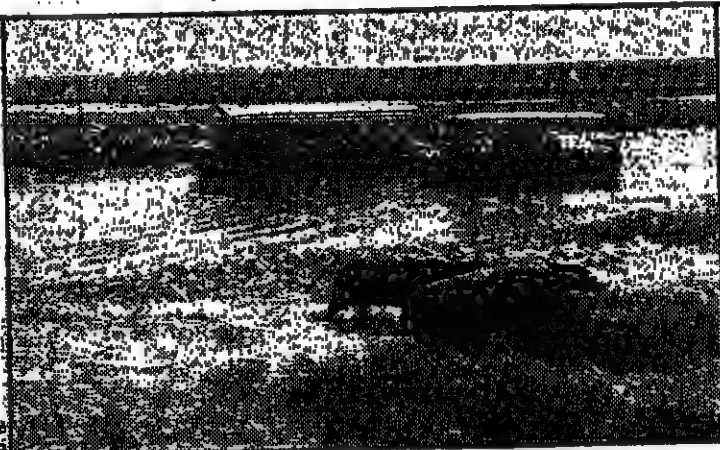
GRANDE, belle, les cheveux encore mouillés par l'eau bleue de la piscine, elle se demande si, oui ou non, elle enverra ses enfants à l'école aborigène. Troublant ? Sally possède avec son mari une « station grande comme Israël ». Sur ce domaine, où ils ne sont qu'une poignée de Blancs, une seule école, destinée au nombreux personnel indigène, d'où le dilemme.

Tandis que des œufs Benedict glissent dans nos assiettes, Mrs. Parche, chez qui ce matin nous prenons le breakfast, se fait petite : son compte, en effet, possède des actions dans une propriété qui n'a « que » la taille de l'Autriche !

John Parche, le mari, sourit. Il voit d'ici la tête de son copain, le milliardaire et collectionneur australien Holmes A. Court, lorsqu'il découvre la peinture accrochée aux murs de la salle à manger. C'est inséparable : un artiste aborigène a transposé sur une toile des thèmes picturaux qui figurent traditionnellement sur l'écorce d'eucalyptus découpée comme une peau ; les musées en sont pleins. La toile, unique, a échappé aux rabatteurs du milliardaire. « Peinture aux rayons X », disent de cette école, millénaire les ethnologues parce qu'on y voit l'intérieur des corps. André Breton et les surréalistes louèrent la poésie de ces représentations « primitives ». Parche, à Darwin, les collectionne avec gourmandise.

Dix heures. La ville dégage une chaleur de four à pain. Presque personne sur la piste dorée des trottoirs. Détruite en 1974 par le cyclone Tracy — le prochain portera un prénom masculin, annoncent déjà les féministes — la cité s'abreuve encore d'histoires fantastiques sur cette nuit-là : tel homme caché dans sa baignoire, et qui fut sculpté par le vent après que son toit eut été emporté !

Aussi la ville est-elle neuve. Ses façades pastellisées séduisent. Un architecte de Singapour



notamment, Kerry Hill, a construit des bâtiments qui font songer à des nacelles en plein ciel. Je m'engage dans l'escalator qui mène aux bureaux de la mairie. Dans le hall, une pioche et des outils : rouillés sont exposés religieusement sous des vitrines : des souvenirs de la ruée vers l'or, entre 1872 et 1874, brève mais immortelle.

« Toucher, ça porte chance » : dans son bureau décoré de fameuses naves et de vues de Darwin au fil du temps, le maire, Lord Alec Fong Lim, me fait caresser le ventre rond du petit Bouddha qu'il porte autour du cou. Tout de soie rouge vêtue — hormis les chaussettes, des Burlington à l'orange — il fête aujourd'hui le premier jour de l'année du Serpent. Père de cinq filles, il est né près d'ici, à Katherine, mais sa famille est originaire de Canton. Il est même « le seul maire chinois d'Australie à diriger une grande agglomération » (soixante-quinze mille habitants).

Peter Fuchs, le consul honoraire de Suisse à Darwin, hoche pieusement la tête. Il parle anglais avec un terrible accent germanique mais le fait oublier en portant la tenue locale, celle qui atteste que la « darwinite » vous a frappé : le short et les chaussettes de laine jusqu'aux genoux, l'habit colonial. L'autre symptôme évident, c'est d'avoir toujours à proximité de soi son cooler, où se

garde au frais la boîte de bière qu'on boit entre copains. La ville détient le record de convivialité : on y boit trois fois plus qu'à Sydney, Brisbane ou Perth...

Nous entrons dans la salle du conseil. Quel silence ! Et pourtant : « Regardez, le drapeau du territoire ! » Dessus figurent ces estampilles de l'aventure : la rose du désert et la croix du Sud. Darwin, en Australie, est la capitale du territoire du Nord, un espace une fois et demi grand comme la France, avec seulement cent cinquante-huit mille habitants.

A l'extrémité de tout

Trois zones climatiques : au sud, le désert, ou red center (centre rouge), tant le sable y rappelle la couleur du sang ; puis le never never (jamais jamais), dit-on en effet, on ne quitte cette partie du territoire où la température varie entre 19 et 34 degrés ; enfin, tout au nord, le top-end, (la fin des fins), l'extrémité de tout, région subtropicale, avec Darwin, ce port sur la mer d'Arafura, dont les eaux tout au loin rencontrent celles de Java, Bornéo, l'Asie...

Le maire sourit : « Savez-vous que nous sommes les premiers producteurs de perles au monde ? » La côte s'y prête merveilleusement. Une perle, une seule, s'est vendue un million de dollars ces temps-ci. Le sourire du maire grandit. Je pars en empor-

tant la liste des deux cents plus remarquables citoyens de toute l'histoire du territoire du Nord. Chasseurs de buffalos, hommes d'affaires chinois, danseurs aborigènes — comme David Gulpili, qu'on voit dans le film *Crocodile Dundee*, tourné dans la région — ils contribuèrent à introduire le chameau comme moyen de locomotion — mineurs, prospecteurs d'or... Pen ou pas d'Australiens de souche. On ne naît pas à Darwin, on y vient.

Midi. L'heure d'aller goûter à la fraîcheur du Mall, le centre piétonnier où un eucalyptus géant et des arbustes tropicaux font de l'ombre. Le vieux hôtel Victoria est là, avec sa terrasse au premier étage, loggia de bois sombre caressée par le soleil. Des Lolitas, aux épaules nues et tatouées, sont à la bière, évidemment. A Darwin, 40 % de la population a moins de vingt ans.

Mais imagine-t-on cette ville vieillir ? *Northern Territory News*, le journal local, annonçait ce matin que les crocodiles étaient de retour. Non qu'ils émigrent, mais ils passent une bonne partie de l'année dans les endroits malséants, ceux où la végétation en se décomposant engendre une chaleur double, propice aux amours et à l'éclosion des œufs. Les plus redoutables sont les crocodiles d'estuaire ou de mer : ils gobent en se redressant, prompts comme jamais, les mouettes au passage. La nuit dernière, les services municipaux ont trouvé quelques-uns de ces reptiles géants en vadrouille sur la très populaire plage de Nightcliff. Mais, interdit de les tuer. Aussi les attrape-t-on, comme à Paris les pigeons égarés.

Presque un conte de Perrault : la ville vit avec ses animaux. On déplorait alors la mort de Norman, un taureau capable de boire au goulot.

Les personnages, eux, se succèdent, intarissables. Le consul honoraire de France à Darwin, Tony Marvon, est australien. Responsable local de la Croix-Rouge, il a mis dans son bureau des

photos du Cambodge, pays marty, et il fait tout sur cette page dramatique de l'histoire de la ville : son bombardement par les Japonais, en février 1942. La même escadrille qui, deux mois avant, a détruit Pearl Harbor, opère à nouveau. Sous le même commandement : l'amiral Naguma, à bord du porte-avions *Agata*, et, dans les airs, cet as de la chasse nipponne : le commandant Fuchida. C'est la première fois que l'Australie est attaquée sur son sol par une puissance étrangère. Des années plus tard, quand Douglas Lockwood, un reporter australien, retrouvait, installé à Hollywood, Fuchida, celui-ci lui confia que, le matin du raid, il dut se passer de sa tasse de thé, les cuisiniers japonais étant déjà à l'œuvre sur le pont de l'*Agata*.

Dix-sept heures. Les boutiques ferment, les rues sont des artères évidées, les Blancs sont à leurs pelouses. C'est alors que surgissent à nos yeux, du moins les aperçoit-on pour la première fois, car peut-être étaient-ils déjà là, palissades de corps engourdis, ombres lasses, les premiers habitants de l'Australie : les Aborigènes.

(Lire la suite page 17.)

Si les hommes portent des shorts et des bas de laine, si une perle s'est vendue un million de dollars, si la jeunesse joue à qui avalera le plus de grenouilles vivantes, si les journaux donnent des nouvelles des crocodiles, c'est à Darwin, Australie.

DÉCOUVREZ LE TOURISME VERT

Au cœur de l'Aveyron, dans un des plus beaux villages de France, la résidence Frantour de Najac est un village de vacances qui vous offre confort et distraction, sports et animations, nature et liberté, dans un cadre de verdure, de soleil, de rivières et de sentiers.

Les prix y sont très intéressants : forfait de base TRAIN-SEJOUR, exemple calculé au départ de toutes les gares de la région parisienne, en 2^e classe.

PRIX PAR PERSONNE ET POUR UNE SEMAINE

— En bungalow, pension complète : de 1 780 F à 2 640 F selon la saison, avec gratuité pour les enfants de 2 à 4 ans et réduction pour les enfants de 4 à 12 ans ;

— En appartement : de 895 F à 1 380 F pour les appartements accueillant 4 personnes.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

Par téléphone : 45-63-63-14.
Par correspondance : B.P. 62.08 Paris Cedex 08.

مكتبة الأصل

JEUX

échecs

N° 1336

COMPLICATIONS

Tournoi de Carles de Capodice, 1988, Bayona (Espagne).
Blancs : W. ARENCIBIA
Noirs : E. CAMPO
Début Benoni.
Variante des blancs.

1. d4 Cx6 13. d4 (g) Cx6
2. e4 f6 14. Cx6 (h) f6
3. Cc3 f7 15. f4 d6 (i)
4. d4 e6 16. d4 (j) f4 (k)
5. f4 e4 (l) 17. Rb1 f5
6. Cc3 e5 18. Td1 g5
7. e5 f6 19. f7+ f6
8. f3 e6 20. d5+ f6
9. e4 (h) Td1 (g) 21. f6+ f7
10. e5 (i) Cx6 22. d5+ f6
11. d6 f5 23. Td1 (m)
12. f3 (g) d6 (j)

NOTES

a) Nous sommes, pour le moment, dans la variante des quatre pions de la « défense indienne ». Les Blancs disposent de nombreuses continuations, les principales étant 5... 0-0 ; 6. Cf3, 65 ou bien 5... f5 ; 6. Cf3, 0-0 ; 7. Fd2, 64 mais aussi 5... g5 ; 6. dxc3, Da5 comme 6. d5, 0-0 ; 7. Cf3, 66 ; 8. Fd2, 64d5 ; 9. dxc3 (structure est indienne) ou 9. dxc5 (structure Benoni).

b) Passage à l'une des grandes suites de la « défense Benoni ».

c) 9... b5 et 9... f4 sont d'autres possibilités importantes.

d) L'avance du pion e conduit à un jeu particulièrement aigu. 10. Cd2 est aussi à envisager mais non 10. Dg2 qui donne aux Noirs une position active après 10...

e) Sans craindre la perte de la qualité : 13... g4+ ; 14. Rh1, Cf2+ ; 15. Txf2, Dxf2 ; 16. Cg4, Df6 ; 17. Cd6, Tf8 ; 18. Fd7, Cd7 ; 19. Cx4+ ! et les Blancs gagnent.

f) Une autre école recommande ici 14. d6 menaçant 15. Cd5 ; après 14... f6 ; 13. Cxf6, Fxf6 ; 14. Dd2, Fxf6 ; 15. Dxf6, Dxf6 ; 16. Cxg5.

g) Sans craindre la perte de la qualité : 13... g4+ ; 14. Rh1, Cf2+ ; 15. Txf2, Dxf2 ; 16. Cg4, Df6 ; 17. Cd6, Tf8 ; 18. Fd7, Cd7 ; 19. Cx4+ ! et les Blancs gagnent.

h) Une autre école recommande ici 14. d6 menaçant 15. Cd5 ; après 14... f6 ; 13. Cxf6, Fxf6 ; 14. Dd2, Fxf6 ; 15. Dxf6, Dxf6 ; 16. Cxg5.

i) Ou 15... f5 ; 16. Cb5, a6 ; 17. d6, axb5 ; 18. Fxf7+ !, Rxf7 (et non 18... Rg7 ? ; 19. Fx68, Fd4+ ; 20. Rh1, Dxd6 ; 21. Fxb5 avec gain) ; 19. Txf5+, gxf5 (si 19... Rg7 ; 20. d7, Dd6 ; 21. dxc6-C+ ; Dd8 ; 22. Tf1) ; 20. Dh5+, Rf8 ; 21. Fb6+ avec une attaque gagnante, une suite connue de celle de texte. La partie Vaisier-Alexand (Ouzgoud, 1988) continue ainsi : 16... Cg7 ; 17. a4, f6 ; 18. a5, Dd8 ; 19. Fh6, Rh8 ; 20. d6, Fxb2 ; 21. Ta2, Cc5 ; 22. Fd2, Fd4 ; 23. Cxd4, gxd4 ; 24. Dxd4 avec un léger avantage aux Blancs.

j) Menace 17. Fxf7+.

k) Et non 16... Dxc3 ; 17. Fxf7+, Rg7 ; 18. Fx68, Dxf1 ; 19. Df3 ! et les Blancs gagnent. La réponse la plus forte reste peut-être 16... Tf8 ; si 17. Cb5, Dxf1 ; 18. Df3, Df2 ; 19. Fxf7+, Rg7 ; 20. Fd7, Ff5 ; 21. Fxf8+, Rxf7 ; 22. Fh6, Cg6 ! ou 22. Dxb7+ ; Cd7 ! ; 23. Dxd7+, Rg8 ! l'échec donné par les Noirs semble peu heureux.

l) Si 20... Rg7 ; 21. Fb6+, Rf6 ; 22. Tf1, Td5 ; 23. Dg5+Rf7 ; 24. Dg7+, Rf8 ; 25. Cb5 ! et le mat est proche.

m) La double menace 24. Df7+ et 25. Dxc7 mat ou 25. Dxc8+ est imparable.

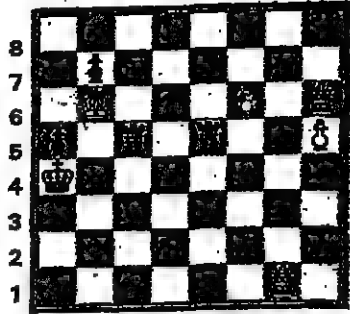
n) Conclusion : il valait mieux poursuivre par 16... f5 (ou 16... Tf8) (et non 16... Fd4+) ; 17. Txf5, gxf5 ; 18. Fxf7+, Rxf8 ! (et non 18... Rxf7 ; 19. Dh5+, Rf8 ; 20. Tf1, Fd4+ ; 21. Rh1, Td6 - si 21... Df2 ; 22. Fd7+ ! - ; 22. Txf5+, f6 ; 23. Fb6+, Rg8 ; 24. Dg7+, Rf7 ; 25. Txf6+, Txf6 ; 26. Dg7+, Rf6 ; 27. Dd7+, abandon (Vladimirov-Doda, 1967) ; 19. Fx68, Dxc3 ; 20. Fd7+, Rf8 ; 21. Dh5+, Rf7 ; 22. Dxf5+, Rf6 ; 23. Dd4 et les Blancs devaient se contenter de la nulle.

(d 8... Rxd5 ; 9. Cc3+ ; 9. Cc3, Rxd4 ; 10. Cc3+ et le C blanc est roqué en g2, via f4-f6-g7-h6-g4-f3, Rxd5 ; 11. Cc4+ suivi de 12. Cx42 et les Blancs gagnent. Une merveille.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1336

V. KOZIREV
(1987)



BLANCS (4) : Rb6, Td1 et h6, Ff6.
NOIRS (5) : Ra4, Tc5 et e5, Fd4, b7, b5.
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1336

A. KUZNETSOV et O. PERBAKOV
(1987)

(Blancs : Rh1, Cc2, Fg2, Pg5, g4, a2.
Noirs : Rf7, Ra6, Cd5, Pa3, g6.)

1. Fh3, Rb6 ; 2. Cc4, Rb6 ! (et non 2... Rb5 ? ; 3. Cxc6+, Rd4 ; 4. Rg2 et le pion y gagne) ; 3. Fxd5 (et non 3. Cxc6 ? Cc3) ; 4. Cc6 !, Fg8 (si 4... Rxd5 ; 5. Cg7+ ; 5. Cg7, Rb6 ! ; 6. Cb8, Fxg4 ! (et non Rxd5 ; 7. Cb6+ ; 7. Cb6 ! (si 7. Fb3 ? ; Fb3 si 7. Fb4 ? Fb6) ; Rb5 ! ; 8. Cg4 !, Fb2 !

neurs et huit levées de jeu et, si on l'évalue en points, on arrive à 20 points en comptant les plus-values des honneurs et 5 points pour la distribution (2 pour la sixième et la septième carte, 1 pour le doubleton et 2 pour le singleton).

COURRIER DES LECTEURS

« Estimez-vous, demandez un lecteur, que les sponsors jouent un rôle important et utile dans le bridge ? »

Comme dans la plupart des disciplines, les sponsors contribuent au développement des activités qui les financent. C'est le cas pour le bridge ou, sans leur aide, les grands tournois ne pourraient avoir l'importance qu'ils ont. La seule contrepartie est que la plupart des grandes équipes sont financées par un sponsor-joueur qui n'est pas toujours un champion et qui diminue par conséquent la force intellectuelle de l'équipe.

PHILIPPE BRUGNON.

bridge

N° 1334

TOP A JUAN-LES-PINS

Cette manche jouée au cours de l'Open par paires d'un des Festivals de Juan-les-Pins a rapporté au top la paire Barety-Palau les gagnants du tournoi. Il était facile de chuter comme l'a prouvé un champion olympique polonais.

♠ D
♥ 10732
♦ AR754
♣ D75

♠ V1032
♥ 9865
♦ D82
♣ A9

♠ R9874
♥ R
♦ 1093
♣ RV103

♠ A65
♥ ADV4
♦ V6
♣ 8642

A plusieurs tables les annonces Ouest donneur et N-S vulnérables ont été les suivantes :

Ouest	Nord	Est	Sud
3 ♠	contre	1 ♠	contre
3 ♠	contre	3 ♠	contre

Ouest ayant entamé le Valet de Pique pour la Dame et le Roi, comment Jean-Jacques Palau, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

RÉPONSE

Où peut-on espérer faire dix levées sinon en affranchissant les Carreaux par une coupe ? Le déclarant doit donc jouer tout de suite atout (après être monté au mort par le Roi de Carreau), mais, attention, car c'est la clef du coup, il faut prendre soin de jouer un petit Cœur (et non pas par le 10 de Cœur). Or, sur le 2 de Cœur, le Roi de Cœur apparaît et le déclarant doit en déduire qu'il est sec et qu'il faut remplacer le jeu d'affranchissement par un jeu de double coup dont voici le déroulement : il tire As Roi de Carreau, coupe le 4 de Carreau avec le 4 de Cœur (en espérant ne pas être sur-

coupé), coupe le 5 de Pique avec le 3 de Cœur et un Carreau avec le Valet de Cœur. Il coupe le dernier Pique avec le 7 de Cœur, et le cinquième Carreau avec la Dame de Cœur. Enfin il fait le doubleton joué avec le 10 de Cœur qui est mort.

An total Palau a réalisé l'As d'atout, trois Piques (dont deux coupes), cinq Carreaux (dont trois coupes) et le 10 d'atout.

On voit que, si on commence par le 10 de Cœur comme l'a fait le Polonais Pasybora, on joue trop vite, le contrat est infaisable.

DEUX ROUTES VERS LE BUT

Lorsque cette donne a été jouée dans un tournoi par paires les déclarants qui ont chuté le contrat de 5 Cœurs ont été nombreux, et ils ont probablement tous cru qu'ils avaient eu de la malchance. Peut-être, mais ils avaient mal joué car il y avait deux façons de réussir le contrat !

♠ A87
♥ V1052
♦ AV8
♣ 875

♠ DV652
♥ V
♦ 09752
♣ 9432

♠ 103
♥ ARD8764
♦ 3
♣ AV10

Ann. : N don. N-S vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 ♠	3 ♠	4 ♠
4 ♠	passé	passé	5 ♠
5 ♠	passé	passé	passé

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Sud doit-il jouer pour réussir CINQ CŒURS contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

L'ouverture de « 1 Cœur » est correcte, mais il n'est pas exclu d'ouvrir de « 2 Cœurs » car la main contient au moins trois levées d'hon-

scrabble®

N° 321

LE BON CHOIX

En cette chaude journée de printemps, vous êtes dans le grand hall du casino de Vichy, bien calé dans votre fauteuil Second Empire, un des 600 scrabbleurs participant au Festival et jouant les mêmes parties.

Devant vous, la célèbre statue d'Arlequin, de Saint-Marceau. Vous vous posez la question : peut-on jouer ARLEQUIN ? Certes ! Et « arlequin » ? L'an prochain, peut-être... Le tournoi est très ouvert en l'absence du jeune retraité Michel Duguet.

Celui-ci est avantageusement remplacé par le logiciel Duplicera qui trouve tous les tops, « collants » ou pas, en quelques secondes. Vous, bien sûr, n'avez aucune prétention, surtout après une première manche fustée.

Premier coup de la seconde manche : vous jouez CHOIRA et « pastille » soigneusement le début et la fin du mot pour des rajouts éventuels. Bien vous en a pris : au quatrième coup, vous posez BUTONS

faisant CHOIRAS. Au sixième coup, vous jouez avec délectation un mot 1989 : KIEF, sieste qui béatifie les Turcs, faisant « échoirs ». Las ! un zéro pointé vous réveille : ÉCHOIR ne s'emploie qu'aux troisième personnes. Vous enlevez la pastille qui précède CHOIRAS.

Quatorzième coup : ultime déchéance, vous perdez 21 points en tant que DÉCHOIRAS.

CHOIR est donc déficitaire, mais certaines flexions manquantes peuvent être suppléées par des formes de CHOYER : CHOYONS, CHOYEZ, CHOIE, CHOIES. Enfin ÉCHOIR, contrairement à CHOIR, a un subjonctif présent :

« Qu'une alternative pareille
Un de ces quatre jours m'échoie
C'est, j'en suis convaincu, la
[vieille
« Qui sera l'objet de mon choix. »
(G. Brassens.)
MICHEL CHARLEMAGNE.

FESTIVAL DE VICHY
(4^e manche)
Samedi 6 mai 1989.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le restant du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse Illustré (PLI) de l'année.

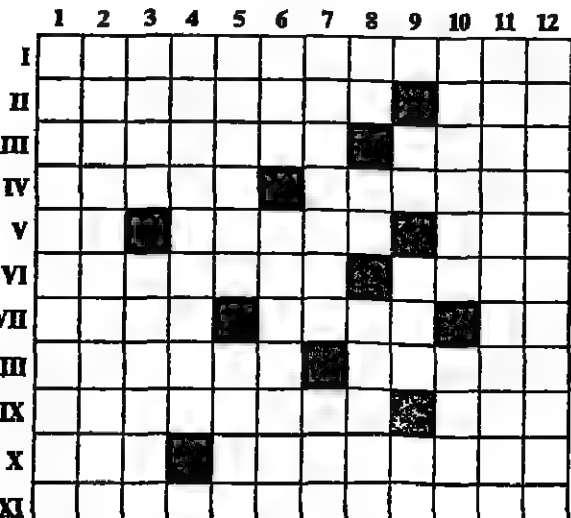
N°	TIRAGE	SOLUTION	REX	PTS
1	DOULEUR	SONORE	H3	14
2	L+NAVYLE	VOLLEYA	4G	28
3	N+OEEERAN	RAYONNER (a)	L2	68
4	JEFFROI	(A) JELOIR (b)	7A	68
5	APANAHZ	HAN (A) P	A4	39
6	AZH+IUST	ZIST	10J	51
7	UAH+SRUI	RUIH	12J	34
8	AUO+TBE	KUBE	05E	25
9	TUI+WFNU	WU	01E	25
10	UNZET+RE	REZENUE (c)	5D	23
11	N+RETINAL	RENNAL	K8	26
12	AEATEIO	QARATE (d)	08E	26
13	TE+EDSOG	DEGOISE	C9	77
14	URGAMI?	GRUM (E) LAI	15F	80
15	BVMIED	VENI	01E	38
16	MEI+PTEK	KIT	01E	38
17	BMI+TSD	IAS	14J	52
18	PMEDI+OE	PIED	15A	27
19	BMOF+MCA	BAC	07E	34
20	FOIM+XUE	GOMMEUX	11C	28
21	E+ISTIC	TALLIS	3E	28
22	EIC	OC	12C	16
	Total			969

a) En forme de rayon. b) OFFICIEL, 8 R, perd 1 point. c) Le logiciel Duplicera trouve ce coup. d) Changé au 600 joueurs : TENEUR, K 3, 24, d) ou CARATE ou KARATE, qui ne nous conviendrait pas.

L.F. Flaven et Ch. Pierre (Ed.), 908, 3, P.-O. Gouget, 906.
Membres du jury : 1. Flaven, 2. Pierre (Ed.), 3. Gouget, 4. Block, 5. Vieux, 6. Le Far, 7. Fritsch, 8. Dorje, 9. Clavet, 10. Vigor.

mots croisés

N° 563



Horizontalement

I. Il n'est pas homme à garder sa réserve. - II. Absente, pour un temps, espérons-le. Livre. - III. On peut aimer leur odeur. Mal nécessaire. - IV. A faire dans quelques jours. Une conclusion pour certains, un commencement pour d'autres. - V. Déglingole. Remise dans le bon sens, elle a un bon résultat. Dans le Midi. - VI. Drôle de sommet ! Unis. - VII. On les a mis de côté. On les a mis à l'envers. Note. - VIII. N'a pas d'aspérités. Pyrénéenne. - IX. Lignes de crête. Nouvel.

Verticalement

1. Est tout sauf austère. - 2. Faites au pif ? - 3. Moitié. Quand on n'a pas faim, on en utilise le bout. - 4. Il serait raisonnable de s'en passer. - 5. Le sommeil n'est pas ce qu'il cherche. Un clan bouleversé. - 6. Ce n'est pas comme cela qu'il a été brûlé. Fit un travail d'orfèvre. - 7. Servent à utiliser leur métier. Sur le champ. - 8. Note. Conjonction. A pris une jolie tenue. - 9. On peut en faire ou on peut le dire. Il a perdu des forces. En tête. - 10. Cachera. Parti. - 11. Il est naturellement en un seul mot. - 12. Elles sont capables de tout.

SOLUTION DU N° 562

Horizontalement

I. Publicitaire. - II. Étoile. Éclat. - III. Niet. Dalmate. - IV. Illimité. Si. - V. Cili. Glosier. - VI. Item. Luc. Est. - VII. La. Acéto. - VIII. Libre. Spider. - IX. Irrita. Avisé. - X. Néon. Rogation. XI. Escaladrement.

Verticalement

1. Pélicelle. - 2. Utilitaires. - 3. Bielle. Broc. - 4. Lori. Marina. - 5. Lori. MG. Cet. - 6. Cédille. Ara. - 7. Atouts. Od. - 8. Télescope. - 9. Aimée. Nivar. - 10. Ida. Réédité. - 11. Retz. Eson. - 12. Ereint.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 565

Horizontalement

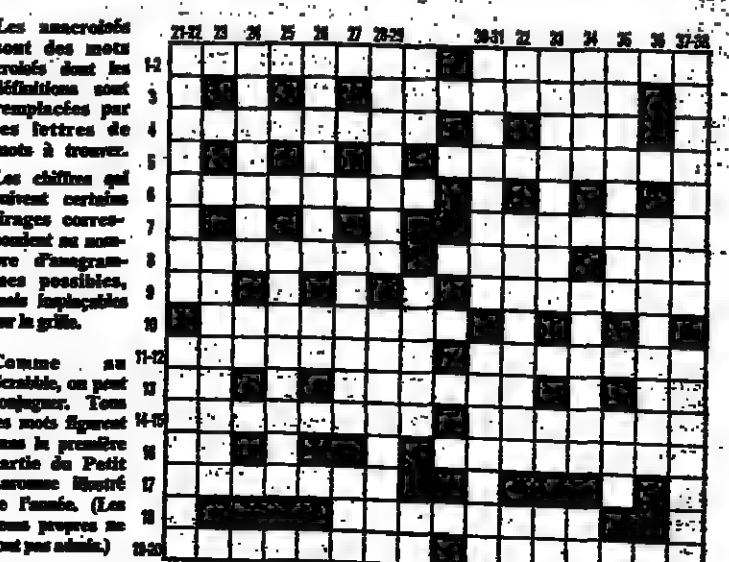
1. EORRUVY. - 2. AAEIPRS (+3). - 3. EIMOPSTU. - 4. ADDEIRR. - 5. AHHNOSS. - 6. CCEELLR. - 7. ABBIOU (+2). - 8. ABLORSU (+1). - 9. AETMRSS (+4). - 10. DEGINNORT. - 11. CEELPTU. - 12. EEHLOT. - 13. AHLNSU. - 14. EEDMNST (+6). - 15. EEDMNRV (+1). - 16. EEEHRSV (+1). - 17. EELLSU. - 18. AAEHNRK. - 19. EEOOSSTX. - 20. AAEHINTT.

Verticalement

21. ACDEILRU (+1). - 22. AAEPTU. - 23. EGINORSU (+2). - 24. ABERSV (+2). - 25. ABCE-NORT. - 26. ADELORY. - 27. ADMRU (+1). - 28. ABELMOPR (+1). - 31. AAEINTV (+1). - 32. ACDERSS. - 33. AAAMPST. - 34. AEMOX. - 35. EENNRSSU. - 36. DEEHNT. - 37. EOPRSTU (+1). - 38. EEEINTT.

SOLUTION DU N° 564

1. BURGERS. - 2. BAINSAMES (ABMASSE). - 3. ALIENEE.



Horizontalement

4. ONDOIERA. - 5. FICTION. - 6. ALLOGÈNE (ALLONGEE). - 7. NAUCORE. Insecte carnivore. - 8. VANNERIE. - 9. PILEUSES (PILEUSES). - 10. ETUDIES (EUDISTE SEDUTE). - 11. RESA. - 12. SER. - 13. FASCES. - 14. NAN. - 15. TIMES (MANNITES). - 16. PRESER. - 17. TRIOMPHIA. - 18. OCREUSE (COUREES, etc.). - 19. ALLIERS (ALLIERS, etc.). - 20. RESSENS. - 21. BIAISANT. - 22. AUBERES. - 23. BANANIER. - 24. IMPORTA (ROMPAIT TROMPAQ). - 25. ULULANT. - 26. ARCEAU.

Verticalement

27. USINIERS. - 28. GENOCIDE (CONGEDIÉ). - 29. IRONIQUE (ONRIQUE). - 30. REFERMER. - 31. SURINEES (REUNISSE). - 32. VIREMENT. - 33. ANIMALES (LAINAMES MALBAINE). - 34. SURAIQU. - 35. IDONES. - 36. PILAGE (PLAGIE PLIAGE). - 37. ACHOLIES, arrêt de la circulation de la bile. - 38. TESLAS (LESTAS). - 39. ACHOLIES, arrêt de la circulation de la bile. - 40. CARPRAUX. - 41. ERO. - 42. SEBASTIE (SEBASTIE). - 43. SEBASTIE (SEBASTIE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

LA TABLE

Escalopes à l'étrangère

La winner schnitzel est sans doute le plat autrichien le plus connu du monde entier. Cela s'explique par son nom même, qui évoque Vienne, la « ville exquise », ses *gasthofs* et ses *heurigen* d'opérette, son passé artistique et historique.

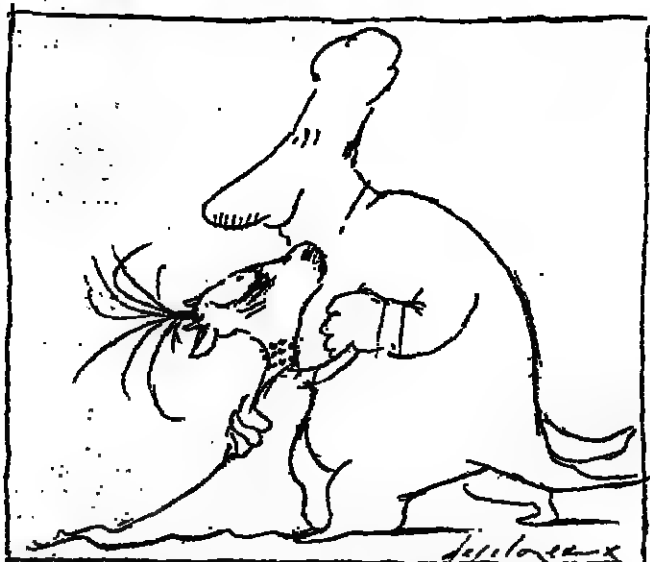
Mais en vérité l'escalope de veau à la viennoise n'est pas la base la plus familière, ni le veau la viande la plus consommée.

Escalope ! Si le Larousse spécifie tranche de viande blanche ou de poisson, le Petit Robert, qui signale dès l'an 1691 un « veau à l'escalope », ne limite pas le terme à la viande blanche et il y a, en Autriche, des schnitzels de bœuf et de porc. Mais à Vienne il s'agit bien de veau et, même, les puristes veulent cette escalope coupée dans le *kaiserroll*, le « morceaupé impérial », c'est-à-dire la noix de veau.

La schnitzel peut être alors une nature schnitzel (meunière), une pariser schnitzel, une sardellen schnitzel (fourrée de pâte d'anchois), une paprika schnitzel (au paprika), une rahn schnitzel (à la crème), etc.

Mais la simple et vraie winner schnitzel est une tranche mince de jeune veau de lait, à la chair tendre et rose clair, aplatie au pilon, saïlée des deux côtés puis rapidement roulée dans la farine, trempée à l'œuf battu, chapelurée et cuite alors à petit feu dans du saindoux brûlant. Là-bas, elle est accompagnée le plus souvent de deux salades, verte et pomme de terre.

C'est évidemment trop simple pour nous et sans afféteries. Alors



les chefs y ajoutent un filet d'anchois rôlé surmonté d'un câpre, des rondelles de citron, que sais-je ? Ont-ils raison ? Je ne sais plus qui écrivait que la winner schnitzel doit être d'un brun doré « comme le bois des stradivarius ». Ah ! que j'aime ! Viendrait-il à l'idée d'un Bruegel peignant un stradivarius d'y poser, à côté, l'éclair d'une rose rouge vif où d'un vert feuillage ? Sûrement pas. Il garderait l'unité du ton parce qu'elle n'est plus, là, monotone mais plénitude.

Encore moins valable est l'escalope viennoise proposée couverte d'un hachis d'œuf dur. L'important reste qu'elle doit être, sous sa carapace de panure sèche, onctueuse et goûteuse.

Onctueuse, certes, mais sèche, extrêmement sèche. Ne dit-on pas

à Vienne qu'une jeune mariée doit pouvoir s'asseoir dessus sans tacher sa blanche robe ?

A Paris, la winner schnitzel ne court point les cartes. Elle figure sur celle du Vieux-Berlin (32, avenue George-V, tél. : 47-20-88-86), l'excellent restaurant que l'on sait, et dont le chef, pour satisfaire à l'espérance française, y ajoute le filet d'anchois. Curieusement, ne rejoint-il pas ici une version allemande de la viennoise : l'escalope Holstein ?

Diplomate de l'Empire, le baron Frédéric von Holstein aimait, lui, la viennoise couronnée d'un œuf-frit et enlacinée de filets d'anchois. Curieusement, cette escalope Holstein, vous la trouverez à quelques pas du Vieux-Berlin, au Relais (12, avenue George-V, tél. : 47-23-39-58),

aimable petite maison voisinant le Crazy Horse Saloon.

Notez enfin (mais qui peut l'ignorer, tant il y a de restaurants italiens ou pseudo-italiens à Paris ?) qu'escalope, outre-Alpes, se dit scaloppine et que plus simplement on les propose, là-bas, « à la limone » c'est-à-dire au citron. La différence est qu'elles sont cuites à l'huile d'olive et que la poêle est dégraissée au bouillon, donnant ainsi une sauce qui sera beurrée, citronnée avant de napper la viande. Que cette évocation me persuade de citer le Carpaccio (hôtel Royal-Monceau, 35-39, avenue Hoche, tél. : 45-62-76-87), où, avant les scaloppine di vitello al limone, vous pourrez, sans sortir de la famille, découvrir un carpaccio de veau dans sa sauce aux truffes noires original et savoureux.

LA REYNÈRE.

MIETTES

● En Suisse, au Hilton de Genève, où le nombre des chambres a été porté à quatre cent vingt, le restaurant Le Cygne est un des meilleurs, sinon le meilleur, de la ville de Calvin. Son sommelier, Jean-Pierre Esmaïère, vient de se voir attribuer le prix Montrachet. A Fribourg s'est ouvert le Parc Hôtel (37, route de Villars) avec un restaurant, une brasserie, un piano-bar.

● Un prix Alexandre Dumas. C'est le 21 octobre que sera décerné, chez Bernard Loiseau, son successeur aujourd'hui, le prix Alexandre Dumas à la mémoire du grand cuisinier de l'hôtel de la Côte-d'Or à Saulieu.

VOYAGE

L'Australie vue de Darwin

(Suite de la page 13.)

Darwin soudain change et, si on dressait l'oreille, on peut reconnaître le cri moqueur du kookaburra, l'oiseau rieur.

Il est vrai que nous sommes à trois heures de route d'une terre aborigène par excellence : Arnhem Land, succession de plaines, de parcs rocheux, de plaines qui, elles, ne vivent pas que de la pluie. La nuit, on repère les crocodiles à l'aide des phares de la jeep : leurs yeux sont des concentrés de miroirs. On n'entre pas sans permis ni guide. Aussi est-il préférable de stopper un peu avant, au parc national de Kakadu : le royaume des oiseaux et, plus particulièrement, avec ses longues parties rouges, son torse blanc, son cou noir, du jabiru. Si le crocodile rôde aussi, on peut cependant admirer sans aucun danger des fresques préhistoriques parmi les plus belles et les plus vieilles au monde — quatre mille ans ! On y sent, précis, l'élan de la vie, tant certains chasseurs dessinés évoquent l'image entrevue, en un dixième de

seconde, d'un sprinter aux Jeux olympiques. L'œil-caméra était déjà là.

A Darwin, le ciel maintenant se mue en un gigantesque champ de bataille. Comme chaque soir, en cette saison, deux camps bien distincts : une immense nappe d'azur, qui tient bon du côté de la mer d'Arnhem, et, côté terre, une cavalerie de nuages noirs. La ville, avec ses quarante mille éclairs entre octobre et janvier, défile le record du monde des orages, spectacle à la mesure de ce pays-continuité.

Les voitures réapparaissent avec la nuit. La plupart empruntent les rues en pente, vers la mer. Elles s'arrêtent dans l'immense parking qui entoure la « pyramide » de Darwin, toute illuminée. On vient jusqu'à Singapour ou du sultanat de Brunei car, au quatrième étage de cette construction linéaire, à l'abri des regards, il est possible pour certains de jouer sans limitation de mises — du moins jusqu'à ces derniers mois, — selon les confi-

denances d'un ancien croupier. C'est le casino de Darwin. Au rez-de-chaussée, pas loin des tables de baccara ou de roulette, existe une autre zone sans limite : aux cris que poussent, endiablés, les joueurs de « two-up », sous l'œil de deux arbitres : l'un de chaise comme au tennis, l'autre de tapis comme à la boxe. La partie consiste à lancer deux pièces de monnaie en l'air. On parie : « pile » ou « face », mais on ne peut gagner que si les deux pièces retombent en formant un couple jumeau : deux « pile » ou deux « face ». Sinon, on recommence. Lance qui vent, sous les cris et les quolibets. Ce jeu remonte à l'époque des pionniers.

Puis, défiant les conseils de prudence de tous les conseils hono- raires de Darwin, j'ai gagné en taxi la « cage », pas de toit ni de murs, mais seulement une cage, une vraie, en plein air, en pleine nuit, où s'entasse comme des fauves toute la jeunesse tatouée de la ville. On danse, on joue, après s'être déchaussés, à se lancer des crabs vivants dans les pieds. Parfois, c'est à qui avalera le plus de grenouilles, évidemment vivantes elles aussi. Les combats entre femmes sont également prisés, pas très loin de là, à condition toutefois qu'ils aient lieu dans une piscine au préalable remplie de haricots rouges en boîte.

On songe soudain à ce que No Fixed Address, (sans domicile fixe), le premier groupe rock aborigène, venait d'enregistrer : « Nous avons survécu au monde des Blancs, malgré l'horreur et la tourmente... »

Bientôt, en effet, ce fut l'aube.

JEAN-PIERRE BAROU.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE DIT DE PPTÉ, élevé en foudre de chêne, uniquement pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : REDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (B), « Les Alambours », VENTOUILLÉ, 51200 ÉPERNAY, 26-05-45-31.

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LAHONDE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie
10 rue de la République
10 rue de la République
10 rue de la République
10 rue de la République

CHEZ HANSI
La grande brasserie
3 place de la République
Paris 11^e
Angèle Montpachon
Rue de la République
Réservation : 45 48 56 42

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace	Provence
65590 SAINT-HIPPOLYTE HOTELLERIE MUNSCH*** Pied du Haut-Koenigsbourg. séjour agréable, promenade, 1/2 pension. Tél. 89-73-00-09.	DROME PROVENÇALE 4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., etc. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibis, Chambré, golf, TV, Tél. dir. Mlle Colombe AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES. 26110 NYONS - Tél. 75-26-12-89.
Aquitaine ENTRE MER ET MÉDOC HOTEL RESTAURANT***NN Parc fleur 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, prox. golf. 1/2 pension 260 F. LES ARDELLÈRES, 33160 SALAUNES. Tél. 56-58-58-58.	Sud-Ouest PÉRIGORD AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS***NN PISCINE 1/2 pension à partir de 180 F. 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD Tél. 53-25-95-94.
Campagne 81170 Les Cabannes-Cordes TARN Pension de Famille***NN « CHEZ BARAS » Calme - Repos - Pétanque Promenades. Circuit des Bastides médiévales. Ouvert toute l'année. Pension 175 à 195 F. Tél. : 63-56-02-51. « CHEZ BARAS » 81170 Les Cabannes-Cordes	Grande-Bretagne 68 - QUEENSGATE EDEN PLAZA HOTEL 68 QUEENSGATE SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7 Tél. 19-44-1-370-6111. Téléc. 916228. Télécopieur 15-44-1-370-4570. Hôtel moderne et accueillant Près de Knightsbridge, Harrods Hyde Park, musées.
Côte d'Azur NICE HOTEL LA MALMAISON Best Western***NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 58 CH. DES ONDRIÈRES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Duval, 06000 NICE Tél. 93-43-82-84 - Tél. 93-43-82-85 Télécopieur 93-16-17-99.	Italie VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES*** Saint-Marc 1936 Réservation : 193941/52-32-333 Fax : 193941/52-03-721. Téléc. : 41-1-150 FENICE I.
Languedoc VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE Vallée de la CÈZE (Gard). M. Maurice COSTE (3 ^e génération) et l'HOTEL DU COMMERCE** 30000 GONDARGUES. vous proposent leur prix de pension com- plète, vin de pays et taxes compris. 1 ^{er} 5/5 au 31/5 de 165 F à 190 F (impôt ch. ind.). 6/1 au 31/6 de 185 F à 215 F (impôt ch. ind.). 24/8 au 31/10 de 165 F à 190 F (impôt ch. ind.). Réduction de 5 % pour 15 jours pleins (sauf du 6 juillet au 24 août). Accueil, confort, ambiance familiale, nombreux loisirs tels que baignade, tennis, mini-golf, location de vélos, ran- données pédestres et excursions en car de l'hôtel plusieurs fois par semaine. Régimes assurés. Doc. rapide sur demande au 66-83-28-68.	Suisse LEYSIN (Alpes vaudoises) 1300 m, à 4 h 30 de Paris TGV. Site alpin + climat bienf. + sports. Randonnées, détente, soleil. Hôtels de famille E. & G. w.k. Belle vue. FORFAIT 7 j. (douches/wc) 1/2 pens. 1 690 FF, pens. 1 950 FF. Préfixe tél. Leysin : 19-41/25-... HOTEL PRIMEVERE , tél. 34-11-46. Prix centre et sports. Spéc. du pays. HOTEL ORCHIDES , tél. 34-14-21. Vue panoramique, prix spéc. familles. HOTEL PAIX/VEUX PAYS , tél. 34-13-75. Accès train idéal. Tranquille, gourmand.
Montagne 05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc rég. Site classé. Village XVIII ^e s. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randon. pédestre. LE VILLARD , tél. 92-45-92-08 Tennis, billard. Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour. BEAUREGARD , tél. 92-45-82-62. Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.	HOTEL SYLVANA*** Vos vacances à la montagne Tennis, randonnées pédestres. Splendide panorama. Chambres tout confort. Mai-juin : demi-pens. 62 FS (env. 240 FF). Réduction 3 ^e âge : 8 %. Fam. MONTALI. Tél. : 19-41/25/34-11-36
Paris SORBONNE HOTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleutr. Tél. direct. De 250 F à 350 F. - Tél. 45-54-92-55.	TOURISME ÉTÉ 1989 SÉJOURS ENFANTS A LA MONTAGNE (agréé Jeunesse et Sports) Haut-Doubs. Alt. 900 M. TGV 3 heures de PARIS Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII ^e siècle, confort- ablement restaurée, au milieu des pâtu- rages et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, poney, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain... Prix : 1 650 F par semaine / enfant. Tél. (16) 81-38-12-51. LE CRÊTE L'AGNEAU 25600 MONTENOIT

مذاكرات الأصل

● **Jean-Paul II en Suède.** — Le pape est arrivé, jeudi 8 juin, à Stockholm pour un séjour de quarante-huit heures en Suède, dernière étape de sa tournée en Scandinavie. Il a célébré une messe devant quinze mille personnes, a été reçu par le roi Carl XVI Gustav et sa famille au palais royal puis a eu un entretien avec le premier ministre, M. Ingvar Carlsson. Jean-Paul II s'est entretenu aussi avec M^{me} Lisbet Palme, la veuve de l'ancien premier ministre Olof Palme, assassiné le 28 février 1986. — (AFP, A.P.)

Société

JUSTICE

Le détournement de fonds au préjudice de Carcassonne

Quatre ans de prison requis contre André Orta

Le ministère public a requis, jeudi 8 juin, quatre ans de prison contre le promoteur bordelais André Orta, qui répond devant le tribunal de Montpellier, d'un détournement de 67,4 millions de francs (le Monde du 9 juin).

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

« On reste sur sa faim », s'est exclamé M^{me} Elisabeth Bancal, en préambule de son réquisitoire contre André Orta. M^{me} Bancal, substitut du procureur de la République, rappelle que le tribunal de Montpellier n'est compétent « que pour une partie » de l'affaire Orta, c'est-à-dire le seul détournement de 67,4 des 71 millions de francs qui auraient dû financer la construction de l'Espace international de séjour de Carcassonne. « Les acteurs étaient là et pas là », remarque M^{me} Bancal. Bref, si l'on effleure le dossier c'est en raison du décapage

judiciaire dont il a fait l'objet et pour mille autre raison.

M^{me} le substitut, au cours de l'audience du 7 juin, avait affirmé d'un ton tranchant que « la méthodologie des magistrats n'a pas été inspirée par la chancellerie. Ils n'ont reçu aucune instruction ». Même à ses yeux si Orta « ne fait pas de révélations » supplémentaires au sujet des destinataires des 4,3 millions de francs versés « à des partis politiques », ce n'est pas parce que le magistrat instructeur n'a pas voulu aller plus loin, c'est parce que Orta ne dira rien, que « c'est sa défense » et qu'il entend l'assurer ainsi.

M^{me} Bancal a même souligné, « salutaire », le « calme, la sérénité, la réserve et peut-être une certaine tranquillité d'esprit » du prévenu.

Un homme tranquille ou un escroc ?

Le président d'Aquitaine-Loire international et des associations satellites a été inculpé de faux et usage de faux en écritures privées, escroqueries et abus de confiance. L'ordonnance de renvoi devant le tribunal de grande instance de Montpellier avait retenu ces trois chefs d'inculpation. Mais finalement le substitut du procureur de la République devait abandonner le deuxième. A ses yeux, en effet, il n'y a pas suffisamment de « preuves dans le dossier » pour permettre d'affirmer que cet homme tranquille était un escroc.

Le parquet a donc requis une peine de quatre ans d'emprisonnement à l'encontre d'André Orta et un an de prison dont six à huit mois avec sursis contre le notaire bor-

lais, Jacques Lacoste. Ce dernier qui poursuivait pour complicité d'abus de confiance et recel. Il avait passé l'acte d'achat d'un ensemble touristique en Gascogne pour le compte d'Aquitaine-Loire international et accepté de régler la transaction par un chèque tiré sur les fonds destinés à construire le Centre de séjour de Carcassonne. Au passage, il avait encaissé des honoraires sur le même compte. Tout cela « sans vérification ». C'est ce que lui reproche l'accusation.

Les défenseurs d'André Orta, M^{me} Tosi, Bourliand et Ducoc-Ader ont plaidé la relance de leur client. M^{me} Kiejman et Favreau ont fait de même pour le notaire bordelais. « On crée à son sujet : haro sur le boudin », a ironisé M^{me} Kiejman, et on l'accuse d'une légèreté insoutenable. Mais a plaidé en substance le défenseur, cette légèreté était-elle plus insoutenable que celle du directeur du Crédit agricole de Carcassonne, qui avait mis en contact André Orta et le maire de la ville, Raymond Chesca et qui « n'a rien dit quand l'argent a été affecté à d'autres destinations » ? Est-elle plus insoutenable que celle du directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations « qui a donné l'ordre puis s'est désintéressé du dossier » ? Plus insoutenable, enfin, que l'attitude du procureur de la République de Carcassonne qui, « en novembre 1988, informé de cette affaire laisse quelques jours à André Orta pour restituer les fonds ? » Bref, aux yeux de M^{me} Kiejman « le mal dont tous étaient atteints, le maire, les banquiers et les autres », c'était la confiance accordée à André Orta.

Le jugement de cette affaire sera rendu à Montpellier entre le 22 et le 26 juin.

GINETTE DE MATHA.

« Les Versets sataniques » en justice

Le tribunal de Paris juge prématurées les actions des associations musulmanes

Il n'est pas possible de juger du contenu d'un livre qui n'est pas encore paru. C'est en substance l'argument principal invoqué par le tribunal civil de Paris pour rejeter les demandes formées en référé par treize associations musulmanes rendues inquiètes par l'annonce d'une édition française des Versets sataniques de Salman Rushdie, qui doit être publiée dans le courant du mois de juin par Christian Bourgois. Neuf de ces associations et cinq ressortissantes tunisiennes avaient assigné l'éditeur afin que le tribunal ordonne l'interdiction et la saisie du livre ainsi que la désignation d'un expert chargé d'établir la justice sur « le caractère blasphématoire, raciste et profane » d'un ouvrage que la société Bourgois aurait été contrainte de produire avant qu'il soit publié. (le Monde du 1^{er} juin).

Le 5 juin, quatre autres associations islamiques avaient présenté les mêmes demandes sans toutefois exiger l'interdiction et la saisie.

Dans deux jugements distincts rendus jeudi 8 juin, la première chambre civile présidée par M. Robert Diet, président du tribu-

nal de grande instance de Paris, observe que si le juge des référés est compétent soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite, « il ne saurait l'être, comme en l'espèce, lorsque le dommage, faute de divulguer l'ouvrage, est de publication de l'ouvrage, reste encore éventuel ».

En ce qui concerne les demandes visant à obliger l'éditeur à fournir un exemplaire de l'ouvrage, le tribunal observe : « La mesure sollicitée, si elle était ordonnée, contraindrait l'auteur de l'ouvrage à un moment qu'il n'aurait pu lui-même choisir et aboutirait à une mesure de censure préalable par l'éditeur, alors qu'en considération du principe constitutionnel de la liberté d'expression reconnue à tout citoyen, la loi a institué un régime de responsabilité à posteriori personnel et en l'espèce aux Editions Christian Bourgois d'assurer pleinement et librement, et ainsi qu'elles l'entendent, les risques de la publication. »

MAURICE PEYROT.

L'affaire Pechiney

Nouvel interrogatoire de M. Max Théret le 13 juin

M. Samir Traboulsi a été entendu pendant quatre heures, jeudi 8 juin, par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction chargée du dossier Pechiney : « Ce s'est très bien passé », a déclaré à sa sortie le financier libanais, conseiller du holding américain Triangle Industries lors du rachat d'American National Can par Pechiney.

An total, et en trois auditions — le 14 février, le mardi 6 et le jeudi 8 juin — M. Traboulsi aura été entendu comme témoin durant dix-huit heures. Deux autres témoins ont été entendus, ces derniers jours, par M^{me} Boizette : M. Alain Boubill, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances, et M. Nadir Traboulsi, frère du financier libanais.

Mardi 13 juin, ce sera au tour du principal inculpé à ce jour dans cette affaire, M. Max Théret, de répondre aux questions du juge. Inculpé, le 3 mars, de délit d'initié, complicité et recel, M. Théret est l'un des gérants de la Compagnie parisienne de placements (CPL) qui a acheté 32 300 actions Triangle Industries dans la semaine précédant l'annonce de l'opération de rachat d'American National Can par Pechiney.

La veille de son interrogatoire, deux enquêteurs de la Sécurité et des Exchange Commission (SEC) amé-

ricaines arriveront à Paris. M. Théret continue de se battre sur le terrain juridique estimant la justice française incompétente pour poursuivre un éventuel délit boursier commis sur un marché étranger. En l'occurrence la Bourse de New-York. Si, comme cela est en ce sens et rejeté, M. Théret est décidé à se pourvoir en cassation, ce qui entraînerait un allongement de la procédure.

Enfin, la société Socofinance SA, de Genève, qui a acheté pour le compte de l'International Discount Bank d'Anguilla, 91 000 titres Triangle, du 18 août au 11 novembre 1988, c'est-à-dire durant les négociations confidentielles entre Pechiney et Triangle, nous a fait savoir qu'elle « tient à démentir l'expression des allégations qui la concernent » dans notre enquête.

« Les faits obscurs de l'affaire Pechiney » (le Monde du 25 mai). Socofinance SA, poursuit le communiqué, « n'est intervenue dans des opérations d'achat ou de vente d'actions Triangle ni pour son propre compte, ni pour le compte de ses organes ou actionnaires ; Socofinance SA n'a jamais participé à quelque titre que ce soit à des opérations de vente d'armes ou à des versements de commissions liés à des ventes ».

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

PROFESSEURS

Enseignement privé
Contrat Association rectorale
Matière : Physique - Lettres
cert. du sup. (1^{er} cycle) et
INSTITUTEURS DÉPÔNÉS
Tél. : 43-03-41-23.
Adr. C.V. : M. J. M. M. M.
55, bd du Midi.
93200 LE BANCY.

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

Pour import. Soit rach.
INGÉNIEURS ET
TECHNICIENS
SNC - TPE - SIEMENS
Analyse, programmation et
mise en route.
Point 2 ETI : 42-71-71-71.
51, rue de Turbigo, 3^e.
75001 PARIS.

AGENTS D'EMPLOI

Aide médicale internationale
recherche un candidat pour
mission internationale au Sud-
Soudan pour le 15 juin. Très
urgente. Indiquez 3 ou 4 copies.
48-36-04-04. Paris.

SECRÉTAIRES

Pour secrétaires et
internationales rach.
SECRÉTAIRES ET
ASSISTANTES
Bil. et exp. angl.-am.
marchés commerciaux.
Cours. L. exp. angl.-am.
Intern. ETI : 42-51-03-08.
27, r. Danielle-Casanova.
75011 PARIS.

LE THEATRE DE SARTROUVILLE

recherche
des relations publiques.
de l'administration
et de la production.
Envoyer lettre candidature et
C.V. à : SARTROUVILLE
Théâtre de Sartroville.
B.P. 83, 78505 Sartroville
Cedex.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune étudiante rech. pour le
mois de juillet petite travail
bureau ou autre.
48-36-04-04. Paris.

CLAVISTE

photocopie
(10 ans expérience)
cherche poste
MISE EN PAGE
ECRAN.
répon. Compagnie ou
Libre. Tél. : 44-78-70-64.

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges
Terre rare...
Dernière chance d'acquies à 5 km du Lavandou, face aux îles d'Or, l'un des plus
beaux terrains disponibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hec-
tares, climat, privé, gardé toute l'année.
Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à
POSIDONIA - Département vend. Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-
MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-64-85-05.

CANNES centre

37, rue de Stalingrad
Charmantes maisons de ville, standing.
3/4 pièces, terrasse, jardin.
quartier résidentiel calme.
commerces, frais de notaire réduits.
livrable ETE 90
Renseignements ventes :
SORIM, 383, boulevard Georges-Courtois
Tél. : 93-90-03-01

MANDELEU COTE D'AZUR

Investissez au Hameau des Grenadines
Résidence de loisirs
Parc de 3 hectares, piscines, Club House
2 pièces duplex meublé avec jardin
Garantie locative par contrat - Bureau de vente : 92-97-58-07
Documentation CONTACT IMMOBILIER
19, boulevard Gambetta, 06110 LE CANNET

COFINORD

LA BERNIERE
Port St Jacques.
Village de vacances.
Accès direct à la mer.
Plan d'eau. Piscine privée.
275 000 F*
Tél. (1) 42 61 39 79

PRES DE PORNIC

Villa 6 couchages +
cuisine équipée + jardin privé
(existe en appartement).
Gestion ou garantie locative BREVAC.
Coupon à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

ASSOCIATIONS

Appels
POÉSIE EN LIBERTÉ
MINUTE
3615 CLP
Conférences

Mardi 13 juin 1989
ROSE-ROSE FOL. « Homme
surrealistes-Homme effréné » à
19h, bd Saint-Germain
Paris 75006, 20 h 30

Ethique dans le bouddhisme
André, Prof. A. Bureau 11 juin.
81140, Villedieu-les-Poissieux.
Tél. : 03-14-25-15.

CATHANES DU LANGUEDOC
24 sept-3 octobre 1989, 2242 F.
Catharisme et catharisme.
LAZARET La Corniche.
36200 SÈTE. 87-53-22-47.

● Pris de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Chaque libellé à l'ordre du Monde Publicité, et adressé au plus tard
le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi dans le samedi
du Monde Publicité, 6, rue de Montesson, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

GROUPES SOCIALES

CONSEIL GÉNÉRAL
D'UN DÉPARTEMENT DE LA
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
recherche
ATTACHÉ - DESS
Collectivités locales ou forma-
tion en français public.
Adressez candid. + C.V.
à : 8322
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montesson,
75007 PARIS.

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montesson,
75007 PARIS.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Bel imm., p. de 1^{er} ét.
sal., bain, toilet., salon, s. à
manger, 3 chbres + 1 pch.,
cuis., lav., cab. de toil.,
2 w.c., 140 m² + serv.,
chiff. central individ.,
48, RUE DE RENNES
Sant., dent., lun., 14-17 h.

19^e arrdt
SIMON-BOLIVAR
Grand, beau 3 pces, logg.,
sur jard., 10^e ét., bain, 2
wc, cuisine des Fourneaux-Chaux,
samedi, 14-17 h.
42-02-57-79, le matin.

94
Val-de-Marne
CHARENTAIS
Dens. petite résid., appt
 indép., 2 chbres, sé-
jour, dress., s. de bain,
cuis., rdc, rdc, rdc, rdc,
samedi, 14-17 h.
42-02-57-79, le matin.

appartements
achats
Paris
11^e arrdt
110 à 140 m²,
sur pch. de 1^{er} ét., 14^e ét.,
10^e ét., 12^e ét., 13^e ét.,
14^e ét., 15^e ét., 16^e ét.,
17^e ét., 18^e ét., 19^e ét.,
20^e ét., 21^e ét., 22^e ét.,
23^e ét., 24^e ét., 25^e ét.,
26^e ét., 27^e ét., 28^e ét.,
29^e ét., 30^e ét., 31^e ét.,
32^e ét., 33^e ét., 34^e ét.,
35^e ét., 36^e ét., 37^e ét.,
38^e ét., 39^e ét., 40^e ét.,
41^e ét., 42^e ét., 43^e ét.,
44^e ét., 45^e ét., 46^e ét.,
47^e ét., 48^e ét., 49^e ét.,
50^e ét., 51^e ét., 52^e ét.,
53^e ét., 54^e ét., 55^e ét.,
56^e ét., 57^e ét., 58^e ét.,
59^e ét., 60^e ét., 61^e ét.,
62^e ét., 63^e ét., 64^e ét.,
65^e ét., 66^e ét., 67^e ét.,
68^e ét., 69^e ét., 70^e ét.,
71^e ét., 72^e ét., 73^e ét.,
74^e ét., 75^e ét., 76^e ét.,
77^e ét., 78^e ét., 79^e ét.,
80^e ét., 81^e ét., 82^e ét.,
83^e ét., 84^e ét., 85^e ét.,
86^e ét., 87^e ét., 88^e ét.,
89^e ét., 90^e ét., 91^e ét.,
92^e ét., 93^e ét., 94^e ét.,
95^e ét., 96^e ét., 97^e ét.,
98^e ét., 99^e ét., 100^e ét.,
101^e ét., 102^e ét., 103^e ét.,
104^e ét., 105^e ét., 106^e ét.,
107^e ét., 108^e ét., 109^e ét.,
110^e ét., 111^e ét., 112^e ét.,
113^e ét., 114^e ét., 115^e ét.,
116^e ét., 117^e ét., 118^e ét.,
119^e ét., 120^e ét., 121^e ét.,
122^e ét., 123^e ét., 124^e ét.,
125^e ét., 126^e ét., 127^e ét.,
128^e ét., 129^e ét., 130^e ét.,
131^e ét., 132^e ét., 133^e ét.,
134^e ét., 135^e ét., 136^e ét.,
137^e ét., 138^e ét., 139^e ét.,
140^e ét., 141^e ét., 142^e ét.,
143^e ét., 144^e ét., 145^e ét.,
146^e ét., 147^e ét., 148^e ét.,
149^e ét., 150^e ét., 151^e ét.,
152^e ét., 153^e ét., 154^e ét.,
155^e ét., 156^e ét., 157^e ét.,
158^e ét., 159^e ét., 160^e ét.,
161^e ét., 162^e ét., 163^e ét.,
164^e ét., 165^e ét., 166^e ét.,
167^e ét., 168^e ét., 169^e ét.,
170^e ét., 171^e ét., 172^e ét.,
173^e ét., 174^e ét., 175^e ét.,
176^e ét., 177^e ét., 178^e ét.,
179^e ét., 180^e ét., 181^e ét.,
182^e ét., 183^e ét., 184^e ét.,
185^e ét., 186^e ét., 187^e ét.,
188^e ét., 189^e ét., 190^e ét.,
191^e ét., 192^e ét., 193^e ét.,
194^e ét., 195^e ét., 196^e ét.,
197^e ét., 198^e ét., 199^e ét.,
200^e ét., 201^e ét., 202^e ét.,
203^e ét., 204^e ét., 205^e ét.,
206^e ét., 207^e ét., 208^e ét.,
209^e ét., 210^e ét., 211^e ét.,
212^e ét., 213^e ét., 214^e ét.,
215^e ét., 216^e ét., 217^e ét.,
218^e ét., 219^e ét., 220^e ét.,
221^e ét., 222^e ét., 223^e ét.,
224^e ét., 225^e ét., 226^e ét.,
227^e ét., 228^e ét., 229^e ét.,
230^e ét., 231^e ét., 232^e ét.,
233^e ét., 234^e ét., 235^e ét.,
236^e ét., 237^e ét., 238^e ét.,
239^e ét., 240^e ét., 241^e ét.,
242^e ét., 243^e ét., 244^e ét.,
245^e ét., 246^e ét., 247^e ét.,
248^e ét., 249^e ét., 250^e ét.,
251^e ét., 252^e ét., 253^e ét.,
254^e ét., 255^e ét., 256^e ét.,
257^e ét., 258^e ét., 259^e ét.,
260^e ét., 261^e ét., 262^e ét.,
263^e ét., 264^e ét., 265^e ét.,
266^e ét., 267^e ét., 268^e ét.,
269^e ét., 270^e ét., 271^e ét.,
272^e ét., 273^e ét., 274^e ét.,
275^e ét., 276^e ét., 277^e ét.,
278^e ét., 279^e ét., 280^e ét.,
281^e ét., 282^e ét., 283^e ét.,
284^e ét., 285^e ét., 286^e ét.,
287^e ét., 288^e ét., 289^e ét.,
290^e ét., 291^e ét., 292^e ét.,
293^e ét., 294^e ét., 295^e ét.,
296^e ét., 297^e ét., 298^e ét.,
299^e ét., 300^e ét., 301^e ét.,
302^e ét., 303^e ét., 304^e ét.,
305^e ét., 306^e ét., 307^e ét.,
308^e ét., 309^e ét., 310^e ét.,
311^e ét., 312^e ét., 313^e ét.,
314^e ét., 315^e ét., 316^e ét.,
317^e ét., 318^e ét., 319^e ét.,
320^e ét., 321^e ét., 322^e ét.,
323^e ét., 324^e ét., 325^e ét.,
326^e ét., 327^e ét., 328^e ét.,
329^e ét., 330^e ét., 331^e ét.,
332^e ét., 333^e ét., 334^e ét.,
335^e ét., 336^e ét., 337^e ét.,
338^e ét., 339^e ét., 340^e ét.,
341^e ét., 342^e ét., 343^e ét.,
344^e ét., 345^e ét., 346^e ét.,
347^e ét., 348^e ét., 349^e ét.,
350^e ét., 351^e ét., 352^e ét.,
353^e ét., 354^e ét., 355^e ét.,
356^e ét., 357^e ét., 358^e ét.,
359^e ét., 360^e ét., 361^e ét.,
362^e ét., 363^e ét., 364^e ét.,
365^e ét., 366^e ét., 367^e ét.,
368^e ét., 369^e ét., 370^e ét.,
371^e ét., 372^e ét., 373^e ét.,
374^e ét., 375^e ét., 376^e ét.,
377^e ét., 378^e ét., 379^e ét.,
380^e ét., 381^e ét., 382^e ét.,
383^e ét., 384^e ét., 385^e ét.,
386^e ét., 387^e ét., 388^e ét.,
389^e ét., 390^e ét., 391^e ét.,
392^e ét., 393^e ét., 394^e ét.,
395^e ét., 396^e ét., 397^e ét.,
398^e ét., 399^e ét., 400^e ét.,
401^e ét., 402^e ét., 403^e ét.,
404^e ét., 405^e ét., 406^e ét.,
407^e ét., 408^e ét., 409^e ét.,
410^e ét., 411^e ét., 412^e ét.,
413^e ét., 414^e ét., 415^e ét.,
416^e ét., 417^e ét., 418^e ét.,
419^e ét., 420^e ét., 421^e ét.,
422^e ét., 423

Informations « services »

PHILATÉLIE

« Le Serment du Jeu de paume »
par David

La Poste mettra en vente générale, mercredi 21 juin, un timbre à 5 F de la série artistique représentant le Serment du Jeu de paume, caquette de David.

L'épisode du serment du Jeu de paume fut déjà l'objet d'un timbre en 1939 pour le cent cinquantième anniversaire de la Révolution française. Rappelons que le 20 juin 1789, les députés du Tiers-Etat trouvent la porte de la salle des Menus-Plaisirs fermée et décident de se réunir dans la salle du Jeu de paume. Ils décident alors de « se jurer de ne jamais se séparer... jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides ».

Le timbre, au format horizontal 52 x 40,85 mm, est dessiné par Odette Baillaud d'après l'œuvre de David et imprimé en héliogravure en feuilles de trente.

* Vente anticipée à Paris mardi 20 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au kiosque de l'Assemblée nationale, 4, rue Aristide-Briand, Paris (7^e). (À noter qu'Odette Baillaud sera présente toute la journée pour signer ses œuvres); de 8 heures à 19 heures, à Paris-Louvre RP, 52, rue

du Louvre, et à Paris-Séguier, 5, avenue de Séguier; de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard.

Vente anticipée à Versailles (Yvelines), mardi 20 juin, de 9 heures à



18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la mairie, 4, avenue de Paris, et de 8 heures à 19 heures, au bureau de poste.

* Souvenirs philatéliques : Michel Thévenin, 28, rue de Satory, 78000 Versailles.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

En filigrane

● Ventes. - Soluphil (5, rue du Helder, 75009 Paris) organise une vente sur offres dont la clôture est fixée au vendredi 16 juin. Au programme, plus de deux mille lots de France, des colonies, du Luxembourg et du monde entier. A noter une belle lettre pour « Bucarest en Valachie » oblitérée grille avec cachet à date rouge, bande de trois 1 F carmin et 20 c noir sur blanc (départ 35 000 F); émission Présidence, 10 c bistre jaune en bande de trois, bord de feuille et filet d'encadrement, oblitération légère (départ 30 000 F); 1 F carmin foncé Cérés, neuf, grand bord de feuille avec filet d'encadrement (départ 35 000 F); un ballon monté daté du 10 octobre 1870 expédié en franchise par M. Kestner, ministre des postes, à sa mère, griffe bleue « Gouverneur de la défense nationale » (départ 60 000 F). Sol ensemble de la guerre de 1870-1871.

Réunion présente sa vente à prix nets 1989 (Galerie Elysées-La Boétie, 52, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris).

Avec plus de trois mille lots dont des 20 c noir (de 250 F à 13 000 F selon état), classiques, semi-modernes et modernes, éprouvés de luxe et d'artistes, timbres du monde entier. Beau catalogue sur demande.

● Champagne philatélique. - La champagne Leclerc-Briant propose une cuvée du Bicentenaire des Droits de l'homme. Caractère principal de cette cuvée : outre son bon millésime (1982), l'étiquette comporte la timbre Liberté de Claude Durand oblitéré « premier jour ». Le magnum a droit, en plus, au timbre La Fayette de Pierre Forget oblitéré « premier jour » (Leclerc-Briant, Cumières, 51200 Epernay).

● Exposition. - Le cercle philatélique lexovien organise les sixièmes Vingt-quatre heures auto-rétro, les 17 et 18 juin (souvenir philatélique-carte postale représentant Paul Cornu et son père au volant de leur automobile, 12 F plus port auprès de Claude Kertou, 1, résidence du Parc, 14100 Lisieux).

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

SAMEDI 10 JUIN

Dreux-Richelieu, 14 heures : affiches; Dreux-Montaigne, 20 heures : photographes anciennes et modernes.

ILE-DE-FRANCE

Corbeil, 14 heures : orfèvrerie, mobilier; Mantes, 14 h 30 : livres, mobilier.

DIMANCHE 11 JUIN

Argenteuil, 14 h 30 : archéologie; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux modernes; Sosa, 14 h 30 : tableaux modernes.

PLUS LOIN

SAMEDI 10 JUIN

Auxerre, 14 h 30 : Extrême-Orient; Agen, 9 h 30 et 14 heures : mobilier, tableaux; Aix-en-Provence, 9 h 30 et 14 h 30 : Monet; Béziers, 14 h 30 : tableaux modernes; Issoudun, 14 heures : timbres; La Rochelle, 14 heures : mobilier, objets d'art; Lyon (avenue Sidoine-Appollinaire), 14 h 30 : porcelaines, linge; Marseille (Castell), 14 h 30 : timbres; Moulins, 11 heures et 14 heures : mobilier, objets d'art; Nice, 14 heures : tableaux, mobilier.

DIMANCHE 11 JUIN

Alespoux, 14 h 30 : tableaux; Arles, 14 heures : tableaux modernes; Beaune, 13 h 30 : grands vins, objets d'art; Blagny-sur-Bréaule, 14 h : jeux de cartes, autographes; Blois, 14 h 15 : archéologie; Brives, 14 heures : cartes postales; Calais, 14 h 30 : mobilier, argenterie; Chalon-sur-Saône, 14 h 15 : livres;

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 9 juin 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-367 du 5 juin 1989 portant publication de l'accord de coopération dans le domaine de l'archéologie entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République arabe du Yémen, fait à Sanaa le 11 décembre 1988.

DES ARRÊTÉS

● Du 5 juin 1989 portant classement d'un parc naturel régional (ballon des Vosges).

● Du 10 mai 1989 portant attribution d'une aide exceptionnelle aux producteurs de céréales victimes de la pluviosité excessive du printemps 1988.

COGNAC, 15 heures : mobilier, tableaux;

Contrexéville, 14 heures : timbres; Dijon, 14 heures : Extrême-Orient, mobilier; Fécamp, 11 heures et 14 heures : timbres; Mayenne, 14 h 30 : grands vins; Nervesa, 14 heures : argenterie, bijoux; Reims, 14 heures : art nouveau, Extrême-Orient; Rouen, 14 heures : tableaux, mobilier; Semmes-Auzou, 11 heures et 14 h 30 : grands vins; Troyes, 14 heures : tableaux, mobilier; Vendôme, 14 h 30 et 20 heures : mobilier, tableaux.

LES FOIRES ET SALONS

Paris, place Saint-Sulpice; Paris, Château de Vincennes; Caen; Fraixelles (Loire).

Vendôme (Eure-et-Loire), la brocante et la carte postale, le dimanche 11 juin, de 9 heures à 19 heures, place du village. Tél. : 69-41-08-32.

PROCHAIN TRAJET EN DIRECT SUP	NOUVEAU TRAJET EN DIRECT SUP
3 4 11 13 23 25 38	3 4 11 13 23 25 38
PROCHAIN TRAJET EN DIRECT SUP	NOUVEAU TRAJET EN DIRECT SUP
SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30	SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30
PROCHAIN TRAJET EN DIRECT SUP	NOUVEAU TRAJET EN DIRECT SUP
SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30	SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30
PROCHAIN TRAJET EN DIRECT SUP	NOUVEAU TRAJET EN DIRECT SUP
SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30	SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30
PROCHAIN TRAJET EN DIRECT SUP	NOUVEAU TRAJET EN DIRECT SUP
SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30	SAISON 10 JUIL 1989 A 20 H 30

1. 2000 F	941 120,00 F
2. 2000 F	95 640,00 F
3. 2000 F	4 165,00 F
4. 2000 F	75,00 F
5. 2000 F	6,00 F

Aquascutum

SOLDE

à des conditions exceptionnelles de prix ses collections
Imperméables et trench

Tailleurs, costumes, cachemire, pull-over, chemisiers
accessoires pour hommes et femmes

10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS-1^{er} (ouvert de 10 h à 18 h)

Le Carnet du Monde

Décès

- Edmond Aïchoun et Isabelle Baptiste.

Les familles Aïchoun, Dahan, Levy, Benarroche, Bensamoun, Medioni, Avrachkoff, Tonati, Baptiste et Ferrera, Neveux et sœurs, parents et amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} veuve MAURICE AÏCHOUN, née Esther MEDIONI,

survenue le 9 juin 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le lundi 12 juin, à 14 h 30.

- M. et M^{me} Thierry Benne, M. et M^{me} Alain Benne, seules filles.

Valérie, Renaud, Florence et Christophe, ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 8 juin 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M. Guy, André, Louis BENNE, président honoraire de la commission des contributions directes de la Ville de Paris,

ancien président de la section de Melun de l'œuvre de la visite des détenus dans les prisons,

muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le lundi 12 juin, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame de Melun, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Melun-Sud, dans le caveau de famille.

« Que ceux qui ont partagé sa foi prient pour lui; que tous ceux qui l'ont connu se souviennent. »

210, avenue Jean-Moulin, 77130 Le Miroir-Saint-Georges. 57 bis, rue des Plantes, 91230 Montgeron.

- M^{me} Yves Bras, son épouse, M. Albin Bras, son fils, M^{me} Claudine Bras, sa fille, M. Guy de La Roque, son beau-frère, M. et M^{me} Claude Besag, leurs enfants et petits-enfants, leurs sœurs, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le 6 juin 1989, à l'hôpital de Fontainebleau (Seine-et-Marne), dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M. Yves BRAS, docteur en droit, directeur départemental adjoint des impôts, chevalier de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 12 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle (place Edouard-Faure, Paris-15^e), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

50, rue de Lourmel, 75015 Paris.

- Le docteur Françoise Odier, son épouse, Aurélie et Olympe, ses filles, M. et M^{me} Gaston Chazara, Le docteur et M^{me} Eric Bonhoure et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Chazara et leurs enfants, M^{me} Huberte Odier, Les docteurs Bernard et Anne Odier et leurs enfants, Hélène, Clémentine et Antoine Odier, ont l'honneur de faire part du décès subit de

docteur Christian CHAZARA, gynécologue-obstétricien à l'hôpital américain de Paris,

survenu à Venise le 4 juin 1989.

Un hommage lui a été rendu en la chapelle de l'hôpital américain; l'inhumation a eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité familiale.

34, rue Scheffer, 75116 Paris.

37, Sixième Avenue, 60260 Lamorlaye, 85, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

- Sa famille et ses amis font part du décès de

M^{me} Henriette CHANDET, rappelee à Dieu, le 8 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, à Massaguel (Tarn).

Ni fleurs ni couronnes.

Des prières.

- Sa famille Et ses proches ont la tristesse de faire part du décès de

M. Albert FORTI, survenu le 19 mai 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- M. et M^{me} Alain Artois, Florence, Brice et Xavier, M. et M^{me} Hervé Gavot-Aubert, Christophe, Stéphanie et Philippe, M^{me} Chantal Gavot, Caroline et Nicolas, M. et M^{me} Emile Hengel et leurs enfants, M^{me} Marguerite Gorodicki, Les familles Colerier et Bonnia, Parents et amis, font part du décès de

M^{me} Julien GAVOT, le dimanche 4 juin 1989, à l'hôpital américain de Neuilly,

appelé à votre souvenir

M. Julien GAVOT, décédé le 9 mars 1985,

et tiennent à remercier pour leur grand dévouement les docteurs Alain Montier, Lionel Saporta et Clément-Bernard Abbon.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, 46, rue du Théâtre, 75015 Paris.

- M. et M^{me} René et Thérèse Gerber, M. et M^{me} Philippe et Hélène Chaux, M. et M^{me} Maurice et Monique Laurent, Odile Gerber, Ghislaine et Paul Laporte, Mathieu et Olivier, Alain et Albert Gerber, Marie, Sophie, Colette et Elsa, Xavier et Alice Gerber, Thibault, Jean-René Chaux, Rémi Gerber, font part du retour à Dieu de

M. Jean GERBER, ECP, ingénieur en chef honoraire à la SNCF,

leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 8 juin 1989, à Créteil (Val-de-Marne), dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 13 juin, à 10 heures, à la chapelle Notre-Dame-de-Grâce à Séguret (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa Hatzgazi, 175, rue Lecourbe, 75015 Paris.

16, rue Georges-Lafon, 92340 Bourg-la-Reine.

- L'Académie d'agriculture de France a le regret d'annoncer le décès, le 6 juin 1989, de son ancien président

Robert HERVIEU.

Les obsèques ont eu lieu le 8 juin, en l'église de Beaumontel, dans l'Eure.

(Né le 16 mars 1907 à Beaumontel (Eure). Robert Hervieu a effectué toute sa carrière dans l'agriculture, comme directeur, puis comme président de la Fédération nationale des producteurs de la Fédération nationale des producteurs de l'Académie d'agriculture. Membre du Conseil d'agriculture et social entre 1963 et 1968. M. Hervieu fut aussi conseiller de la Banque de France et maître de La Houssaye (à partir de 1948).)

ÉCHECS

La Coupe du monde

Karpov et Salov dominent

Le cinquième et avant-dernier tournoi comptant pour la Coupe du monde d'échecs débute actuellement à Rotterdam, aux Pays-Bas. Spassky (fatigué) et Hübner (malade après la première ronde) ayant déclaré forfait, il reste seize grands maîtres en piste. Karpov a tout de suite montré qu'il n'était pas là en représentation : cinq parties, trois victoires (Nogueiras, Seirawan, Timman) et deux nuls (Vaganian, Sokolov). Il est suivi du grand espoir soviétique Salov, qui, après une défaite, avec les Blancs, devant Youssoufov, a aligné trois succès consécutifs (Hjartarson, Sax et Van der Wiel) et compte une partie en retard.

De son côté, Kasparov, qui ne joue pas à Rotterdam (1), rencontre, vendredi 9 juin, aux arènes de l'Agora d'Erevan (Erevan), dans une simultané, l'équipe de France composée de Kouatly, Haik, Miralès, Shatir Renet Koch.

(1) La Coupe du monde compte six tournois. Chaque joueur ne peut participer qu'à quatre.

- Lucien Adès, Et le personnel des Editions-Discques Adès, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvette REZNIE, directrice des services de production, survenue le 7 juin 1989, des suites d'une longue maladie.

- Le docteur Claude Robstock, son neveu, Toute sa famille, Ses amis, Ses anciens malades, ont la douleur d'annoncer le décès, le 21 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de

docteur Madeleine ZIMMER, chirurgien orthopédiste, résistante, médecin colonel de la 1^{re} armée (Rhin-et-Danube), chevalier de la Légion d'honneur, ancien médecin chef de la colonne de secours aux brûlés des Charbonnages de France.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

23, rue Mirabeau, 93000 Toulon.

- M^{me} Mazzi, MM. Vladimir et Philippe Zlatkine, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Antoinette, Marie ZLATKINE, née Mazzi, survenue le 7 juin 1989, à l'âge de cinquante-deux ans.

14, rue Pelleport, 75020 Paris.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Antoinette Zlatkine a été pendant plusieurs années la collaboratrice du correspondant du Monde à Moscou. Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Culture

La littérature et le pouvoir

Le printemps de Budapest

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Il y a des moments où tout n'est que littérature. Ont-ils vraiment envie de nous parler de culture, les écrivains hongrois invités en France — à l'initiative de la direction du livre du ministère des affaires culturelles et de l'Association (ADEC), et avec l'aide de l'Institut français en Hongrie et du conseiller culturel, M. Jacques Batho — nous apportent un peu de l'air de l'Europe centrale, pevilée par le tourbillon qui bouleverse le monde communiste tout entier ?

Venus du socialisme pour une semaine, s'efforçant de se dépayser, de se dépasser, de s'abstraire de ce qui remplit leurs esprits et ceux de leurs concitoyens, afin de faire découvrir aux Français leur culture et leur littérature. Ont-ils vraiment envie de nous parler de culture, les écrivains hongrois invités en France — à l'initiative de la direction du livre du ministère des affaires culturelles et de l'Association (ADEC), et avec l'aide de l'Institut français en Hongrie et du conseiller culturel, M. Jacques Batho — nous apportent un peu de l'air de l'Europe centrale, pevilée par le tourbillon qui bouleverse le monde communiste tout entier ?

Poètes, essayistes, romanciers, ils sont une dizaine qui transmettront un peu de l'atmosphère intellectuelle de ce « printemps hongrois », pour la plupart inconnus encore du public français, parce que peu traduits — difficulté de la langue, complexité d'une prose et d'une poésie qui culminent avec brio l'allusion typiquement magyare, souvent inextinguible, manque de curiosité des éditeurs, ignorance du rôle que joue l'écrivain face au pouvoir dans les régimes totalitaires.

« La Hongrie, par une nuit d'été torride, fut incendiée à ses quatre coins par des malheurs inconnus, pour des raisons inconnues », commente Peter Nadas dans un texte percutant intitulé *Conte sur le feu et le savoir* (*Lettre internationale*, n° 20, printemps 1989), démonstration par l'absurde de la nécessité de l'ignorance collective : « Dans la mesure où la règle de base de la communication des uns avec les autres était de ne pas rendre collectif leur savoir individuel, puisqu'ils ne pouvaient connaître leur communauté nationale que par le seul attachement obsessionnel à cet accord tacite, il devait en découler que chaque Hongrois supposait que l'autre savait aussi bien que lui ce qu'il savait, bien que ni l'un ni l'autre ne fut en mesure de définir ce qu'il savait ni ce qu'il ne savait pas ! »

Faut-il vraiment être Hongrois pour comprendre ?... Il existe des camps d'entraînement pour révolutionnaires ou pour terroristes. Chez nous, la littérature aussi est un camp d'entraînement. Le lieu d'exercice du courage moral, écrit l'an dernier dans la revue *L'Autre Europe* (n° 17-18-19, 1988) Sandor Csorj, poète et essayiste (né en 1930), qui fut le scénariste du film de Ferenc Koss, *Grand Prix du Festival de Cannes 1966*. Dix mille soldats, et qui joue un rôle important dans le forum démocratique. « Les littératures d'Europe centrale sont fortement des littératures d'opposition, poursuivent-elles. Avant tout parce qu'elles ne sont pas indépendantes. Et même lorsqu'elles obtiennent une certaine indépendance, c'est toujours pour un temps limité, de façon provisoire. »

L'effervescence hongroise actuelle, ranimant le souvenir au

de ce qu'on n'hésite plus à appeler officiellement maintenant « la révolution » de 1956, éloigne certes les écrivains de la littérature pure, les lançant une fois encore dans un débat plus que jamais politique. Tout est politique, on traite de ce qui, jusqu'à présent, était interdit, on était pas dit mais sans savoir vraiment ce qui va changer. Les gens se parlent d'une façon plus ouverte. « C'est plus qu'une libéralisation, ce n'est plus contrôlable. Le système est fou, mais il y a des paroles », dit, paraphrasant Hamlet, Peter Esterhazy, dont Gallimard vient de publier, sous le titre *Trois anges sur un toit*, un gros livre étrange et narquois qui fut un best-seller en Hongrie, lors de sa parution il y a dix ans.

Candidat
à l'Exposition universelle

Budapest, qui ne veut plus être coupé du monde, revendique sa légitime appartenance à une Europe qui n'est pas « de l'Est » : la capitale hongroise est, jumelée avec Vienne, un candidat sérieux comme lieu de la prochaine Exposition universelle et, comme preuve de bonne volonté, on a pu voir les Hongrois chasser leur rideau de fer ; chaque mois, des revues nouvelles paraissent librement ; sur l'avenue Lénine, la superbe café New-York avec ses colonnes torsadées et ses stucs dorés — qui avait été rebaptisé Hungaria après la guerre et qui a repris son ancienne appellation — est, comme il y a cinquante ans, le lieu de rencontre des intellectuels (c'est là que se réunissent tous les jeudis le comité de rédaction de la revue *2000*, dont le premier numéro est paru en avril avec des articles et des nouvelles des

meilleurs écrivains actuels : Mandy, Esterhazy, le Tchèque Hrabal, etc.

Petit-être avait-il été publié trop tôt le francophone francophile Miklos Meszoly (né en 1921), homme tonitruant, hanté, comme Camus à qui il a consacré un essai, par la responsabilité de l'écrivain, et dont les traductions parues au Seuil — *La Mort de l'athlète* (1964) et *Sauvage ou la Porte des brèves* (1971) — sont épuisées, oubliées, et qui nous revient avec un court texte, *Par où l'étoile passe* (éd. Hystrix, dist. Actica), voyage au autocar à travers le pays, voyage vers la mort ? De Gyorgy Spino (né en 1946), metteur en scène et auteur de théâtre, nous pouvons lire le roman à succès *Les Anonymes* (éd. Bernard Contax, 1988), satire de l'occupation napoléonienne vue du Théâtre national de Varsovie en 1815.

Peter Lengyel (né en 1939), surtout, devrait nous toucher, s'il était traduit, dans des proses qui montrent des personnages à la recherche de leur identité dans un monde sans mémoire, comme dans son *Retour aux origines* (« Jeanne Bataillon ne connaissait pas son père. Il ne connaissait pas non plus sa vie à lui. Son visage n'était pas le sien. Son écriture était informe. (...) A vingt-huit ans, il commença à faire des recherches sur sa vie. »)

Empêchée d'écrire pendant de nombreuses années, Agnes Nemes Nagy (née en 1922), l'une des plus grandes figures de la poésie hongroise d'après-guerre, fondatrice, avec son mari, de la revue *Ujhold* (Nouvelle lune) qui se vitait que trois ans (1946-1949), professeur de latin et d'histoire de l'art, traductrice de Mallarmé, de Rilke, de Brecht, de Hugo, Corneille, Racine, déclare : « Hélas, dans la littérature hongroise, c'est toujours la poésie qui fut le genre le plus important — Sandor Weöres, par exemple, qui vint de mourir et qui fut, il faut le dire, un poète de génie. Mais nous sommes très bien que les grandes nations n'aient pas traduit la poésie, à cause de notre langue si spéciale : nous ne sommes pas des slaves, nous ne sommes pas des germains, nous ne sommes pas des latins. Que faire avec la poésie ? On ne peut pas payer la traduction, même si on veut payer, parce qu'on ne peut pas payer l'âme d'un grand poète. »

Les poètes auront-ils raison des chers ? (1)...

NICOLE ZAND.

★ Les écrivains hongrois seront samedi 10 et dimanche 11 juin à Saint-Nazaire, Aix-en-Provence, Strasbourg, Royan, etc. Ils se présenteront ensuite à Strasbourg (jeudi 12), à la FNAC (vendredi 13), à la Maison des lettres (samedi 14), à la Maison de la poésie (jeudi 15).

(1) Quelques titres en français : *Le Traducteur kleptomane*, de Dezo Koltai (Albin, 1985) ; *N. N.*, de G. Krady (L'Harmattan, 1985) ; *Poèmes choisis*, de J. Pálffy (Gallimard, 1982) ; *Deux poèmes*, de Sandor Weöres (L'Alphée, 1984) ; *La Vierge* (Seuil, 1974) ; *Les Fondations*, de G. Komrad (Seuil, 1976) ; *Histoires du huitième district*, de Gyorgy et Nicolas Frumburg (Verdier, 1989) ; *Budapest*, un numéro spécial de la revue *Astrum*, 1988 ; *Grand guide de Budapest* (Corvina, en français) ; *Budapest, A critical Guide, Where to go, what to eat, what to do*, par Andras Török (Park Offices Nova, en anglais).

Conférence

La Whitman Foundation de New-York — que dirige Mrs Ann Getty et lord Wadsworth — tiendra sa troisième conférence annuelle sur la littérature à Budapest du 19 au 23 juin. Centrée sur les littératures anglophones d'Afrique, ainsi que sur Israël, l'Inde et le monde arabe, la conférence se propose de traiter également de la littérature hongroise et centre-européenne.

Parmi les participants attendus, citons : Nadine Gordimer, Alain Finkielkraut, Friedrich Dürrenmatt, Chinua Achebe, Czeslaw Milosz, Adam Michnik, Angela Carter, Mahmud Darwish, Danilo Ke, Susan Sontag, Aharon Appelfeld, Anton Shammas, Yoram Kaniuk, Bharati Mukherjee, Jurak Becker, Adonis, Andrzej Voznesenski, Vladimir Melnik.

Un prix de 10 000 dollars récompensant une œuvre d'art littéraire internationale sera décerné.

★ La foire du livre de Moscou. La prochaine foire internationale du livre de Moscou se tiendra du 12 au 18 septembre. Les maisons d'édition et organismes de diffusion soviétiques ont désormais la possibilité de traiter directement avec l'étranger. De nombreux pays ont déjà manifesté leur intérêt pour cette nouvelle édition de la foire de Moscou.

Communication

Après la décision du ministère des finances

Havas étudie le rachat de Pathé

Le groupe Havas et une douzaine de partenaires pourraient monter une solution de reprise du groupe Pathé, dont la vente a été bloquée par le ministère des finances (le Monde du 9 juin).

Après l'annonce surprise du ministère des finances, les protagonistes de l'affaire Pathé campent, chacun sur leurs positions. La commission de l'économie a été suspendue le 3 juin, mais les responsables de la société Max Thérêt Investissements affirment qu'ils n'ont reçu aucun avis officiel de la Rue de Rivoli leur notifiant l'annulation de la vente. Ils assurent n'avoir aucun lien avec un quelconque « créancier italien » et n'avoir sollicité que des conseils financiers « autorisés ».

« Au moment où nous donnons à Pathé une dimension internationale et où chaque pays donne son aval à l'opération, seule la France, qui doit être le bateau amiral du montage, crée des difficultés », dit M. Jean-René Poitot, un des actionnaires de MTL. « C'est une première dans l'histoire de l'économie », réchète M. Pierre Varcel, PDG de Pathé Cinéma. Pour nous, c'est Nuit et Brouillard.

De son côté, M. Pierre Bérégovoy a confirmé son refus de vendre Pathé à MTL, après avoir consulté le ministère de la culture et de la communication, dans une réponse à la question écrite de M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne. « Il a été établi, écrit le ministre, que les opérations réalisées jusqu'à présent devaient s'analyser comme la première étape d'une prise de contrôle de Pathé par le groupe de M. Parretti. (...) Le ministre d'Etat a décidé de ne pas

accepter une telle prise de contrôle et d'utiliser à cette fin les moyens dont il dispose au titre de la réglementation sur les investissements étrangers. »

On peut s'écarter du caractère tardif de la décision du ministère, six mois après la cession de 98 % du capital de Pathé. Rue de Rivoli, on répond que la direction du Trésor n'a obtenu que « courant avril » les documents demandés que MFI n'était qu'une façade camouflant un investissement « extra-communautaire ». La presse avait pourtant publié bien avant cette date tous les éléments du dossier.

Cette réaction tardive et apparemment un peu improvisée ne peut manquer de relancer certaines spéculations. S'agit-il, pour le pouvoir, de prendre ses distances avec M. Max Thérêt, président de MTL et inculpé dans l'affaire Pechiney, au moment où le juge d'instruction du point de cette affaire semble sur le point de boucler son dossier ? Ou bien veut-on favoriser la reprise de Pathé par un groupe français, comme semblent l'indiquer les déclarations de M. Bérégovoy au micro d'Europe 1, le 8 juin ?

Le producteur Marin Karmatz, un des plus virulents opposants de l'opération Pathé-MTL, pourrait faire partie d'un groupe de reprise aux côtés d'Havas. M. Pierre Dazier, confirme qu'il étudie le dossier Pathé mais précise que l'affaire n'est encore qu'au stade de l'analyse. Quant à M. Rousselet, PDG de Canal Plus, s'il dément la participation de sa société, il n'exclut pas celle d'Havas, dont il est un actionnaire influent.

J.-F. L.

La polémique sur la télévision sans frontières

Nouvelle manifestation des créateurs

A la veille d'un nouvel examen du projet de directive « Télévision sans frontières », auteurs, producteurs et artistes s'accrochent leur mouvement de protestation : 185x adressés à M. Jacques Attali, conseiller à l'Elysée, ainsi qu'à M. Elisabeth Guigou, secrétaire générale du comité interministériel chargé de la coopération économique européenne ; questions écrites adressées à l'ensemble des candidats têtes de liste aux élections européennes. Jeudi 8 juin, enfin, trois cents professionnels — de la comédienne Annie Duperrey au réalisateur Francis Girod — ont manifesté devant le Théâtre du Rond-Point à Paris, l'appel du Comité d'action pour l'Europe du cinéma et de la télévision.

Bernard Girardeau, Marina Vlady, le président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), M. Claude Brulé, ainsi que le secrétaire général du Bureau de liaison des industries cinématographiques (B.L.I.C.), M. Gilbert Grégoire, parties en délégation, ont vainement tenté de se faire recevoir à l'Elysée pour demander au chef de l'Etat que le texte ne soit pas « déformé » soumis au prochain conseil des ministres de la CEE.

Ce délai, comme l'expliquait une lettre adressée le matin même à M. François Mitterrand, permettrait

« aux Etats membres, mieux éclairés sur les enjeux et les conséquences de leur décision, d'accepter l'amendement voté massivement par le Parlement européen ». Un amendement imposant aux télévisions européennes, comme le souhaitent les créateurs, la diffusion d'une proportion majoritaire d'œuvres européennes, « par des moyens appropriés et juridiquement efficaces ». Depuis mais nullement déçu, Bernard Girardeau s'est dit « prêt à envoyer à M. Mitterrand un télégramme tous les jours... »

Les aléas du calendrier communautaire pourraient, en tout cas, ouvrir en faveur des artistes et compléter la tâche du gouvernement. Le 14 juin, le conseil des ministres européen ne pourra pas adopter la directive comme prévu et devra se contenter d'un simple débat d'orientation à la demande de la République fédérale d'Allemagne. La Cour suprême de Karlsruhe doit en effet trancher prochainement le différend opposant le Land de Bavière au gouvernement de Bonn sur leurs compétences respectives en matière de communication. Que le retard excède le 1^{er} juillet, et l'adoption définitive du texte devrait intervenir durant le mandat de la présidence française de la Communauté européenne. Un nouveau casse-tête pour l'Elysée.

P.-A. G.

Une enquête IPSOS-Médias

« Le Monde » et « le Figaro-Magazine » grands favoris des cadres supérieurs

Le Monde est le quotidien le plus lu par les PDG, les directeurs généraux et les cadres supérieurs en Europe. Sa fréquence de lecture est d'autant plus forte lorsque ceux-ci travaillent dans les services financiers d'une grande entreprise. Parmi les hebdomadaires, et dans cette catégorie de cadres, le Figaro-Magazine dans le pion à l'Express, tandis que l'Expansion reste leur bimensuel préféré et Géo le mensuel spécialisé le plus lu.

Pour sa septième enquête, IPSOS-Médias a interrogé, du 25 octobre 1988 au 30 avril 1989, un échantillon de 4 200 cadres, dont 3 200 cadres supérieurs (1). Outre le fait que la population totale des cadres a augmenté de 4,6 % entre 1988 et 1989 et représente aujourd'hui 4 253 000 personnes, l'enquête IPSOS-Médias indique que les plus grands consommateurs de presse, toutes périodicités confondues, sont les PDG, les directeurs généraux et les cadres des grandes entreprises. Ces derniers ont un faible pour les quotidiens : leur indice de lecture est plus du double de celui de l'ensemble de la population sondée.

Parmi les journaux les plus lus, le Monde se situe en tête : 612 000 PDG, directeurs généraux et cadres supérieurs déclarent le lire (soit 22,8 % de cette population), alors qu'ils étaient 582 000 en 1988. Parmi l'ensemble des cadres (supérieurs et intermédiaires), 879 000 lisent le Monde (contre 874 000 l'année dernière). Quant au Figaro,

387 000 PDG et cadres supérieurs déclarent le lire (soit 14,4 %), alors qu'ils étaient 419 000 en 1988. Enfin, 427 000 cadres supérieurs déclarent lire les Echos, 99 000 la Tribune de l'Expansion et 297 000 Libération.

Le Figaro-Magazine reste l'hebdomadaire favori des PDG et des cadres supérieurs, en 1989 comme en 1988 : 590 000 d'entre eux le lisent, mais ils étaient 616 000 l'an dernier. Le Figaro-Magazine tire le premier 939 000 cadres de toutes les catégories, devant l'Express (796 000 lecteurs), le Naval Observateur (772 000) et le Point (633 000). L'Expansion reste le bimensuel préféré de 668 000 cadres. Mais son lectorat de cadres supérieurs et PDG connaît d'une légère baisse. Enfin, parmi les mensuels, le magazine Géo, du groupe Prima-Presse, est grand favori : 1 160 000 cadres le lisent régulièrement.

(1) Les 4 200 cadres constituant l'échantillon d'IPSOS-Médias sont interrogés par téléphone. Deux questions leur sont posées pour calculer l'indice du lecteur des quotidiens : quel titre avez-vous lu hier ? Quel journal et combien d'exemplaires avez-vous lu durant les six derniers jours ? Pour les hebdomadaires et les mensuels, les personnes sont interrogées sur leur lecture pendant les huit ou les trente derniers jours. Les chiffres obtenus sont ensuite rapportés au nombre de cadres par catégorie et fournissent ainsi le moyen de lecture pour chaque titre.

La politique culturelle française à l'étranger

Les moyens de la modernité

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, a présenté, le 7 juin au Conseil des ministres, une communication sur la modernisation des mille deux cents établissements culturels français à l'étranger.

Comme il l'avait annoncé en décembre (le Monde du 1^{er} décembre 1988), M. Thierry de Beaucé commence à donner « une visibilité politique » à la plus grande mission nationale culturelle de la planète, jolis formules pour habiller son secrétariat d'Etat. Il a décidé de s'attaquer à la modernisation des installations culturelles à l'étranger que sont les mille Alliances françaises — qui reçoivent quatre cent vingt mille

étudiants, — les cent soixante-dix centres culturels et les vingt et un instituts de recherche.

L'Etat apportera désormais son aide aux Alliances françaises sous la forme contractuelle de conventions-cadres entre le ministère et les principales Alliances (soixante d'entre elles devraient en bénéficier avant la fin de la législature). Après que les instituts et centres culturels auront « accoutumé leur effort d'insertion dans le milieu local et leur capacité d'autofinancement », ils devraient bénéficier d'une plus grande autonomie de décision et de gestion. « Ce double cheminement permettra aux centres et aux Alliances de constituer à court terme un réseau unique dont les établissements seraient fédérés dans une même structure, à l'image de l'Institut Goethe allemand et du British Council. »

La carte mondiale des établissements va subir quelques bouleversements (lire l'entretien ci-dessous). Priorité est donnée, par ailleurs, à

l'ouverture des établissements aux technologies modernes : multiplication des centres de pratique informatique, mise en place de réseaux télématiques en Allemagne fédérale ; équipement très prochain des principales installations en Europe et au Maghreb des matériels de réception du satellite TDF 1 pour promouvoir la norme haute définition européenne ; mise en place de réseaux de la Sept. Les instituts de recherche pourront recevoir des pensionnaires ou allocataires européens ainsi que des chercheurs des pays en voie de développement.

L'ensemble des établissements devra s'ouvrir à la création contemporaine, en développant une politique de création et de production en liaison avec l'Association française d'action artistique et en recevant des artistes en résidence comme le fait depuis longtemps l'Institut de Naples, dont Budapest et Kyoto suivront bientôt l'exemple.

O. S.

« La cohérence plutôt que l'uniformité »

« Votre programme pour les établissements culturels, à la fois immobilier, structurel et culturel, va-t-il correspondre à une augmentation du budget de votre ministère — 4 milliards de francs — dans les prochaines années ? »

Entre 1988 et 1989, nous avons réussi — dans un contexte de stabilité du budget consacré aux relations culturelles extérieures — à augmenter de 8 % les crédits d'intervention affectés à nos établissements. En 1988, 298 millions de francs ont été alloués aux centres et instituts et 207 millions aux alliances — ce qui nous a permis notamment d'engager un plan triennal de l'enseignement du français dispensé aux adultes dans un souci de qualité et d'exemplarité.

C'est sur le plan des opérations immobilières que l'augmentation a été la plus sensible : près de 70 %. Espaces et moyens accrus dès la fin de 1989 pour trois centres de la péninsule arabique (Doha, Sanaa et Aden) ; création prochaine, en Europe centrale et orientale, de trois nouveaux centres culturels (Sofia,

Bratislava et Moscou) ; achèvement de la rénovation des centres d'Alger, d'Amsterdam, Barcelone, Londres, Séoul et Kyoto ; réhabilitation prochaine de onze centres ou alliances. Au total, 70 millions seront consacrés cette année à ces opérations.

Je souhaite que cette évolution se poursuive afin de pouvoir, notamment, dès 1990, établir une relation contractuelle avec les principales alliances françaises à l'étranger et mettre en œuvre un plan de rénovation des bibliothèques de nos établissements, actuellement sinistrés. Il est bien entendu que l'effort doit porter prioritairement sur une gestion plus rationnelle de nos crédits, même s'ils sont et seront plus largement « décentralisés », et que l'appui apporté par l'Etat aux établissements ne saurait être leur seule source de financement. Ainsi, les centres culturels s'autofinancent déjà en moyenne à hauteur de 60 %.

« Votre plan de modernisation ne fait pas de cas de l'écart de rémunérations entre personnels « locaux » et personnels détachés par la France, ce qui, selon vos propres calculs, peut être de 1 à 60 ? »

L'écart est en effet souvent très important entre les personnels recrutés localement — qui constituent la presque totalité du corps enseignant dans nos centres et instituts — et le personnel détaché par la France auquel sont confiés en général les postes d'encadrement.

« Si le ne paraît pas illégitime que les agents venus de France reçoivent — en guise d'incitation — une prime d'expatriation, celle-ci ne doit cependant pas heurter, comme c'est encore trop souvent le cas, notre souci d'équité. Le problème est complexe compte tenu des disparités souvent considérables qui exis-

tent entre les règles du marché local du travail et les dispositions qui président à la rémunération de nos fonctionnaires. Il revêt un caractère de particulière gravité dans notre secteur scolaire sur lequel j'entends faire porter prioritairement notre réflexion.

« Ne serait-il pas bon, pour assurer la cohérence de la politique culturelle française à l'étranger, de ne donner qu'un seul nom à la totalité des établissements ? »

Cohérence ne signifie pas uniformité. A la différence des Goethe Institut allemands, nos centres et instituts n'ont pas partout le même statut juridique. Et je ne parle pas des alliances, associations de droit local justement très attachées à leur dénomination que je trouve très belle.

« Dans certains pays, nous avons créé des structures directement gérées par le ministère des affaires étrangères, car le droit associatif n'existe pas — c'est la raison d'être des alliances. Dans d'autres cas, des établissements ont été créés par des universités françaises, ainsi Londres qui reste attaché à l'université de Lille, ou Barcelone et Madrid dont les bâtiments sont la propriété de l'université de Toulouse. Il nous faut presque toujours compter avec des associations, sociétés d'amitié, toujours très jalouses de la spécificité de leurs établissements. Cette diversité est aussi une garantie d'adaptation au contexte local.

« Je préfère donc engager un véritable processus de rapprochement entre les pratiques culturelles et les modes de gestion de nos diverses familles d'établissements plutôt que de donner — tentation bien française — une illusoire impression d'unité. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

cinema

Sports

TENNIS : les Internationaux de France

Graf à l'usure

En cette année du Bicentenaire de la Révolution française, Roland-Garros semblait victime du syndrome de la décapitation des têtes de série. Mais après l'élimination d'Ivan Lendl et de Mats Wilander, puis de Gabriela Sabatini, la reine, Steffi Graf, est parvenue à arrêter le massacre.

Mais ce ne fut pas sans mal : elle, qui a coutume d'exploiter ses matches en un tournoi, a dû travailler pendant près de deux heures et trois quarts pour venir à bout de la jeune Yougoslave Monica Seles. Steffi Graf défendra son titre, samedi 10 juin, face à l'Espagnole Arantxa Sanchez, qui a facilement sorti l'Américaine Mary Joe Fernandez.

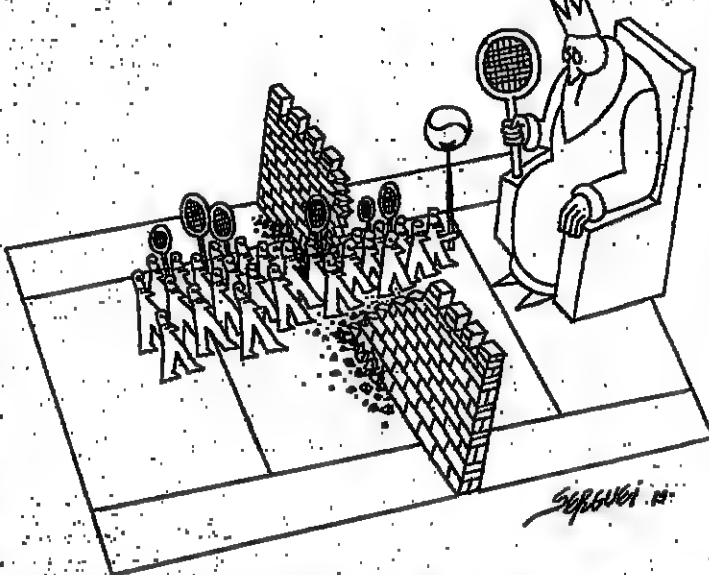
Arantxa, la Catalane, est la cadette de la famille Sanchez, qui a déjà dompté au tennis Javier et Emilio. Mary Joe, la Dominicaine naturalisée Américaine, doit recevoir incessamment son diplôme de fin d'études au collège Carrollton de Miami. La première est plus ribâble que la seconde. Comment les départager ? Elles sont quasiment siamoises en tennis. Pourtant, il devait n'en rester qu'une pour la finale de samedi.

On regrette parfois que les règlements de l'Association des Joueurs professionnels (WTA) ne permettent pas de prendre ce genre de décision à pile ou face dans les vestiaires. Elles ont donc occupé le court pendant une grande heure. Et partout ailleurs elles auraient récolté un procès-verbal pour stationnement interdit. Mais là, le juge de chaise a

Monica risquait, en effet, de connaître le même sort que la Soviétique Natalia Zvereva. L'an passé, qui avait été éliminée de la finale avec un double zéro à son débit. Et la menace fut réelle pendant trois jours, les trois premiers, pendant lesquels l'Allemande de l'Ouest pulvérisa sa rivale. Mais, à ce stade du match, l'intensité dramatique ne fit que monter, au point que jusqu'au huitième jeu de la troisième manche une défaite de la championne en titre n'était plus à exclure.

Les armes de Monica

A ce moment, Seles, qui était au service, avait eu trois balles de quatre jeux partout qu'elle n'avait pas « transformées », comme disent les rugbymen. Ses cris — on entend



décrit qu'Arantxa avait gagné. C'était assurément ce qu'il y avait de mieux à faire. Il n'y avait presque plus personne dans les tribunes du central pour s'en préoccuper.

En revanche, pas un des dix-sept mille spectateurs n'aurait pu se plaindre de manquer l'issue de la partie avant de connaître l'issue de la partie précédente, entre la championne en titre et la dernière coqueluche de Roland-Garros, entre Steffi Graf et Monica Seles.

C'était une rencontre lourde de symboles, chargée d'émotivité. Pline de dangers aussi. La jeune

« Henri » dans un rictus de gorgo — avaient paru un peu désespérés quand elle avait sorti du cadre deux coups pas plus difficiles que les autres. Le point suivant était impensable. Elle le joua comme une balle de match. En y mettant toute son énergie, elle se concentra sur la balle qu'elle connaissait. Et la balle se mit à circuler d'un carré à l'autre avec la vitesse d'un « junk bond » à Wall Street un jour de débâcle boursière.

Pendant presque deux minutes, une petite éternité, la sphère de feu jaune zebra la plage ocre. Une fois, deux fois, trois fois, Monica

Seles put croire avoir battu Steffi Graf. L'Allemande récupérait la balle derrière elle, comme prise de vitesse. Mais elle la remettait tout de même dans le court. Encore et encore. Jusqu'à ce que la Yougoslave, à bout de souffle, renonce. Elle baissa la tête pour ne pas voir cette balle désormais inaccessible. Elle avait compris qu'elle ne gagnerait pas.

Et pourtant Monica Seles aurait pu vaincre. Elle aurait pu profiter de la baisse de régime de l'Allemande de l'Ouest qui, après avoir mené 2-1 dans la deuxième manche, semblait ne plus avoir de contrôle de la balle. Elle aurait pu provoquer une surprise aussi grande que Michael Chang face à Ivan Lendl, ou Andreï Chesnokov face à Mats Wilander. A quinze ans, elle a déjà les arguments techniques pour inquiéter la championne du monde, et, de plus, elle n'a peur de rien ni de personne. En cela elle a rappelé Steffi Graf, qui, à peine plus vieille (dix-sept ans), avait en des balles de match contre Martina Navratilova, alors invincible, en demi-finale des Internationaux des Etats-Unis de 1986.

Est-elle donc promise au même avenir ? Devrait-elle bientôt la dépasser de Graf avant, éventuellement, de la surpasser ? La vitesse qu'elle imprime à la balle en frappant à deux mains des deux côtés est une arme terrible dans le tennis féminin où l'on travaille surtout l'effet de lift, c'est-à-dire le poids du coup. Mais elle y consomme beaucoup de raquettes (cinq cordes ont cassé pendant la rencontre) et d'énergie. Résistera-t-elle mieux qu'Andrea Jaeger ou Carling Bassett aux conditions d'entraînement du sorcier de Bradenton, Nick Bollettieri ? Est-elle la future numéro 2 mondiale ?

« Il faut voir avec le temps, elle est encore très jeune », s'est contenté de répondre Steffi Graf. Les conventions non dites du tennis professionnellement veulent qu'on ne fasse pas de réserves sur une rivale, surtout quand celle-ci a semblé enthousiasmer le public. L'Allemande le sait. Elle n'a donc pas révélé que, depuis un match de double mixte, la veille, elle se sentait traquée et avait, pour cette raison, elle n'avait pas pu frapper ses coups avec leur puissance : elle aurait été la seule ombre à la prestation de Monica Seles. Mais, en tout cas, celle-ci n'aurait bien qu'on dépense le prix d'un billet pour la voir.

ALAIN GRAUDO.

FOOTBALL : les ambitions de Montpellier

Deux hommes pour un ballon

Le championnat de France de football s'est achevé mercredi 31 mai. L'Olympique de Marseille a été sacré champion de France. Les joueurs marseillais tenteront de doubler la mise en remportant la Coupe de France, samedi 10 juin au Parc des Princes, contre l'AS Monaco.

En marge de ce match, le football français vit à l'heure des transferts de joueurs. Bernard Tapie, le président de l'OM, n'aurait pas renoncé à engager l'Argentin de Naples Diego Maradona, même si les dirigeants italiens ne veulent pas entendre parler. En attendant Maradona, le plus beau « coup » de l'année est venu de Montpellier, qui a engagé Eric Cantona et Stéphane Paille, deux des meilleurs attaquants français. A l'origine de ce transfert, deux hommes : le président du club, Louis Nicollin, et le maire de la ville, Georges Frêche.

propulsé dans les quatre-vingt favoris pour la prochaine édition.

A l'origine de ce bond en avant, deux hommes. Tout d'abord, Louis Nicollin, quarante-cinq ans. Un personnage tout en rondeurs et en passion. Ce Lyonnais n'a ni le verbe facile d'un Francis Borelli (Paris-SG) ni l'élégance manucurée d'un Bernard Tapie. Ce « Loulou », la porte haut le drapeau de la « franchouillardie ». Généreux, franc, plus à l'aise avec ses amis et une bonne bouteille que dans un cocktail mondain, il ne se contente pas d'apprécier la belle vie et le football de qualité, il les dévore.

Georges Frêche dit pourtant de lui qu'il est « beaucoup plus sage qu'il n'y paraît ». D'ailleurs, sa réussite professionnelle en atteste : Louis Nicollin est une sorte d'Enzo Ferrari de la benne à ordures. Les mille six cents employés de son entreprise, la Société poiteraine de nettoyage (420 millions de chiffre d'affaires), vidant chaque jour les poubelles de Montpellier, Nîmes, Versailles, Besançon, Poitiers et une vingtaine d'autres villes.

C'est d'ailleurs l'équipe de cette entreprise créée par son père qu'il marie un jour de 1974 avec le petit club d'un quartier populaire de Montpellier, la Paillade. A trente ans, il se lance dans l'aventure du football. Plus par passion que par intérêt. Et le club gravit tous les échelons sans discontinuer. En juin 1987, lors de la seconde montée en première division (première tentative infructueuse en 1981), il invite des centaines de supporters dans sa propriété (750 mètres carrés de surface habitable, une piscine et un ascenseur). « Loulou », entre 100 et 110 kilos sur la balance, vit et grogne au rythme des matches : « Si les résultats sont mauvais, j'ai parfois tendance à devenir boulimique. Je me néglige physiquement. Mais en ce moment ça va : j'ai perdu 9,5 kilos en cure à Brède-les-Bains ».

Stratégie pour une ville

Aujourd'hui, le stade de la Mosson peut accueillir 28 000 spectateurs (40 000 en 1991) : le petit club a grandi et son président aime être « plus calme et plus réfléchi ». Mais cela ne l'empêche pas de mettre la main à la poche de temps en temps, comme lors du transfert de Paille et de Cantona. « Pour d'autres, ce sont les voitures ou les gonzesses : pour moi, c'est le football ! Une passion, pas une danseuse. Et je crois que mes employés comprennent que cela favorise la promotion de l'entreprise ».

Mais si ce sympathisant RPR a pu ainsi construire un club apparemment solide, c'est en partie à un socialiste qu'il le doit : Georges Frêche, cinquante ans, maire et député de Montpellier. Cet ancien joueur de rugby à Toulouse — il en garda la carrure et le verbe chantant — reconverti escrimeur puis danseur de rock acrobatique, dirige la ville depuis 1977, avec une obsession en tête : en faire l'une des quinze villes françaises de niveau européen en l'an 2000. « En l'an 2010, Montpellier devra être une euroville comparable à Milan ou Francfort dans tous les domaines ».

Un objectif ambitieux qu'il est persuadé d'atteindre, à condition d'y mettre les moyens en matière de promotion, d'urbanisme, de culture et de sport. Les projets de Louis Nicollin pour le football s'inscrivent dans cette stratégie. Dans l'esprit du maire, peu importe si un tel investissement peut paraître trop audacieux à une époque où le sport suscite critiques et méfiance : « Il faut mettre un terme au dérapage du football », reconnaît-il, avant d'ajouter : « Dans le cas de Montpellier, il n'y a rien de scandaleux à attribuer une subvention de 10 millions de francs assortie d'un prêt de 4 millions de francs. C'est simplement le rôle d'une municipalité qui aide le sport ».

Mais la générosité n'exclut pas la prudence. La trésorerie du club est régulièrement contrôlée par la mairie, et Louis Nicollin consulte souvent le maire, devenu ami, qui avoue être « passionné », reconnaît « tout savoir ou presque », mais promet de « rester lucide ». « Je lui fais confiance », explique Georges Frêche. En douze ans, je n'ai jamais eu de me plaindre. C'est un homme de parole. Si j'ai cautionné l'opération Paille-Cantona, c'est également parce que, sur le terrain, tous ces joueurs seront emmenés par un très grand technicien, Aimé Jacquet. Il faudra peut-être trois ou quatre ans, mais Montpellier peut réussir ».

PHILIPPE BROUSSARD.

Le jeu des années 90

Etrange public, si inconstant dans ses passions ! Roland-Garros ne sait plus très bien qui soutenir, l'avenir ou le présent, les meilleurs joueurs ou cette revue de détail de la relève qui occupe tant le tournoi ces jours-ci. Au cours d'un même match, les braves basculent, hésitent, se perdent. Ivan Lendl, à ce les gradins contre lui. Steffi Graf, jeudi, ne les a récupérés que sur les derniers points. Patrice Clerc, directeur du tournoi, avance une explication : « On assiste sans doute, dit-il, à l'émergence du tennis des années 90 ».

LES HEURES DU STADE

Automobilisme
Les 24 heures du Mans. — Samedi 10 et dimanche 11 juin. (Canal +, départ et arrivée en direct vers 15 h 30).

Cyclisme
Tour d'Italie. — Arrivée dimanche 11 juin.

Football
Coupe de France. — Finale Marseille-Monaco, samedi 10 juin, au Parc des Princes. (TF 1 à 19 h 55).

Gymnastique
Championnat de France au GRS. — Samedi 10 et dimanche 11 juin, à Pierrelatte (Drôme).

Motocyclisme
Grand Prix de Yougoslavie de vitesse. — Dimanche 11 juin, à Rijeka (Croatie) en direct à 15 h 45).

Tennis
Internationaux de France. — A Roland-Garros jusqu'au dimanche 11 juin. (FR 3 le samedi 10, à 14 h finale dames. A 2 dimanche 11, à partir de 14 h 15 finale messieurs).

Et avant l'heure des comptes, avant même les finales, ce n'est pas la plus mince des satisfactions pour l'Open de France que de voir s'opérer sur sa terre battue la mutation, une décennie au tennis, valant un siècle du millénaire. Même au prix du malaise des tribunes. Lendl, Wilander montrant les premiers signes d'usure. Noah, Connors intronisés dans la confrérie des gloires passées. McEnroe, entre l'un et l'autre camp, défait par sa propre absence, tout comme l'Australien Pat Cash et Henri Leconte, blessés. Chez les femmes, Evert et Navratilova, déjà disparues du central de 1989. Crépuscules, plus vite annoncés que réels, mais dont les signes avant-coureurs ont paru ici implacables. Déjà monte la jeune garde sans crainte ni respect.

Le premier succès de Roland-Garros, c'est d'avoir montré Chang, Monica Seles, Jim Courier et le reste de la meute en pleine lumière. Affaire de chance ou de surface de jeux, on pourrait en discuter longtemps. Le point est français. Les Anglais de Flushing Meadow, n'auraient droit qu'à des confirmations. Eventuellement, aux corrections. « Le tennis va élargir ses continents », dit encore Patrice Clerc. Regardez les origines des joueurs de cette fin de tournoi. Un Soviétique, une Yougoslave, un Américain d'origine chinoise... Bientôt viendra l'Afrique. Le tennis s'apprend à obliger l'Occident européen ou américain à faire un peu de place au reste du monde.

Le second bonheur de ce cru 89, c'est la preuve, plus tranchée, que la terre battue n'élimine plus personne. Les attaquants y ont enfin leur place. Et le tournoi ne cache pas sa joie de voir ses rapides, ses balles jugées plus courtes, que par le passé. On répète à loisir la confession du Suédois Stefan Edberg découvrant qu'il n'était plus contraint de s'ingérer, maladroitement, les

jeux de fond de court. Il pouvait rester lui-même, avec les armes de son service-voile, et avec quelques chances. Stefan Edberg est en demi-finale, comme Boris Becker. L'un d'eux peut remporter le tournoi.

Un crédit renforcé

Un point, encore, pour Roland-Garros. Comme la qualité de l'accueil réservé aux joueurs, les investissements réalisés pour ouvrir des salons de repos, de bonnes conditions d'entraînement. Le tournoi renforce son crédit auprès des champions. Il s'appuie même ostensiblement sur eux pour tenter d'élargir son audience, dans la vieille et fraternelle bagarre qui oppose les quatre tournois du grand chelem. Le reste est moins palpable, et il faudra des mois, sans doute, pour mesurer tous les effets de cette quinzaine. Ainsi, cette marginalité de Roland-Garros dans l'évolution du circuit. Sous l'influence de M. Philippe Chatrier, à la fois président de la Fédération française et de la Fédération internationale, le tournoi tient tête, isolé parmi les grands, à la fois à la structure représentant les joueurs, l'ATP, et aux agents qui gèrent désormais l'argent du tennis professionnel.

Les joueurs, on le sait, ont choisi d'organiser, à partir de 1990, leur propre circuit, d'imposer leur vision du tennis aux organisateurs et aux fédérations. Quant aux agents, et au premier d'entre eux, IMG de Mark McCormack, le « French » ne veut toujours pas en entendre parler. Roland-Garros n'a rien délégué des droits de retransmission et de la publicité de son spectacle. Bien seul, dans un monde en plein bouleversement. A preuve : même ce bon vieux conservatisme de Wimbledon s'est associé au pragmatisme financier de McCormack.

Cette année, le tournoi a tenu ferme la ligne obédience de son mentor, Philippe Chatrier. Peu de querelles publiques, si ce n'est, ici ou là, par voie de presse. Un statu quo, en somme, mais une position rigide, qui échappe aux spéculations. IMG, représenté en France par l'ancien champion Patrick Pringle, s'est vu interdire l'enceinte du stade. Aussi l'agent tient-il les portes ouvertes, une rue plus loin, dans les serres du jardin de la Ville de Paris. Les négociations ont table ouverte, à quelques pas du central. De nombreux contrats se sont négociés durant le quinze. Les invités de tournois ou sponsors, s'échappaient poliment après les matches pour aller retrouver leurs associés, leurs alliés, les joueurs leurs agents. Roland-Garros ne peut pas empêcher les adversaires qu'il se donne par souci d'originalité de venir faire des affaires sur son dos. D'autres coups gagnants se décomptent, comme dans toutes les Mecques du show, en coulisses.

Ph. Bg.

Les résultats du jeudi 8 juin

SIMPLE DAMES
Demi-finales
● Premier match de tableau. — S. Graf (RFA, n° 1) b. M. Seles (Youg.), 6-3, 3-6, 6-3.
● Deuxième match de tableau. — A. Sanchez (Esp., n° 7) b. M.-J. Fernandez (E-U), 6-2, 6-2.
DOUBLE MESSIEURS
Demi-finales
● Premier match de tableau. — M. Bahrami (Iran.)-E. Winogradsky (Fra.) b. R. Bathman (Sué.)-C. di Laura (Pér.), 2-6, 6-4, 6-1.
● Deuxième match de tableau. — J. Grabb (E-U)-P. McEnroe (E-U) b. J. Fitzgerald (Aus.)-A. Jarry (Sué.), 7-5, 5-7, 6-2, 6-3.
(Entre parenthèses la nationalité des joueurs et éventuellement leur numéro de tête de série.)

ملتان الأصل

Économie

Le débat sur les fonds propres des entreprises publiques

Les véritables missions de l'Etat-actionnaire

Les adversaires de la nationalisation dénoncent l'entrave que constituerait le statut public des entreprises nationales, incapables de se développer par manque de fonds propres. Pourtant, les groupes industriels, banques et assurances ont reçu 50 milliards de francs de fonds propres depuis un an, ce qui leur a permis de réaliser les investissements et acquisitions souhaités.

Quelle différence y a-t-il entre BSN acquérant cinq filiales du bûcherier Nabisco et Pechiney achetant le numéro un américain de l'emballage, American National Can? A priori aucune. Il s'agit de deux entreprises françaises, leaders sur certains de leurs marchés, et désireuses d'accroître leurs positions internationales pour faire partie des premiers mondiaux.

Et pourtant, à en croire le débat qui se développe actuellement en France, elles seraient fondamentalement différentes : la première, BSN, privée, pourrait se développer sans contrainte et trouver tous les financements nécessaires, quel que soit le coût de ses acquisitions. La seconde, Pechiney, nationalisée, serait gênée aux entournures par son appartenance au secteur public et serait obligée de se livrer à des contorsions financières pour trouver les fonds indispensables à ses achats, son actionnaire public impécunieux — pour cause de rigueur budgétaire —

étant incapable de la doter en capital, et la règle du « ni-ni » (ni privatisation — ni nationalisation), édictée par le président de la République, dans sa « Lettre à tous les Français », l'empêchant de faire appel directement au marché financier sous peine d'être accusée de « privatisation rampante ».

Que constate-t-on dans la réalité? Ni BSN ni Pechiney ne sont capables de payer leurs acquisitions avec leurs seuls fonds propres et le recours à l'endettement est le point de passage obligé pour les deux groupes. A charge pour chacun d'imaginer ensuite des solutions pour accroître ses fonds propres et réduire sa dette.

Une incapacité quasi congénitale

Pechiney a introduit une filiale en Bourse, émis des titres et reçu un milliard de francs de son actionnaire. BSN procédera de son côté à une « reconstitution » en fonds propres ou quasi-fonds propres de sa dette. Le groupe dirigé par M. Antoine Riboud pourrait ainsi envisager une augmentation de capital selon un montage qui ne serait pas forcément « classique ». Il y a gros à parier que, dans ce cas, on louera l'ingéniosité de son imagination septuagénnaire de patron. Une ingéniosité qui, dans le secteur public, est simplement considérée comme

une aptitude à « multiplier les moyens subsidiaires de financement ».

Pourquoi une telle distorsion dans le jugement? Parce que tout le débat sur le bien-fondé des nationalisations se résume désormais à ce leitmotiv : les sociétés dans le giron de l'Etat seraient affligées, de par leur statut, d'une incapacité quasi congénitale à augmenter leurs fonds propres pour financer leur croissance. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, vient de relancer le débat en déclarant dans nos colonnes : « Il serait désastreux de laisser les grandes entreprises nationales se marginaliser faute de capitaux propres » (Le Monde du 6 juin).

Au vu des 50 milliards de francs de fonds propres dont ont bénéficié les groupes industriels, mais aussi les banques et les assurances du secteur public (voir tableau) depuis la réélection de M. François Mitterrand, cette marginalisation est à relativiser. Chaque fois qu'une nationalisée a eu besoin d'argent pour financer ses investissements ou ses acquisitions, elle a eu les moyens de se le procurer. Les entreprises publiques disposent-elles pour autant de fonds propres suffisants? Cette question appelle deux observations :

— L'insuffisance des fonds propres n'est pas spécifique au secteur public. Toutes les sociétés françaises en souffrent presque « culturellement » pour avoir vécu pendant des années en économie d'endettement. La crise et les restructurations passées, elles ont assaini leur situation financière en réduisant leur dette et en augmentant leurs fonds propres. Doit-on pour autant adopter les meurs des firmes nippones dont certaines n'ont pas un sou de dette?

La réponse n'est pas liée au statut public ou privé de l'entreprise, mais relève de la doctrine. Saint-Gobain ou BSN considèrent comme une situation satisfaisante d'avoir un endettement correspondant à un tiers de leurs fonds propres, et envisagent sereinement, en fonction des circonstances, de remonter à une proportion de 50 %. Quant aux Américains, ils misent toutes leurs fusions, acquisitions et autres OPA sur l'endettement. Pourquoi les entreprises publiques devraient-elles être plus royalistes que le roi?

L'insuffisance des fonds propres est une notion difficile à quantifier et varie en fonction des critères retenus. S'aligner sur les Japonais conduirait à chiffrer à plus de 60 milliards de francs les besoins des groupes industriels publics. Si l'on s'en tient aux seules demandes formulées par les PDG des entreprises placées sous la tutelle de la Rue de Grenelle, les estimations s'élèvent à 30 milliards de francs pour les trois prochaines années. Les apports effectués au cours des seuls douze derniers mois prouvent que les montants en jeu ne sont pas hors de portée.

Pour les grandes banques, les besoins sont « objectivement » chiffrables puisqu'elles devront, selon les normes internationales, respecter en 1992 un certain rapport entre leurs fonds propres et leurs engage-

ments : c'est le fameux « ratio Cooke ». La BNP et le CIC sont aujourd'hui au niveau des normes de 1992. Encore leur faudra-t-il s'y maintenir. Quant au Crédit lyonnais, qui aurait besoin de 4,5 à 5 milliards, l'apport de la Caisse des dépôts lui fait parcourir le tiers du chemin. Là encore, l'objectif ne paraît pas inaccessible.

Pourquoi, alors, le problème de fonds propres semble-t-il plus préoccupant pour le public que pour le privé? Pourquoi s'entête-t-on à vouloir que l'Etat prenne des engagements pluriannuels à l'égard de ses pupilles alors qu'il ne viendrait à l'idée d'aucune société privée d'exiger pareils serments de ses actionnaires?

A l'évidence, c'est parce que l'Etat n'est pas un actionnaire comme les autres, contrairement à ce qu'affirment certains au gouvernement, désireux de banaliser l'actionnariat public. Ne serait-ce pour ne pas plus encourir les foudres de la Commission européenne, si prompt à discerner dans la moindre dotation en capital une subvention déguisée. Si l'Etat était un actionnaire comme les autres, où serait la justification des nationalisations de 1982? Celles-ci ne consacraient-elles pas la faillite d'un capitalisme privé, incapable de renflouer des entreprises en perturbation (Pechiney, Usinor, Saeclor...)?

Un mauvais procès

En injectant plus de 100 milliards de francs entre 1982 et 1988 (Le Monde du 16 mars 1989) dans les groupes industriels publics, l'Etat a fait ce qu'aucun actionnaire privé n'aurait fait. Peut-il aujourd'hui se contenter de toucher ses dividendes (4,7 milliards au titre de 1988 dont 2,6 pour les banques et 1 pour les assurances) comme un simple rentier? Les tenants de la privatisation font, certes, un mauvais procès au gouvernement en affirmant que les entreprises nationalisées ne peuvent se procurer de fonds propres. Mais celui-ci n'en n'est-il pas responsable dans la mesure où il n'est plus capable de justifier les nationalisations?

En 1982, il s'agissait de recapitaliser et de restructurer les principaux groupes français. Cela fut fait avec succès. Qu'en est-il aujourd'hui? Peut-on fonder le maintien d'un secteur public sur la seule nécessité de protéger les grandes entreprises contre d'éventuelles attaques d'assailants étrangers? C'est bien, mais c'est peu. N'y a-t-il plus d'impératifs nationaux — secteurs stratégiques, grands programmes technologiques, situation monopolistique, entreprise vivant des commandes de l'Etat... — qui justifient que telle ou telle entreprise relève du secteur public plutôt que du privé? Ne serait-il pas moins choquant de voir Renault privatisé et Dassault nationalisé que l'inverse? C'est là en tout cas que la règle présidentielle du « ni privatisation ni nationalisation » constitue la véritable entrave.

CLAIRE BLANDIN.

Après le rapport Brunhes sur le service public de l'emploi

M. Jean-Pierre Soisson s'apprête à lancer une réforme de l'ANPE

Un peu à la manière des soufflés, le rapport de M. Bernard Brunhes sur le « service public de l'emploi pour les années 90 », remis au commissaire général au Plan le 22 mars, risquait de retomber.

Mais le poids des réalités en a décidé autrement. Parce que le marché du travail n'est pas toujours en mesure de répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée, il devient urgent d'envisager des réformes. Pris à contre-pied, les divers organismes doivent s'adapter. Et pas seulement l'ANPE. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a annoncé le 8 juin qu'il s'attaquait dès maintenant à ce dossier. « Nous engageons un processus », a-t-il déclaré.

A l'origine destiné à bousculer la réflexion sur ce que devrait être le service public de l'emploi au début de la prochaine décennie, le rapport demandé à M. Bernard Brunhes par le commissaire général au Plan est déjà passé par trois phases depuis sa publication, le 22 mars (Le Monde du 6 avril).

Dans un premier temps, et grâce à un contenu un tantinet provocateur, il a surpris et ne laisse pas indifférent. En particulier, l'ANPE paraît être sur la sellette puisque M. Brunhes préconise la création d'offices régionaux du marché du travail, chargés de son animation et de sa régulation. Mais ce sont surtout les délégués régionaux à la formation professionnelle et l'omniprésente délégation à l'emploi, ayant la haute main sur le FNE (Fonds national de l'emploi) qui s'estiment dépossédés et font connaître leurs désaccords.

Puis vient une période de silence embarrassé. Lorsqu'une analyse d'urgence, la tactique de l'édredon s'impose. Après avoir laissé entendre qu'il se saisirait du dossier dans la foulée du droit de licenciement, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, se fait alors plus discret.

Le paradoxe de la pénurie d'emploi

Depuis peu, un regain d'intérêt se dessine enfin. Avec moins d'ambition sans doute, mais plus de pragmatisme, M. Soisson a manifesté, le 8 juin, son désir d'avancer sur un sujet qu'il sait politiquement « explosif ». En lisant avec l'aspect budgétaire il veut aboutir à des changements « visibles » d'ici à la fin de l'année. Clairement, le ministre du travail parle de réforme et de répartition des missions. Décidé à « engager un processus », il vient de constituer une commission composée de M. Marie-Thérèse Join-Lambert, ancien conseiller social de M. Rocard et d'un représentant de la direction du budget. Ce groupe est chargé de définir dans quelques conditions la réforme pour être menée et de faciliter le rapprochement des points de vue entre les différentes administrations. Il a déjà commencé à se réunir.

Bien sûr, il y a une raison à ce retournement, directement lié à l'évolution du marché du travail. Dès lors que des propositions d'emploi ne sont pas pourvues (Le Monde du 31 mai), premier indice d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, des tensions depuis longtemps oubliées réapparaissent. L'ANPE et le service public de l'emploi, entièrement tournés vers la gestion du chômage, sont pris à contre-pied et découvrent, en même temps que leurs difficultés, leur incapacité à s'adapter à leurs futures fonctions. D'où l'idée d'une réorientation, justifiée en partie par l'urgence.

Or, tout au long de son rapport, M. Bernard Brunhes avait souligné l'immensité d'une telle situation, et les événements venant confirmer sa thèse, ses recommandations n'en prennent que plus de poids. Tout comme son diagnostic. L'un des premiers, n'avait-il pas mis en évidence le « paradoxe » selon lequel, parallèlement au manque d'emplois, cause première de la persistance du chômage, surviendrait un déficit en personnel capable d'occuper les postes que la reprise nécessiterait?

Voués au traitement social, obnubilés par la nécessité de faire baisser les chiffres du chômage et entravés par un « empiétement » de mesures en tout genre, les organismes qui sont chargés de la politique de l'emploi ne pourront satisfaire la nouvelle demande, prévoyait M. Brunhes, persuadé, en revanche, que cela pourrait fournir l'occasion au service public de l'emploi de se positionner en véritable partenaire. « Il doit saisir cette chance pour sortir de l'image traditionnelle de placier de chômeurs non qualifiés ou de gardiens du droit », écrivait-il au nom d'une efficacité à retrouver où l'on passerait « d'une logique administrative à une logique d'usagers ».

Ses propositions découlent de ce contrat et de cette exigence. A l'égard des demandeurs d'emploi, les services se concentreront sur l'aide pour chercher un emploi, la formation pour adapter et la préparation pour adapter et la préparation à l'insertion de ceux qui peuvent être exclus. En fonction des besoins des entreprises, l'agent doit

non seulement être un « technicien de l'emploi » mais devenir l'unique interlocuteur administratif au sein d'un seul organisme de régulation du marché du travail.

Ce découpage devrait entraîner une clarification des missions entre les intervenants. Chargé de mettre en relation l'offre et la demande d'emploi, l'organisme de régulation constituerait un pôle de décision qui, par exemple, ne se confondrait plus avec un service de formation comme aujourd'hui.

Pour un « psychodrame »

Avec cette redistribution des cartes, l'opérateur unique pourrait mieux cibler son action et, en conséquence, pourquoi pas, se rapprocher du bassin d'emploi et donc de la région. En prenant la forme d'un office régional du marché du travail autonome, disposant de son propre budget et « libre de l'utiliser en fonction des besoins des demandeurs et des offreurs d'emplois », il serait capable de passer des contrats avec des organismes de formation ou de signer les conventions. Les partenaires sociaux seraient impliqués dans cette structure, fédérée au niveau national, qui dépendrait bien sûr de l'Etat et au sein de laquelle il serait en permanence représenté par le directeur régional de l'emploi. A caractère industriel et commercial, l'office serait un établissement public d'Etat à vocation régionale composé de l'ANPE et par partie des autres services existants.

Pour l'heure, l'hésitation concerne moins les objectifs à poursuivre que les moyens à mettre en œuvre. Certains évoquent la nécessité d'organiser la « révolution culturelle » à partir du rapport et imaginent de provoquer un vaste « psychodrame » qui permettrait de révéler les clivages, puis de les surmonter. Les partisans de cette méthode érigée en doctrine, à la discussion entre services et puis que des rapprochements se dégagent au cours d'une grande convention, sur laquelle il pourrait ensuite s'appuyer.

Les réticences de M. Charasse

D'autres, davantage convaincus de la « méthode Soisson » envisagent une élaboration mieux circonscrite et moins spectaculaire. Autour « de quatre ingrédients », ils proposent de définir un socle commun « intellectuel » de principes généraux régissant le dispositif mis à l'œuvre par le service public de l'emploi, de choisir les éléments significatifs qu'il conviendrait de faire bouger d'ici à 1990 pour engager un processus, d'associer et de consulter au maximum pendant toute la période de réflexion et, enfin, de savoir traduire le tout en moyens de personnel. « Il faudrait piloter l'ensemble en parallèle, de façon à conserver un équilibre sur les quatre points et donner nos ambitions sur l'état d'avancement au point le plus faible », expliquent ceux-ci, plus préoccupés.

M. Jean-Pierre Soisson, lui, est donc maintenant décidé à pousser son offensive, parallèlement au dossier de l'interim. Les derniers signaux enregistrés par le marché du travail, comme le contenu du rapport consacré à la vie quotidienne des chômeurs, conduisent, a-t-il souligné le 8 juin, « à poser le problème de la réforme du service public de l'emploi ».

Ce qui ne l'empêche pas d'être prudent. Il lui faudra convaincre le ministre du budget, M. Michel Charasse, qui ne cache guère l'aversion qu'il nourrit à l'égard de l'ANPE. Mais il pourra s'appuyer, pour ce faire, sur des arguments présentés par M. Brunhes dans son rapport. Les rémunérations sont « manifestement insuffisantes » et les effectifs peu conformes aux besoins, contrairement aux idées reçues. Selon une comparaison internationale, en effet, il y avait, en 1987, un « agent » pour 93 chômeurs et 860 actifs, en France. Au même moment, il y en avait un pour 33 chômeurs et 503 actifs en RFA, un pour 85 chômeurs et 829 actifs en Grande-Bretagne, et un pour 8 chômeurs et 422 actifs en Suède.

ALAIN LEBEAUE.

Le financement des sociétés nationales

Entreprises	Dotations en capital	Autres apports publics	Appel aux marchés financiers
Air France	—	—	2 500 (TSDI)
CCMF	43	—	—
ELF	—	—	3 283 (augmentation de capital suivie par l'ERAP à hauteur de ses 55,5 % de capital)
Rhône-Poulenc	—	—	7 260 (TSDI)
ORSEM	1 100	—	—
Pechiney	1 000	—	1 780 (CIP) 3 750 (introduction en Bourse de 25 % de Pechiney Internat.)
Aérospatiale	1 250	—	—
SNECMA	1 650	—	—
Bell	1 000	—	1 500 (TSDI)
Renault	12 000	—	—
Crédit lyonnais	—	1 500 (Caisse des dépôts)	3 500 (TSDI)
UAP-BNP	—	5 000 (apports de titres détenus par l'Etat)	—
GAN-CIC	—	1 000 (apports de titres détenus par l'Etat)	—
TOTAL	18 043	7 500	23 575

(En millions de francs)

Au total, entre mai 1988 et mai 1989, les entreprises publiques ont reçu près de 50 milliards de francs de fonds propres. A titre de comparaison, depuis novembre 1986, les entreprises privatisées ont recueilli 25 milliards de francs, dont une dizaine pour les entreprises industrielles et une quinzaine pour les entreprises financières.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

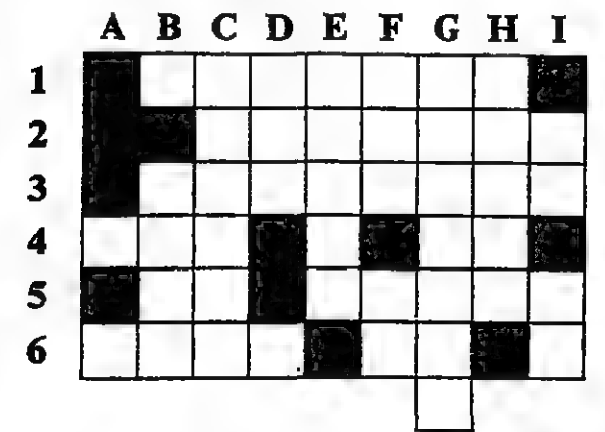


Petits mots croisés proustiens...

Question 33 :

Les principaux mots utilisés dans ces mots croisés sont empruntés à Proust.

A vous de compléter la grille.



Horizontalement :

1. Diplôme. — 2. Swann n'en était pas jaloux. — 3. Tels les hivers de ce « Cygne » qui devient le nom d'un yacht pour Albertine. — 4. Actrice « gomorrhéenne ». C'est pareil. — 5. Odette en donne trop (abréviation). Thureau-Dangin pouvait ne porter qu'une d'elles. — 6. Les vacances de Combray/Combray d'un tintement ovale.

Verticalement :

- A. Un Catalan pour des Russes. — C. Son père est président d'un syndicat peu révolutionnaire. — D. Des débuts rhénans. — E. Au nom « compact, lisse, mauve et doux ». — F. Départ pour l'Orient/Baignade à Turin. — G. Précède Combray. — H. Sa reine est amie de M^{me} de Villeparisis. — I. Proust n'a heureusement pas connu ces initiales/Avant Mars, vœu ou pas.

Bulletin-réponse dans Le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1



LA MONDIALE

Économie

SOCIAL

Le travail de nuit au centre de la conférence internationale du travail

GENÈVE
de notre correspondant

La 76^e conférence internationale du travail réunissant au Palais des Nations quelque deux mille participants qui représentent les gouvernements, les employeurs et les travailleurs de cent cinquante États membres, s'est ouverte le 7 juin, jour du sixième centenaire anniversaire de la création de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a été présidée par M. John Nkomo, ministre du travail et de la planification de la main-d'œuvre du Zimbabwe.

Le travail de nuit constituera un des points forts de cette conférence organisée par le Bureau international du travail (BIT). L'interdiction du travail des femmes la nuit dans l'industrie avait fait l'objet dès 1919 de l'une des toutes premières conventions internationales du travail — elle porte le numéro quatre — élaborées par le BIT.

Les participants à la conférence tenteront de se mettre d'accord sur un texte à la fois plus simple et plus complet sur le travail de nuit dans tous les secteurs — et pas seulement dans l'industrie — qui prendrait en compte ses conséquences spécifiques sur la vie familiale, l'environnement, la santé, etc., mais cette fois pour l'ensemble des travailleurs des deux sexes. Cette nouvelle convention ainsi élaborée devra aboutir à une entente entre les représentants des travailleurs et ceux des employeurs dans le monde entier et comporter en outre un système de contrôle efficace pour en prévenir et sanctionner les violations.

Les maladies professionnelles et les accidents du travail (notamment les brûlures graves provoquées par des explosions ou des incendies) dus aux manipulations de substances chimiques dangereuses étant de plus en plus fréquentes, le BIT prévoit aussi la mise au point de normes internationales précises sur leur utilisation.

Une meilleure classification de nombreux produits nocifs pourrait empêcher des dermatoses, des maladies des yeux, des allergies diverses et même des cancers. Les questions

à régler sont de taille si l'on songe que, sur un total d'environ quatre vingt mille substances chimiques, près de huit mille devraient être considérées comme dangereuses pour les travailleurs. Depuis 1921, plusieurs conventions et recommandations internationales du travail réglementant la manipulation de ces produits ont été adoptées par l'OIT, mais ce qui fait défaut jusqu'à présent, c'est un instrument qui prendrait en compte l'ensemble des problèmes de sécurité et d'hygiène dans ce domaine.

La conférence a également inscrit à son ordre du jour la situation des populations autochtones et tribales, qui comptent quelque trois cents millions d'âmes et forment souvent les couches les plus vulnérables et les plus exploitées de travailleurs.

Comme chaque année, la discussion portera sur le rapport du directeur général. Le rapport de 1989 intitulé *Redressement économique et emploi* a été rédigé par M. Francis Blanchard (France), qui a quitté ses fonctions le 5 mars, et c'est à son successeur à la tête du BIT, M. Michel Hansenne (Belgique), qu'il appartiendra de répondre aux questions soulevées par les différentes délégations. La délégation française comprend treize membres dont les chefs de file sont MM. Yvon Chotard pour le gouvernement, Jean-Jacques Ouchel pour les employeurs et Bernard Mourgue (FO) pour les travailleurs.

ISABELLE VICHNIAC.

● RECTIFICATIF. — Dans nos premières éditions datées du 9 juin, en page 33, l'article consacré aux usagers et à l'impôt de solidarité sur la fortune contenait une erreur. L'arrêt de la Cour de cassation, qui pose problème à l'administration puisqu'il contredit sa doctrine, concerne les conventions entre époux (contrats de mariage, donations, testaments) donnant au conjoint survivant plus que l'usufruit légal. Il fallait lire « époux avec enfants », et non pas époux sans enfants.

EUROPE 1993

Un rapport du Conseil d'Etat à M. Rocard

L'édification de l'espace social européen suppose des choix difficiles

Comment faire progresser et surtout concrétiser la notion d'« espace social européen » ? Lancée par M. François Mitterrand en 1981, elle a connu la notoriété avant d'avoir un contenu. La France, à l'approche de son « tour » de présidence à la Communauté (six mois à partir du 1^{er} juillet) peaufine une stratégie de négociation pour « acclimater » au niveau européen ce dialogue social qui n'a, à cette échelle, aucune « règle du jeu ».

Comme instrument de discussion pour cette difficile négociation européenne, le gouvernement français dispose depuis peu d'un rapport du Conseil d'Etat, adopté le 9 mai par une commission spéciale, qui a été remis au premier ministre.

Le Conseil d'Etat a examiné les conditions d'un encadrement juridique du dialogue social à l'échelle européenne, sur le fondement de l'article 118 B du traité CEE, tel qu'il résulte de l'article 22 de l'Acte unique (1).

Le Conseil d'Etat estime que l'article 118 B « peut fonder la compétence de la Commission pour déterminer la procédure de négociation et de conclusion d'accords », pourvu qu'il soit « dépourvu de force contraignante ». Il observe du reste que cette disposition de l'Acte unique « a déjà permis à la Commission de renforcer son action en faveur du dialogue social », grâce en particulier au « contexte favorable » créé par les objectifs formulés lors du conseil européen de Hanovre (juin 1988).

En attendant de « véritables conventions collectives euro-

péennes » qui sont, veut croire le Conseil d'Etat, « appelées à constituer la réalité sociale de demain », la Commission « pourrait adopter un règlement fixant quelques règles simples organisant et facilitant la pratique du dialogue social ». Mais le gouvernement français ne pourra procéder qu'avec souplesse et sans se montrer directif car « même pendant la présidence française, n'ayant pas la maîtrise des opérations en la matière, [il] ne pourra qu'exercer une action incitative à l'égard de la Commission qui restera le maître d'œuvre ».

Cette difficulté n'est rien à côté de la série d'épineuses questions liées aux critères et au contrôle de la représentativité des organisations syndicales admises à participer au dialogue social.

Le pari

communautaire

Si l'on admet comme partenaires des organisations nationales, observe le Conseil d'Etat, on prend le triple risque, en contrepartie d'une forte légitimité des accords ainsi élaborés :

— De pléiades des organisations admises à négocier et de blocage ;
— De privilégier les organisations des pays où le syndicalisme est traditionnellement très implanté. Le Conseil d'Etat ne cite aucun exemple, mais ne peut songer au paradoxe « parasitaire » que la Grande-Bretagne, pourrait ainsi introduire dans les négociations. La RFA, convaincue de l'efficacité de ses propres méthodes et conceptions, ne serait pas non plus très facile à « manier ».

— Troisième risque enfin, la gestion d'un autre paradoxe : « Comment, par exemple, la DGB allemande pourrait-elle accepter de ne participer au dialogue social qu'à

travers la CES [2], alors que la CGT française y serait admise en tant que telle ? Le risque d'éclatement de la CES paraît important. Le paradoxe serait donc que le développement du dialogue social européen entraîne un recentrage sur les particularismes nationaux. »

Une autre voie consisterait à « réserver le dialogue social européen aux partenaires sociaux organisés au niveau communautaire ». Simplification et dialogue social véritablement européen seraient les avantages de cette méthode qui « en revanche (...) repose sur un double pari sur l'avenir ».

D'une part, le pari du développement des confédérations européennes, puisque, aujourd'hui, seule la CES existe à ce niveau. Cependant, plusieurs éléments vont dans le sens de ce développement : la CFTC s'apprête à rejoindre la Confédération européenne des syndicats. La CGT, les syndicats portugais et espagnols frappent aussi à la porte de la CES.

Autre pari que lesdites confédérations européennes obtiendront les mandats nécessaires pour négocier de la part des syndicats qui les composeront.

Il faudra aussi assurer le contrôle de la représentativité des organisations syndicales qui soumettront à la Commission « la tâche de la Commission », en cas de litige, de la Cour de justice des Communautés européennes.

Pour ce qui est des conditions de validité des accords, le Conseil d'Etat estime que « devrait être affirmé le principe selon lequel toutes les organisations représentatives concernées par l'objet de la négociation doivent y être conviées. (...) Par ailleurs, il ne serait pas souhaitable que la validité de l'accord soit subordonnée à

la signature de toutes les organisations présentes à la négociation ».

Enfin, le Conseil d'Etat prévoit la garantie de la sécurité juridique des accords (ils seraient déposés auprès du greffe de la Cour de justice des Communautés européennes) et la mise en place de leur suivi.

Quant au contenu à donner le moment venu au dialogue social européen, le Conseil d'Etat reconnaît qu'une négociation européenne sur les salaires, et en général « la plupart des thèmes concernant globalement le statut des salariés », sont difficiles à envisager. Le grain à moudre ? La formation permanente, la mobilité professionnelle.

En sa grande sagesse, le Conseil d'Etat conclut que « le bon fonctionnement et l'efficacité du dispositif mis en place sur la base de ces propositions pourraient permettre ultérieurement de franchir une nouvelle étape vers un véritable droit de la négociation collective au niveau européen ». Reste à mettre ce dispositif en place... et à accomplir les choix politiques qui n'appartiennent qu'au gouvernement.

MICHEL KAJMAN.

- (1) Cet article prévoit : « La Commission s'efforce de développer le dialogue entre partenaires sociaux au niveau européen, pouvant déboucher, si ces derniers l'estiment souhaitable, sur des relations conventionnelles. »
(2) NDLR : Confédération européenne des syndicats.

Lire aussi

- La préparation des élections en Espagne page 8
- Le débat et les principaux thèmes de la campagne en France ... pages 10 et 12

LA MONDIALE : UNE PREMIÈRE

Pour la première fois, une compagnie d'assurance à forme mutuelle émet des titres participatifs.

Société d'assurance sur la Vie et de Capitalisation, à forme mutuelle, LA MONDIALE est leader dans sa spécialité. Son chiffre d'affaires a été multiplié par 3,2 depuis 1980 (2,1 milliards de francs en 1988).

Cette progression s'est appuyée sur la performance de la gamme de ses produits, bien adaptée aux attentes des assurés dans le domaine de la Prévoyance et de la Retraite.

L'émission de titres participatifs a pour objectifs :
— de renforcer le capital des filiales de LA MONDIALE, et plus généralement, son assise financière,
— de financer la croissance des produits existants et le développement de nouveaux produits et réseaux de distribution,
— de permettre à LA MONDIALE de saisir les opportunités de croissance sur le marché européen.

ÉMISSION DE F 500.000.000 DE TITRES PARTICIPATIFS A BONS DE SOUSCRIPTION

CARACTÉRISTIQUES DES TITRES PARTICIPATIFS

Prix d'émission : F 1.000.
Date de jouissance et de règlement : 3 juillet 1989.
Rémunération annuelle :
— une partie fixe : 4,5 %
— une partie variable : 1,5 %
Indexée à l'évolution de la marge brute consolidée de LA MONDIALE avec un minimum de rémunération annuelle totale de F 60 pour les 5 premières années, de F 80 pour les 5 années suivantes et de F 95 ensuite. Au-delà de la 15^e année, elle sera au maximum de F 180.
Remboursement anticipé :
ou gré de l'émetteur
— F 1.400 la 10^e année,
— F 1.700 la 15^e année.

CARACTÉRISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION

A chaque titre participatif est attaché un bon de souscription qui permettra de souscrire du 4 juin au 2 juillet 1990 à un titre participatif jouissance 3 juillet 1990, assimilable à cette date à ceux de la première émission au prix de F 1.050.
Prix d'émission : F 10.

Finagest Paribas Excofinance
Banque Nationale de Paris - Crédit Lyonnais - Union de Garantie et de Placement - Caisse Centrale des Banques Populaires - Caisse des Dépôts et Consignations - Banque Industrielle et Commerciale du Marais - Banque de Marchés et d'Arbitrage - Cyl Finance Gestion - Barclays Bank - Financière Colbert - Banque Financière Cardif - Banque Eurofin - Ecofi Finance - Crédit Commercial de France - Lazard Frères & Cie - Banque Worms - Crédit Industriel et Commercial.

LA MONDIALE remercie les souscripteurs qui ont assuré le succès du lancement de cette innovation

LA MONDIALE

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa COB n° 89-129 en date du 31 mai 1989) disponible sans frais au siège de la Société.
BALO du 5 juin 1989.



DONNEZ DU SOUFFLE A VOTRE ARGENT

A l'heure où les entreprises et les particuliers ont besoin de services financiers réellement personnalisés, dans des délais rapides et avec le maximum d'efficacité, la BFI, structure légère et performante, animée par des professionnels de haut niveau, a développé une gamme de produits financiers qui donnent du souffle à votre trésorerie.

SOLI COURT TERME
SICAV obligataire, elle est destinée aux placements de trésorerie à court terme.

SOLI PER
SICAV composée à 75% de valeurs émises par des sociétés françaises, elle privilégie la sécurité dans l'optique de la constitution d'une retraite.

SOLI PLUS
SICAV actions composée principalement de valeurs françaises, elle s'adresse à une clientèle de particuliers avertis.

BFI
L'ESPRIT, GAGNANT.

SOLI LONG TERME

SICAV composée d'obligations françaises et étrangères, elle fait bénéficier les souscripteurs d'une gestion dynamique dans le cadre d'une durée de placement à moyen et long terme.

SOLI PREMIERE

SICAV composée d'obligations françaises d'Etat de première catégorie (titres émis ou garantis par l'Etat).

ACTEA

Banque Française d'Investissement - 46, rue Lauriston - 75116 Paris - Tél. 47.27.24.00

مكتبة الأصل

AÉRONAUTIQUE

Le trente-huitième Salon international du Bourget

Un entretien avec l'administrateur d'Airbus Industrie

Savoir gérer une avalanche de commandes

L'année 1989 s'annonce bonne pour Airbus, qui a vendu, en cinq mois, 163 avions, soit autant que pendant l'ensemble de l'année 1988. Ces succès confortent la stratégie arrêtée par le consortium européen Airbus Industrie pour doter l'Europe d'une industrie aéronautique capable de supporter la comparaison avec celle des États-Unis. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jean Pierson, administrateur général du consortium, explique la montée en puissance d'Airbus et la façon dont il gère une croissance si rapide qu'elle peut gêner la fabrication de l'avion européen.

« La chute de l'Airbus A-320 d'Air France, survenue il y a un an à Habsheim, n'a fait aucun tort à la commercialisation de cet appareil. Le consortium Airbus n'a jamais réalisé une aussi bonne année. Depuis sa création, il a enregistré plus de 1 100 commandes et est assuré de quatre ans d'activité. Pourquoi ce succès ?

« L'accident d'Habsheim n'a effectivement eu aucune conséquence dommageable sur les plans technique et commercial. C'est

même la première fois qu'après un accident, l'administration ne nous demande pas une seule modification sur l'avion en cause... Et nous venons de signer pour le cinq centième A-320 commandé ferme.

« Avec quelle compagnie ?
« Je n'y perds un peu, car plusieurs compagnies ont converti des options en commandes fermes, à l'instar de Lufthansa pour dix avions et d'ILFC pour onze. Avec les options, nous atteignons, pour l'Airbus A-320, le chiffre de 700 et des poussières. Ça change tous les jours.

« L'année se présente bien pour tous nos modèles. En cinq mois, nous avons réalisé 163 commandes fermes contre 167 fermes et en option pour l'ensemble de l'année 1988. J'ai bon espoir que nous atteignons, en douze mois, le chiffre de 400 commandes fermes et en option.

Le segment le plus porteur

« Pourquoi ce succès ?
« Les Airbus A-300 et 310 se portent bien, et nous allons augmenter la cadence de production annuelle de 40 à 44 unités. Notre dernier-né, l'A-320, comble les espé-

rances que nous avions placées en lui, et nous sommes surtout emballés par les délais de livraison que nous imposons à nos clients.

« C'est-à-dire ?

« Quelqu'un qui veut acheter un A-320 ne pourra pas le recevoir avant 1994, car nous devons maintenir ce délai, qui correspond à une politique industrielle prudente. L'A-320 se place sur le segment le plus porteur du marché que nous évaluons à 4 000 avions de cent cinquante places, court et moyen courrier.

« D'autre part, nous avons la confirmation de la justesse de la stratégie qui nous a fait miser sur le gros porteur A-330 et le long-courrier A-340. On nous disait, il y a deux ans, au moment de leur lancement : combien en placerez-vous, de l'un et de l'autre ? Ça n'a pas d'importance, car ces deux avions ont en commun la plus grande partie de leurs éléments. Même fuselage, même cockpit. Deux ans après leur livraison, nous avons engrangé 292 commandes, c'est-à-dire mieux que l'Airbus A-320, qui avait été vendu à 285 exemplaires deux ans après son lancement. La courbe est identique. Nous sommes sur la bonne voie.

« A quel rythme vous est engagé pour votre plus gros porteur et votre très long-courrier (1) ?

« Les compagnies européennes, qui sont plus intéressées par l'A-340, veulent ouvrir de nouvelles routes entre des marchés trop étroits pour remplir un Boeing-747.

« Les compagnies américaines préfèrent le A-330, parce qu'elles sont plus sensibles à sa grande capacité, qui permettra de parer aux effets de la saturation des aéroports et aux problèmes du contrôle aérien. Il a d'abord séduit les transporteurs « riches », comme Delta, American et Northwest. Nous attaquons maintenant les compagnies « près de leur sous », telles United et TWA. Demain, nous persuaderons les transporteurs moins argentés, comme Texas Air et Panam, que c'est l'avion qu'il leur faut.

« En Asie, la croissance du trafic amène tout naturellement les clients de nos A-300 à acquiescer des A-330. Quand je suis arrivé en 1985 à la tête d'Airbus Industrie, nous étions une négociation avec les Coréens, qui nous disaient : « Nous n'achèterons des A-300-600 que si vous nous reprenez nos vieux A-300-B-41 ». La demande est telle qu'aujourd'hui plus personne ne nous propose de reprendre de B-41.

« A quel niveau de commandes lancez-vous la fabrication de la version allongée de l'A-320 ?

« Quarante commandes fermes. Nous en comptons déjà 16 d'ILFC et Egyptair.

Des précautions avec les loueurs

« A côté des compagnies, les sociétés de leasing aérien sont devenues d'excellents clients capables de vous acheter plusieurs centaines d'avions d'un coup. Êtes-vous favorable à l'arrivée de ces investisseurs entre vous et vos acheteurs naturels ?

« Nous nous sommes posé la question, car nous ne souhaitons pas introduire un tiers dans nos relations avec les compagnies. Nous aussi, nous savons construire les financements convenables pour procurer des avions à celles-ci. Pourtant, le marché du leasing existe. Par exemple, ce système peut aider les pays ou les compagnies fragiles à moderniser leurs flottes.

« Nous avons donc décidé de traiter avec les loueurs, mais en prenant quelques précautions. Nous limitons les quantités d'appareils que nous acceptons de leur vendre : 20% des A-320 et 15% des A-330-340. Nous n'avons pas vendu plus de 54 Airbus à l'irlandais GPA sur sa commande monstre de 308 appareils, parce que nous n'avons pas voulu dégrader à cette règle. D'autre part, nous avons introduit des délais de livraison pour les loueurs de façon à réserver les premières livraisons de nos nouveaux appareils aux compagnies.

« Comment s'effectue la montée en puissance de la production d'Airbus ?

« Il existe bien quelques soucis. Il nous faut alimenter notre chaîne d'assemblage de telle sorte que tous les morceaux arrivent à l'heure. Or, les équipementiers qui sont sollicités en même temps par Boeing, Mc Donnell Douglas et Airbus ont du mal à produire les quantités demandées. On constate deux mois de retard pour les MD-80 de Mc Donnell Douglas et huit mois pour le MD-11. En ce qui nous concerne, nous avons livré 61 avions en 1988 et nous monterons à 108, cette année, sans retard majeur.

« Cette accélération des cadences se dégrade-t-elle sur la qualité des avions comme chez Boeing, où des erreurs de montage ont été constatées ?

« Notre structure industrielle et sociale n'est pas la même qu'aux États-Unis. Nous ne licencions pas pour embaucher à nouveau à tour de bras. Nous ne mettons pas sur la chaîne d'assemblage un homme qui n'a pas fait ses études ! Nous



apprennent à se former sur des pièces élémentaires, et ce n'est qu'après avoir acquis du métier qu'ils seront affectés sur la chaîne. Nous doublerons notre production, qui atteindra, en 1992, les 200 avions par an, tout en continuant à améliorer leur qualité.

Salvations publiques

« Les Allemands de l'Ouest souhaiteraient avoir une chaîne d'assemblage chez eux et dédoubler celle de Toulouse. Qu'en pensez-vous ?

« A aucun moment les instances responsables d'Airbus n'ont été saisies d'une demande ou d'un dossier

concernant cette question. Celle-ci devra être tranchée à l'unanimité des quatre partenaires allemand, britannique, espagnol et français. Je sais que les Français répondront que l'usine actuelle a une capacité de douze avions par mois et que la cadence programmée est de six seulement. Alors...

« Les Américains continuent-ils à profiter contre les subventions publiques dont Airbus bénéficie, selon eux ?

« Depuis janvier 1988, la situation n'a guère bougé en raison de la conjoncture électorale des deux côtes de l'Atlantique. Nous avons dit aux Américains que nous voulions que soient pris en compte tous les subside directs et indirects consentis aux industriels et, par exemple, les 20 milliards de dollars consentis en douze ans aux avions américains par le canal de contrat de recherche-développement de la NASA ou de la défense.

« Nous avons noté avec satisfaction que la nouvelle administration américaine reconnaissait que le problème de financement des avions civils devrait être réglé de façon multilatérale. Tous les pays subventionnent leurs industries : le Brésil, le Canada, le Japon et l'Italie comme les autres. Les Boeing-767 utilisent des pièces fabriquées et subventionnées en Italie et au Japon, non ? Nous devons ensemble trouver un compromis pour clarifier les règles de ces financements et les rendre applicables.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

(1) Airbus A-330 : trois cent vingt-huit passagers sur une distance de 9 200 kilomètres. Airbus A-340 : deux cent soixante-deux passagers sur 13 800 kilomètres.

European spoken here.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'économie et des affaires :

« Ici on parle européen ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

La défaillance d'un réacteur serait à l'origine de l'accident du Mig-29

Une commission d'enquête franco-soviétique, présidée par le directeur adjoint du centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge, a été chargée de déterminer les causes de l'accident, jeudi 9 juin, au Salon du Bourget, de l'avion soviétique Mig-29 de supériorité aérienne, dont le pilote, Anatoli Krotchour, trente-sept ans, a pu s'éjecter et a été hospitalisé à Vincennes. Pilote d'essai du constructeur Mikoyan, Victor Krotchour, qui avait déjà présenté le même appareil, en septembre 1988, au Salon britannique de Farnborough, est hors de danger.

En fin de démonstration aérienne, le Mig-29 s'est présenté, à environ 150 mètres d'altitude, sous un fort cabré en virage serré. Cette manœuvre à basse altitude et à faible vitesse requiert un maximum de puissance. Il semble que, lors de cette remise des gaz à un moment critique, la réchauffe, appelée « post-combustion » (pour accroître la puissance de la propulsion), du réacteur droit n'ait pas fonctionné correctement. Cette défaillance est probablement à l'origine de la perte de contrôle du Mig-29 par son pilote et donc, du décrochage de l'avion.

Le directeur des vols de démonstration du Salon a indiqué, pour sa part, que cet accident n'était dû ni à une erreur ni à une fausse manœuvre du pilote soviétique. Les organisateurs de l'exposition estiment, en effet, qu'ils n'ont aucune remarque à adresser à Victor Krotchour, qui a respecté son plan de vol et les règlements de sécurité édictés pour les démonstrations aériennes.

Lors de leur participation à ce même Salon du Bourget, en juin 1973, les Soviétiques avaient déjà connu un grave accident, celui de

leur avion civil supersonique Tupolev-144, qui avait provoqué la mort de treize personnes, dont sept habitants de la commune voisine de Gossauville.

Pour l'actuel Salon du Bourget, les Soviétiques sont venus en force, et notamment dans le domaine militaire pour la première fois. Outre le monoplace Mig-29, qui est totalement détruit, ils ont amené la version biplace de ce même avion et huit autres appareils, dont l'hélicoptère AN-125 porteur de la navette Bourane, deux chasseurs d'interception SU-27, deux biplaceurs d'attaque au sol SU-25 et l'hélicoptère d'assaut MI-28.

Déjà vendu notamment à l'Inde et à l'Irak, le Mig-29 est un avion de supériorité aérienne, biplaceur, d'une masse de 18 tonnes et capable d'atteindre Mach 2.3. Il a un rayon d'action de 2 100 kilomètres et peut voler à une altitude de 17 000 mètres. Il peut être armé de six missiles air-air, d'un canon de 30 mm, ou emporter des roquettes et des bombes air-sol de 57, 80 et 200 mm. Dans la panoplie américaine, il correspond grosso modo au F-15 de l'armée de l'air et au F-14 de la marine.

« Une compagnie régionale américaine achète cent avions à British Aerospace. — La compagnie aérienne américaine, AMR, Eagle, transporteur régional, a commandé à British Aerospace cent avions de dix-neuf à vingt-neuf places, des biplaceurs Jetstream Super 31 et 41. Le montant de cette commande s'élève à 500 millions de dollars (3,3 milliards de francs).

SALON DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE, LE BOURGET 89.

QUAND ON A DU TALENT, L'ESSENTIEL D'UNE CARRIÈRE DÉPEND PARFOIS D'UNE CONVERSATION DE SALON.

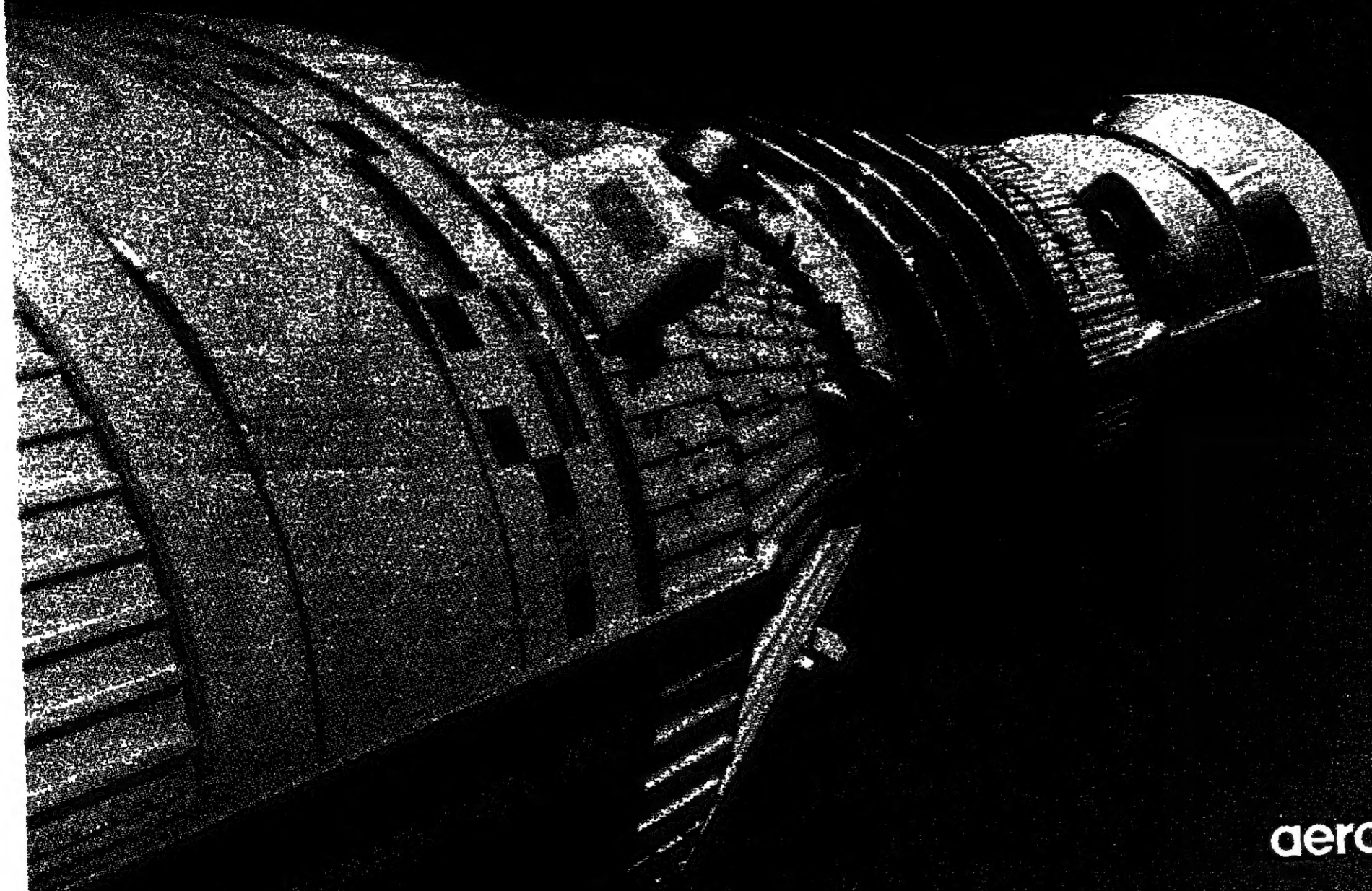
IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT.

MATRA
DEFENSE - ESPACE

SALON DU BOURGET 89 - TEL 45.49.24.25

هكذا من الأصل

AEROSPATIALE, OBJECTIF MONDE



aerospatiale

EXPORTER

Aujourd'hui, Aerospatiale prouve chaque jour qu'elle sait imaginer, réaliser et gagner sur les marchés mondiaux de l'aéronautique et de l'espace. Partout l'image de ses succès techniques et commerciaux s'impose. En 1988, 68 % des commandes ont été prises à l'exportation. Aux Etats-Unis, Airbus et ATR sont commandés par les plus grandes compagnies, et au Japon 40 % du marché des hélicoptères civils est détenu par Aerospatiale, premier exportateur mondial. Avec des clients répartis dans 115 pays et des bureaux sur tous les continents, Aerospatiale occupe de plus en plus d'espace.

L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

مكتبة امنه الاصل

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 9 JUIN

[illegible][illegible]

Compt. (100 F)	143 30	143 60	Locaux (100 F)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	</
----------------	--------	--------	----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

— : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ☆ : marché continu

ملکة امنه، الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 La crise en Chine. 6 Iran : M. Rafsanjani candidat à l'élection présidentielle. - Les suites du dialogue arabo-palestinien. 8 URSS : débat à huis clos au Congrès des députés.	10 Européennes : le débat télévisé des têtes de liste des principales formations. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 12 Les principaux thèmes de campagne. 14 Les débats à l'Assemblée nationale et au Sénat.	18 La conférence internationale de Montréal sur le sida. - L'enfance et la justice selon le Conseil d'Etat. 19 Le procès Orta à Montpellier. 20 Échecs. 25 Sports : les internationaux de France de Tennis.	21 Théâtre : le Long voyage vers la nuit, d'Eugène O'Neill mis en scène par Ingmar Bergman au Théâtre de l'Europe. 22 Un entretien avec Thierry de Saucy sur la politique culturelle française à l'étranger. - Communication.	26 Le débat sur les fonds propres des entreprises publiques. 27 Le travail de nuit au centre de la conférence internationale du travail. - Europe 1993. 28 La trente-huitième Salon du Bourget. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 18 Campus 20 Carnet 20 Météorologie : poursuite de la grève. Jazz 16 Philadélie 20 Radio-télévision 24	● Admissibilité aux grandes écoles ? RES ● La Chine en direct 24h/24h ETR 3815 taping LEMONDE ● Les comptes du Baccalauréat 3615 taping LMBAC ● Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3615 taping LM

La France est prête à accroître ses échanges militaires et civils avec l'Arabie saoudite

Le prince sultan Ibn Abdel Aziz Al Saoud, vice-premier ministre et ministre de la Défense de l'Arabie saoudite, s'est entretenu, jeudi 8 juin, à l'Élysée, avec M. François Mitterrand, auquel il a remis « un message d'amitié et de gratitude » de la part du roi Fahd « pour la position adoptée par la France et le président de la République française quant à la cause palestinienne ».

En visite officielle de quarante-huit heures à Paris, le prince sultan a notamment été reçu par le premier ministre et le ministre de la Défense. « Le champ de la coopération militaire et surtout civile entre la France et l'Arabie saoudite », a déclaré M. Michel Rocard, peut se développer dans beaucoup de directions touchantes.

Le prince sultan a également visité le Salon aéronautique du Bourget, où il s'est fait présenter l'exposition du ministère de la Défense, et où il a demandé à voir le Mirage-2000, le Rafale et l'avion de surveillance maritime Atlantique-2. Les Saoudiens et les Français sont en discussions (Le Monde du 27 mai) pour d'éventuelles fournitures militaires. Il s'agit principalement de la livraison de missiles sol-air Mistral de défense aérienne, de frégates lance-missiles de défense aérienne (mais leur équipement n'a pas été précisé et pourrait être de conception américaine) et de la possibilité d'un achat commun (par les Emirats arabes unis, Koweït, Oman et l'Arabie saoudite) d'appareils Atlantique-2 pour la surveillance des approches maritimes de ces différents États.

Le numéro de « Monde » daté 9 juin 1989 a été tiré à 528 418 exemplaires

Après le compromis de Vienne

L'OPEP se réunira en septembre pour une négociation difficile

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Tandis que les marchés pétroliers, hésitants et traumatisés, cherchent à évaluer les conséquences du semi-échec de l'OPEP, le ministre koweïtien du pétrole a tenté, jeudi 8 juin, de rassurer les opérateurs. Soufflant le chaud et le froid, le cheikh Ali Khalifa Al Sabah, qui, la veille, s'était excusé avec éclat de la discipline du cartel en refusant le quota de production qui venait de lui être attribué, a assuré qu'il utilisera sa « liberté » de façon « responsable » et limiterait sa production jusqu'en septembre à 1,35 million de barils/jour, soit un niveau susceptible de ne pas déséquilibrer le marché. A New-York, les cours du West Texas Intermediary, qualité de référence aux États-Unis remontaient jeudi à 20 dollars le baril.

En dépit du ton volontairement optimiste du ministre et des déclarations positives de la plupart de ses homologues, il apparaît clairement que l'OPEP a décliné en six jours de négociations acrimonieuses le crédit accumulé les six derniers mois et stoppé l'envoie des prix qui a poussé récemment le baril au-dessus de 20 dollars, soit moitié plus que l'an passé.

Le compromis sur un plafond de production de 19,5 millions de barils/jour, conclu en catastrophe pour éviter le pire, n'a en effet réglé aucun problème de fond. L'ambiguïté la plus complète subsiste notamment sur les objectifs de la prochaine réunion de l'OPEP, en septembre. Pour le ministre algérien du pétrole, il s'agit simplement de vérifier, selon d'état du marché, si l'on peut relever ou non le plafond à

20 millions de barils/jour, en conservant les quotas actuels. Pour le ministre koweïtien au contraire, il faudra remettre à plat la répartition des niveaux de production par pays, et donner au Koweït la part « légitime » (7,6 % contre 5,6 %) qu'il réclame en vain aujourd'hui.

La notion de « référence »

Une ambiguïté de taille, car si la fixation d'un plafond global plus élevé n'a jamais soulevé de problèmes insurmontables, la redistribution des quotas en fonction de critères « objectifs » est un des blocages majeurs du fonctionnement du cartel. Comme l'a souligné le ministre algérien, on peut identifier quelque vingt-trois paramètres (population, revenu par habitant, volume des réserves...) dont seulement cinq ou six seront pris en compte. Un compromis forcément difficile. Le Koweït, de son côté, laisse planer le doute sur son comportement après septembre si d'ici là il n'obtient pas gain de cause sur le niveau de son quota.

Autre point de malentendu : la notion de prix de « référence » qui a remplacé, dans la résolution de l'OPEP, le prix « cible ». Pour le Koweït, les deux notions sont les mêmes et permettent de juger de l'adaptation de la production du cartel à la demande. Pour l'Arabie saoudite, qui militait avant la conférence en faveur de la suppression du prix « cible », la notion de prix de « référence » signifie que le cartel n'est plus obligé de défendre un prix, et que les « forces du marché » déterminent désormais le prix.

Un clivage de fond entre les alliés de jadis (Saoudiens et Koweïtiens)

est ainsi apparu pour la première fois lors de cette conférence. Les deux pays n'ont en effet plus les mêmes objectifs économiques. Tandis que le Koweït, soucieux de protéger le marché à long terme, veut des prix aussi bas que possible, les Saoudiens souhaitent — aussi bien pour des raisons budgétaires que pour s'aligner sur les vœux américains — des cours autour de 20 dollars.

Si l'on ajoute à cette divergence — presque une hostilité — le fait que l'Arabie saoudite laisse entendre qu'elle pourrait à l'automne exiger un quota plus important, la réunion de septembre s'annonce très difficile. Officiellement ou officieusement, neuf membres du cartel sur treize risquent d'y réclamer une révision des quotas en leur faveur. Une revendication impossible à satisfaire et qui aura pour seul effet de réduire à néant les efforts du Koweït.

VÉRONIQUE MAURUS.

Le groupe publicitaire français BDDP retire son OPA sur le groupe britannique BMP

Le groupe publicitaire français Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP) a retiré le 9 juin son offre publique d'achat (OPA) lancée le 29 mars sur le groupe publicitaire britannique Boase-Massimi-Pollitt (BMP). Le groupe français, qui proposait d'acheter le capital de BMP à 345 pence l'action, a pris cette décision après avoir appris que le groupe américain Omnicom, venu à la rescousse de BMP en proposant de le racheter à 365 pence l'action, était prêt à surcoûter en cas de nouvelle hausse de la part de BDDP. « 345 pence l'action, c'est un prix déjà élevé qui représente deux fois la marge de BMP », explique Nick Baum, directeur général pour l'International de BDDP. « Nous avions la possibilité de monter jusqu'à 400 pence mais Omnicom aurait surenché. Il lui était impossible de ne pas perdre. Nous préférons donc un retrait dans la dignité et conserver le respect acquis pendant cette opération auprès des financiers ».

Hormis le retrait de son OPA, BDDP aurait pu échanger la part de capital acquis de BMP (15 %) avec la prise de contrôle de la filiale américaine du groupe anglais, Ammirati and Paris. Mais le takeover panel britannique s'y serait opposé. L'OPA terminée pour lui, BDDP s'apprête donc à revendre les 15 % de BMP qu'il possède et qui, compte tenu de la plus-value acquise pendant l'OPA, représente 4 millions de livres (soit 43 millions de francs).

Sur le vif

Plié en deux

Il se sont vraiment perdus, au Reader's Digest. Ils ont tenté de nous donner des conseils qui valent pas un clou ! Comment obtenir une augmentation. Comment vaincre le cancer. Comment éduquer un militaire. Moi, mes copines, on s'y laisse prendre à tous les coups. Hier, il y en a une qui me téléphone. Elle était dans le dernier dossier. Ses enfants sont parties et elle s'ennuie avec son vieux croûton de mari :
— Tu te souviens, le recette que tu m'as donnée pour réchauffer les restes de mon couple, tu l'avais déconseillée je sais plus où, ah ben je l'ai complètement ratée.
— Tiens, comment ça se fait ?
— Faut d'abord le surprendre, Roger, avouer à pas de loup derrière lui pendant qu'il était en train de lire ou de regarder la télé et lui mettre la main sur les yeux en lui criant dans l'oreille : coucou ! qui est là ? Il a failli me mordre, figure-toi ! Je lui avais écrié les lunettes sur le nez.
— Et les petits mots tendres, t'as essayé ?
— Partons-en ! J'ai commencé à l'appeler Poupounet et il

s'est foutu en rogne. Qu'est-ce que j'imaginais ? Qu'il était retombé en enfance ou quoi ?
— Et les fous rires du temps de vos fiançailles ?
— Le bide. Quand il est rentré hier soir, je lui ai servi une histoire que j'avais entendue aux « Grosses têtes » en faisant mon rapassage. Il a grogné : elle est pas drôle, elle est mal racontée et je la connais déjà.
— Il est coriace, dis donc, ton mec. Ah ! tiens, t'as pensé à faire la valisette rue sous ton petit tablier, des fois que ça lui donnerait l'idée de te sauter au coin de l'évier ?
— Ça non ! Le strip-tease, c'est plus de mon âge.
— Et le clair-obscur d'un dîner aux chandelles devant un feu de bois dans la cheminée ?
— Ah ! tais-toi ! Je lui ai demandé de remettre une bûche, il s'est baladé, il s'est pas relevé. Depuis, il marche et il dort en s'écartant, rapport à un lumbago d'enfer !
— Bon voilà ! Il est plié en deux. Si tu veux égarer ton couple, qu'est-ce que tu peux souhaiter de mieux ?

CLAUDE SARRAUTE.

Dans l'opposition Naissance de l'Entente réformatrice

Inquiets d'une « dérive droite » du Parti républicain, mais croyant toujours à la pérennité de l'UDF après le 18 juin avec ou sans le CDS, ayant également en tête pour l'avoir une unification de leurs deux formations pour occuper l'aile gauche de l'opposition, MM. Yves Galland, président du Parti radical valaisien, et André Santini, secrétaire général du PSD, ont annoncé, jeudi 8 juin, la création d'une « Entente réformatrice ».

Membres tous deux des adhérents directs, MM. Pierre-André Wilmet, ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, et Jean-Philippe Lachenard se sont associés à cette démarche qui entend privilégier « les problèmes de fond » sur ceux des structures internes de l'opposition.

M. Juppé face aux « rénovateurs »

La rencontre de la Grande-Chartreuse s'ouvrait-t-elle sous le signe d'un malentendu ? Les dirigeants des formations de l'opposition qui seront les hôtes de M. Carignon, président du conseil général de l'Isère, dans son département sont-ils en communion avec lui ? Le maire de Grenoble ayant affirmé que la jeune génération faisait retraite en ce moment pour fuir son rôle dans « un gouvernement d'alternance » (Le Monde, du 9 juin) l'un des piliers, M. Alain Juppé, a vivement réagi à cet ordre du jour instauré.

Le secrétaire général du RPR a tenu à préciser jeudi 9 juin qu'il avait répondu « ainsi que François Léotard à l'appel de quelques intellectuels pour réfléchir sur l'évolution de la société française et sur son adaptation à la situation politique actuelle ». Il a même précisé : « Je n'y vais pas pour préparer le futur gouvernement. S'il s'agit de cela, j'écouterai mais je ne participerai pas. » De son côté le président du Parti républicain juge que les « rénovateurs » ont « une attitude de nous que nous d'eux ». Le maire de Fréjus voudrait-il être investi d'une mission pour devenir le « trait d'union entre jeunes centristes et jeunes RPR » ?

A.P.

Deux militants du PR écroulés à Nancy

NANCY
de notre correspondant

Deux responsables du Parti républicain dans la région de Nancy ont été écroulés, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 juin, après avoir été présentés à M. Vincent Turbeaux, juge d'instruction. Il s'agit de M. Jean-Pierre Moret, quarante-deux ans, président de la section PR de Juville (Meurthe-et-Moselle), et de son épouse, Chantal, également âgée de quarante-deux ans.

M. et M^{me} Moret avaient été placés en garde à vue après le dépôt d'une plainte par une autre militante du PR, qui aurait été droguée avant de subir des violences sexuelles.

Les faits se sont produits samedi 3 juin au soir, à l'issue d'une réunion du bureau d'arrondissement du Parti républicain à laquelle participait le président départemental du PR, M. Claude Gaillard, député de Meurthe-et-Moselle. Celui-ci s'est déclaré « surpris et choqué » lorsqu'il a appris « ces événements graves ».

S.M.

EN BREF

● Quatre tués dans une explosion à Beyrouth-Ouest. — Quatre civils ont été tués et six autres blessés dans l'explosion, vendredi matin 9 juin, de deux voitures piégées près d'un barrage de l'armée syrienne dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, a annoncé la police. La BMW et la Renault, gardées côte à côte et bourrées au total de 150 kilos de dynamite, ont explosé à 10 heures locales. Les deux voitures étaient stationnées sur le parking du bord de mer à Raouche, où se trouvaient de nombreux promeneurs. — (AFP)

● Les « dix » cégétistes de Renault en détresse. — Les dix militants CGT licenciés de Renault-Billancourt, qui commencent dans l'usine depuis le 16 mai, ont été assignés en référé devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine), par la direction de la Régie : celle-ci demande leur départ, sous astreinte de 10 000 F par jour de retard. L'audience est prévue vendredi 14 juin. Les « dix » avaient été réintégrés provisoirement par le tribunal des prud'hommes, mais la cour d'appel de Versailles a confirmé leur licenciement.

● Grève aux Potasses d'Alsace. — Les mineurs des Mines de potasse d'Alsace (IMOPA) ont fait grève, jeudi 8 juin, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-CGC. Ils réclament une hausse des salaires de 1 200 francs par mois. L'exploitation a été arrêtée jeudi, au début du poste du matin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois
PIRELLI
inclinaison tête et pied soutient bien la colonne vertébrale
LIVRAISON GRATUITE TOUTES LA FRANCE
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS - TEL. 45.57.36.35 - METRO PARMETIER

Etudes en SUISSE
BACCALAUREAT (séries A, B, C, D)
Statut officiel de Lycée français à l'étranger.
Autres cours sur demande.

Admission des 10 ans.
Aussi avec internat des 15 ans.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.
Accès aux bourses officielles.
Une grande école fondée en 1908.
Ecole Lémania Lausanne
5, ch. de Piévalla - 1001 Lausanne (Suisse)
Tél. 021 20 15 01 - Télex 450 600 el ch
Télécopie 021 22 67 00

TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !
(Ou comment réaliser des économies sans chiffrer à des centaines ou des milliers de francs...)
Notez les prix de beaux tissus actuels - Chintz, Jacquards, Toiles, etc - dans des boutiques proposant des tissus « griffés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Délicate...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.
A L'AMBROISIE Paris 4^e
•VOLVIC•

GLOBE
DE JUIN
28 PAGES SUR LA CHINE

GLOBE
DE JUIN
33 RAISONS DE DÉTESTER LES VERTS

Demain, l'été...
chemises voile suisse, chemisettes, polos, 100 % coton costumes légers
les meilleures griffes parisiennes choisies à :
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

هكذا من الأصل